

L'ALGÉRIE DANS UN GROUPE DIFFICILE

P. 19

Iftar	
Oran	20h26
Alger	20h14
Constantine	19h59
Imsak	
Oran	03h50
Alger	03h29
Constantine	03h18



Séisme dans l'UE et dans le monde

LE ROYAUME-UNI QUITTE L'EUROPE

P. 6



Logements AADL TEBBOUNE DÉCLARE LA GUERRE AUX SOUS- LOCATIONS

P. 5



Notre supplément
AUTOUR DU MONDE
Avec la collaboration de
PROJECT SYNDICATE
P. 12 à 14

La Namibie, un exemple pour tous
PAR J.E. STIGLITZ¹ ET A. SCHIFFRIN²

1- Prix Nobel d'économie
2- Directrice du programme média et communication de l'Ecole d'affaires internationales et publiques de l'Université de Columbia

Rareté financière dans un monde d'abondance
PAR BARRY EICHENGREEN

Professeur à l'Université de Californie, Berkeley, ainsi qu'à l'Université de Cambridge

L'innovation dans les services de santé des pays du Sud
PAR SHAMS EL ARIFEN

Épidémiologiste et scientifique principal à l'icddr, b à Dacca au Bangladesh

Montée en puissance de la droite en Amérique latine
PAR MOHAMED A. EL-ERIAN

Dirige le Conseil sur le développement global auprès du président américain Barack Obama

Productivité et populisme
PAR NOURIEL ROUBINI

Président de Roubini Macro Associates et professeur d'économie à l'université de New York

LE NOUVEAU SIÈGE DU JOURNAL EL WATAN ENCERCLÉ PAR LA POLICE

P. 5

Les pseudo-supporters pénalisent leur équipe
L'ESS disqualifiée de la Ligue des champions

P. 20

Après le scandale
Changements radicaux pour le bac 2017

P. 3

APN Plénière reportée, des députés se rebiffent

M. Aziza

Décidément rien ne va plus au sein de l'Hémicycle Zighoud-Youcef. Protestation de formations politiques dites de l'opposition dans le hall contre la nouvelle loi électorale. Une plénière consacrée à l'adoption d'une série de projets de lois jugés «décisifs» a été annulée, faute de quorum. Et soutien d'une grande partie des députés à leur confrère surnommé «Le spécifique» ayant fait l'objet d'une sanction «non réglementaire» de la part du président de l'APN, Larbi Ould Khelifa.

La séance plénière consacrée à l'adoption de quatre projets de loi dont la loi portant obligation de réserve pour les militaires, a été suspendue et reportée pour lundi prochain, faute de quorum. Il a été constaté l'absence «intrigante» d'un bon nombre de députés de deux formations politiques majoritaires, FLN et le RND, lors de cette séance et durant toute une semaine de débats des projets en question. Pourtant, les députés de ces deux formations devaient être les premiers dans les rangs de l'assemblée pour défendre les projets de loi du gouvernement. Une centaine de députés étaient présents alors que le quorum exigé est de 250 députés pour l'adoption des projets. Des avis et des commentaires différents sur l'absentéisme des députés. Certains ont justifié cet absentéisme par la programmation d'une série de projets de loi durant le ramadan, d'autres le justifient par la programmation en parallèle de plénières et de travaux de commissions. D'autres voix disent que certains députés ont refusé de se rendre à l'APN en guise de soutien au député Tahar Misoum, surnommé «M. Spécifique», qui a été sanctionné est interdit d'assister aux travaux de l'APN durant six séances, suite à ses attaques verbales contre certains responsables du gouvernement. D'autres sont allés s'interroger «pourquoi cette précipitation dans la programmation de ces projets de loi et à quoi rime cet absentéisme, notamment des députés des partis majoritaires ?»

Les députés, notamment ceux des partis de l'opposition ont pour leur part dénoncé, à travers un mouvement de protestation, dans le hall de l'APN, «le climat de discussion» de six projets de loi, parmi eux des lois organiques, dans un laps de temps très court, «une semaine» et pendant le ramadan.

Pour eux cette programmation à caractère urgent n'est qu'une tactique du gouvernement, pressé de liquider des projets de lois d'une extrême importance, sous prétexte qu'il y a urgence.

Sinon comment expliquer, selon Naamane Belouar, député de l'Alliance pour l'Algérie verte, la programmation des plénières en même temps que les travaux des commissions compétentes, dans lesquelles certains élu sont membres ? Le député affirme que cette démarche n'est pas réglementaire, «la loi est claire, au moment de la tenue d'une plénière, tous les membres doivent être présents, et aucune commission ne doit travailler ou discuter des amendements en parallèle !»

Les députés s'interrogent pourquoi cette précipitation ? «Où est l'urgence ?» et «Qu'est ce qui se passe réellement ?»

Mais, pour certains députés, l'objectif est clair, l'exécutif exerce une forme de pression sur le Parlement pour faire passer ces projets de lois, sans qu'il y ait ni enrichissement, ni changement de ces textes, «un procédé anti-démocratique par excellence, diront les députés de l'opposition.

Du point de vue du contenu, les députés de l'opposition ont dénoncé la programmation des lois et l'article 73 du projet de la loi électorale qui impose un seuil de 4% dans les législatives précédentes pour prendre part aux prochaines élections. Ils ont également dénon-

cé «la punition» infligée à tous ceux qui décident de boycotter les élections. Ils expliquent qu'en cas de boycott, les partis politiques doivent collecter de nouveau des signatures, «ils veulent ainsi sanctionner toute formation politique qui décide d'une action politique, tel que le boycott», dira Belouar.

En ce qui concerne la loi organique relative à la haute instance indépendante de surveillance des élections, les députés de l'opposition ont estimé que cette instance n'est nullement indépendante du moment que le président chargé de la gestion de cette instance est nommé par le président de la République et non pas élu, selon la nouvelle loi. Idem, pour les membres de cette commission qui sont, eux, nommés et sélectionnés en partie par les magistrats et une autre partie par le CNES !».

Pour le député du parti de la Justice et du Développement, Lakhdar Benkhalef, ces deux projets sont en fait «un processus de démantèlement programmé du multipartisme dans notre pays» et «un recul regrettable pour le processus électoral en Algérie».

Les députés de l'opposition accusent l'exécutif de vouloir verrouiller le champ politique. «Des pressions exercées sur la presse et sur les militaires et aujourd'hui c'est le tour des députés et les partis politiques», dira Benkhalef.

LES DÉPUTÉS DE L'OPPOSITION VEULENT FAIRE BARRAGE À LA LOI ÉLECTORALE

Le député du PT, Ramdane Taazbit, a dénoncé «la dangerosité extrême des lois proposées, notamment la loi électorale et la loi relative à l'instance indépendante des élections. Il explique que le contenu est «anticonstitutionnel et dangereux pour la démocratie et menace le multipartisme» étant donné qu'il conditionne la participation aux élections par l'obtention de 4% des suffrages dans les élections passées. Le PT considère cette loi comme une remise en cause frontale du multipartisme et qu'il y a réelle volonté de changer l'APN en chambre d'enregistrement. Le PT dénonce «un pressing terrible sur l'assemblée populaire pour une adoption de lois expéditives sans qu'il y ait un échange et un enrichissement. Taazbit dénonce aussi une volonté au centre de décision de remettre en cause les acquis d'octobre 1988.

Pour le parti de Louiza Hanoun, l'Algérie est en danger, du moment que les droits fondamentaux des citoyens ne sont pas respectés, «il y a des projets de loi qui sont anticonstitutionnels». Elle cite le droit de se présenter aux élections qui est interdit aux fonctionnaires des APC !

Le chef du groupe parlementaire du FFS, Chafaâ Bouaïche a, pour sa part, dénoncé cet «empressement notamment durant le mois de Ramadan. Le sachant, l'exécutif aurait dû s'abstenir de programmer durant cette période les projets en question ou du moins sensibiliser sa majorité parlementaire sur l'importance qu'il attache à leur adoption en urgence.

Il nous semble que la désertion de jeudi de l'hémicycle qui est le fait des élus de la majorité présidentielle a une autre cause que celle invoquée par Ould Khelifa qui a prétendu quelle est due au fait que les «députés se trouvant à l'intérieur du pays, nous avons voulu leur éviter le déplacement à Alger la veille du week-end». Il paraît plus probant que les absents ont tenté de ne pas s'impliquer sur le projet de loi controversé concernant les militaires. Ce n'est pas le caractère liberticide du projet de loi qui les a fait s'abonner aux abonnés absents, mais que celui-ci concerne les généraux et officiers supérieurs à la retraite dont par précaution se voulant préventive ils ne veulent pas s'en attirer le ressentiment.

Opportunistes, impénitents et toujours à guetter d'où peut provenir le vent qui mettrait fin aux rapports de force du moment à l'intérieur du régime, les députés de la majorité ont certainement subodoré que la levée de boucliers provoquée par

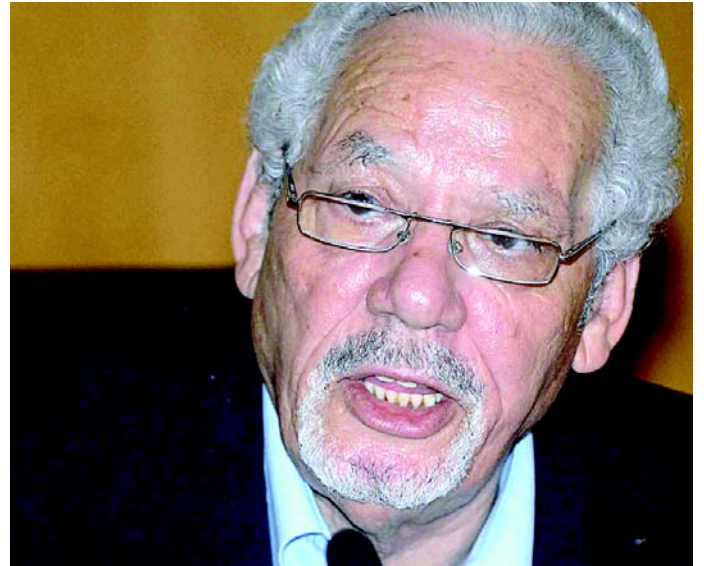
Projet de loi sur l'obligation de réserve des militaires Khakled Nezzar en appelle aux députés

Yazid Alilat

Le général à la retraite et ancien ministre de la Défense nationale Khakled Nezzar a violemment critiqué le projet de loi, soumis ces derniers jours à l'APN, imposant l'obligation de réserve aux militaires et plus particulièrement aux officiers à la retraite. Dans un entretien publié jeudi sur le site Algérie Patriotique, il a estimé que ce projet «est porteur d'une grave dérive liberticide», et constitue «dans son esprit même, une menace contre la liberté d'expression et une atteinte aux valeurs démocratiques que défendent nos élus». Aux députés, il a rappelé que «la démocratie est entre leurs mains».

Pour lui, «il est incompréhensible que quelques mois après l'adoption de la Constitution, alors que plusieurs textes d'application urgents en attente à l'Assemblée sont différés sine die, on se précipite ainsi et on donne la priorité au projet de loi qui vise à interdire la parole aux militaires». Cet empressement, selon l'ancien homme fort du pays dans les années 1990, «dénote l'inconscience de nos autorités. Cela provient de leur peur peut-être, mais sûrement du manque de confiance dans cette frange de la société».

Qualifiant ce projet de loi contre les officiers retraités de l'armée «d'infamie», il estime qu'ils (les militaires à la retraite) «ne porteraient jamais atteinte ni à leur cohésion ni à leur unité». En fait, estime Khakled Nezzar, les initiateurs du projet de loi «veulent imposer le silence aux officiers retraités de l'Armée nationale populaire. Ceci revient à priver une frange de la société algérienne de son droit de s'exprimer et de participer au débat national sur les questions qui engagent l'avenir de la nation». D'autre part, il relève que «ce projet de loi comporte une grave contradiction qui lui ôte toute légitimité, si bien que l'initiateur de ce texte veut, par le biais de cette démarche anticonstitutionnelle et antidémocratique, interdire aux anciens officiers de l'armée d'afficher leur opinion, alors



que lui-même a ouvertement engagé à plusieurs reprises l'institution militaire dans l'arène politique». Pour lui, «le chef d'état-major de l'ANP a annihilé ce projet de loi avant même qu'il ait été conçu et soumis à l'appréciation de nos élus. Il a bafoué ainsi la tradition de l'ANP qui, lors de la Constitution de 1989 qui consacrait la démocratie, s'était retirée d'elle-même du Front de libération nationale, pour garantir une compétition politique saine». Sur l'éventualité de l'adoption de ce projet de loi par les députés, il a expliqué être «mal placé pour répondre à cette question». Mais, aux élus de la nation, il lance qu'il «serait dès lors malheureux et triste pour la République que les députés cautionnent ce texte qui, si par malheur il était voté, ferait des honorables élus du peuple qu'ils sont les garants d'une action machiavélique qui ne vise nullement à sauvegarder les intérêts de la nation...»

Khakled Nezzar rappelle cependant aux députés que «l'avenir de la démocratie est entre leurs mains» et qu'il est dans l'intérêt du pays qu'ils ne le compromettent pas en adoptant un texte discriminatoire et exclu-

sif». Par ailleurs, revendiquant toujours le retrait de l'institution militaire de toute activité politique, le général Khakled Nezzar explique que l'on assiste «à un concept nouveau, faisant de la fonction militaire un nomadisme et une gesticulation de tous les instants». C'est jeudi 23 juin que ce projet de loi a été présenté par la ministre des Relations avec le Parlement, Ghania Idalia. Il s'agit en fait de deux projets loi qu'elle a présentés devant la commission de la Défense nationale. Elle a indiqué que l'article 2 du projet de loi portant statut des officiers de réserve prévoyait de compléter l'ordonnance N° 76-112 par deux nouveaux articles : «tout manquement à ce devoir fera l'objet de retrait de la médaille d'honneur, de plainte auprès des juridictions compétentes et de rétrogradation dans le grade en cas de manquement grave au devoir de retenue et de réserve». Le même projet de loi précise qu'«après cessation définitive d'activité, le militaire reste astreint au devoir de réserve et tout manquement à ce devoir est de nature à porter atteinte à l'honneur et au respect dus aux institutions de l'Etat».

ANALYSE

Kharroubi Habib

Jeudi, l'APN a offert le spectacle lamentable de son hémicycle quasi vide alors que la plénière du jour était consacrée à l'adoption de plusieurs projets de loi dont celui très controversé concernant les militaires que l'exécutif a manifestement cherché à faire passer au plus vite. Au constat de l'absence massive de députés, le président de la première chambre a dû, faute de quorum de présence requis, prononcé le report de la plénière à lundi prochain. L'on sait nos parlementaires adeptes de l'absentéisme notamment durant le mois de Ramadan. Le sachant, l'exécutif aurait dû s'abstenir de programmer durant cette période les projets en question ou du moins sensibiliser sa majorité parlementaire sur l'importance qu'il attache à leur adoption en urgence.

Il nous semble que la désertion de jeudi de l'hémicycle qui est le fait des élus de la majorité présidentielle a une autre cause que celle invoquée par Ould Khelifa qui a prétendu quelle est due au fait que les «députés se trouvant à l'intérieur du pays, nous avons voulu leur éviter le déplacement à Alger la veille du week-end». Il paraît plus probant que les absents ont tenté de ne pas s'impliquer sur le projet de loi controversé concernant les militaires. Ce n'est pas le caractère liberticide du projet de loi qui les a fait s'abonner aux abonnés absents, mais que celui-ci concerne les généraux et officiers supérieurs à la retraite dont par précaution se voulant préventive ils ne veulent pas s'en attirer le ressentiment.

Opportunistes, impénitents et toujours à guetter d'où peut provenir le vent qui mettrait fin aux rapports de force du moment à l'intérieur du régime, les députés de la majorité ont certainement subodoré que la levée de boucliers provoquée par

Des députés en perte de repères

Le projet de loi dans le cercle des dignitaires à la retraite de l'ANP peut engendrer un bras de fer entre celui-ci et le clan présidentiel qui leur impose la plus grande prudence dont celle de ne pas s'afficher lors de sa discussion et adoption par l'institution dans laquelle ils siègent.

De fait, le projet de loi soulève une contestation au sein de la caste des officiers supérieurs à la retraite qui préfigure ce bras de fer sur lequel nos opportunistes parlementaires ne tiennent pas à dévoiler leur sentiment. L'on comprend qu'ils se sentent mal à l'aise, bousculés par un exécutif qui veut leur faire adopter à la «hussarde» le projet et les appels à ne pas se rendre complices de «la démarche anticonstitutionnelle et antidémocratique» que le pouvoir veut imposer que leur ont adressé certains des concernés dont l'ancien ministre de la Défense et homme fort de l'ANP, le général à la retraite Khakled Nezzar. Lequel s'est fendu d'une déclaration contre ce projet de loi qui va donner des raisons à certains d'entre eux à se réfugier dans l'absentéisme.

Le projet de loi en cause est révélateur que la guerre des clans qui a fait rage au sein des tenants du régime se poursuit toujours et à laquelle les députés de la majorité répugnent à être mêlés. Non pas parce qu'elle met en péril la stabilité du pays mais parce que n'ayant pas la vision de qui en sont les protagonistes et leurs clans respectifs et de ce fait sont dans l'impossibilité d'en prévoir avec certitude l'issue. Alors l'on comprend que ces députés se débinent si «courageusement» en s'absentant sous prétexte de la léthargie ramadanesque. Leur rappel à l'ordre va certainement résonner de façon à ne plus leur laisser l'échappatoire minable de l'absentéisme.

Tirage du N° 6567
119.706 exemp.**Le Quotidien**
D'ORANEdition Nationale d'Information
Editée par la SPA
ORAN - PRESSE
au Capital de 195.923.000,00 DA**Président**
Directeur Général
Directeur
de la Publication
Mohamed Abdou
BENABBOU**Direction - Administration**
Rédaction centrale
63, Ave de l'ANP - Oran
B.P.N°110 - Oran
Tél. 041.23.25.22
23.25.23 / 23.25.24
23.25.69 / 23.25.84 / 23.26.15**Fax Pub:** 041.23.25.21
Fax et Rédaction
041.23.25.20**Imp.:** Oran : imprimerie
"Le Quotidien d'Oran"
Alger : imprimerie "Le Quotidien d'Oran"
Constantine : S.I.E.
Ouargla : S.I.A.**INTERNET:** <http://www.lequotidien-oran.com>
E-mail : infos@lequotidien-oran.com
publicite@lequotidien-oran.com
admin@lequotidien-oran.com
lequotidiendoran@yahoo.fr**Rédaction Algéroise**
Tél.: 021. 64.96.39 - Fax: 021. 61.71.57
Pub Tél.: 021. 64.96.44**Rédaction Constantinoise**
Tél. : 031.92.12.11
Fax : 031.92.12.22**Diffusion:** Ouest: SEDOR Tél.: 041.58.85.52- Centre: SEDOR - Est: SO.DI. PRESSE - Sud: TDS

Après le scandale Changements radicaux pour le bac 2017

Mokhtaria Bensaâd

C'est confirmé, l'examen du bac calauréat de l'année prochaine sera très différent des années précédentes. Des changements radicaux seront introduits en fonction des évolutions pédagogiques et technologiques actuelles. C'est l'annonce faite jeudi par le ministère de l'Education au dernier jour de la session partielle du bac. On parle de refonte totale qui sera soumise prochainement au gouvernement et qui touchera l'ensemble des épreuves, à savoir le nombre d'heures, la durée et le contenu des épreuves, les coefficients des matières, le contrôle continu, la possibilité d'aller vers des épreuves anticipées, les guides d'élaboration des sujets ainsi que la formation des inspecteurs en charge de la préparation des sujets.

L'ancien système ayant montré ses limites après le scandale du bac de cette année et la fuite des sujets via facebook, la refonte est devenue, donc, incontournable afin de préserver la crédibilité d'un examen aussi important. L'inspecteur général du ministère de l'Education nationale, Nedjadi Mseguem, cité par l'APS, a expliqué que « la refonte du baccalauréat a démarré longtemps mais elle se précise avec ce qui se passe sur les réseaux sociaux. Le système actuel a montré ses limites, il y a lieu d'aller vers une réforme totale de l'examen ». Le représentant du ministère a souligné « la nécessité de rectifier l'anomalie touchant la pondération des coefficients des matières ». Pour l'inspecteur général du ministère, les concertations autour de ce dossier ont déjà eu lieu affirmant l'existence « d'un consensus concernant la réduction de la durée des épreuves, limitant l'examen à trois jours au lieu de cinq ».

Pour étudier tous ces points, M. Mseguem indique que la ministre de l'Education a « suggéré des ateliers qui intégreront plusieurs autres départements ministériels pour mieux réfléchir et baliser toutes les idées que pourrait porter le débat ». Le ministère compte à travers ces ateliers et ces concertations élaborer un schéma de réforme qui sera proposé au gouvernement avant la prochaine rentrée scolaire.

LES SYNDICATS FAVORABLES À DEUX SESSIONS DU BAC

Si le ministère parle de consensus avec les syndicats et les associations des parents d'élèves concernant ce dossier de refonte, des syndicats de l'éducation affirment ne pas avoir été associés pour faire des propositions sur cet examen. C'est le cas du CNAPESTE et du CLA qui estiment que si refonte il y aura, elle doit être en concertation avec les gens du terrain qui ont une expérience et une vision des failles de l'ancien système. Pour ces deux syndicats, il est important d'associer dans les débats les enseignants et les inspecteurs et syndicats du secondaire, des acteurs directs dans l'examen du baccalauréat.

Le représentant du CNAPESTE, M. Boudiba, a affirmé que jusqu'à présent le syndicat n'a pas été associé pour donner son avis sur les changements à introduire dans cet examen. « Des réunions ont, certes, eu lieu avec d'autres syndicats sans le CNAPESTE au cours du déroulement de la 2^{ème} session du bac ». Pour le CNAPESTE, les refontes doivent se faire sur la base d'une évaluation de l'ancien système afin de situer la problématique et déterminer les priorités dans le changement à introduire. M. Boudiba a expliqué sur ce point qu'il « ne s'agit pas de faire des réformes dans la précipitation mais de le faire par étape en revenant sur l'historique

du bac ». Parmi les propositions du CNAPESTE, la révision du système d'évaluation et notamment le système des coefficients et aussi la révision des questions directes et indirectes posées au bac. Concernant l'introduction de deux sessions du bac, le CNAPESTE se montre favorable à la condition d'étudier tous les points positifs et négatifs de ce processus. Car, nous dira M. Boudiba, « le but n'est pas de prendre l'élève en otage ». Pour sa part, le porte-parole du CLA, M. Hakem, a tenu à souligner que « le syndicat n'a jamais été associé à ces réformes ». Comme il a insisté pour que « tout changement soit fait en concertation avec les enseignants et non pas avec des syndicats qui ne sont pas en relation directe avec l'enseignement ». Sur les changements à introduire, le représentant du CLA a expliqué que le syndicat plaide pour la réduction des matières du bac, l'annulation des sujets au choix, la réduction de la durée de l'examen et l'augmentation des coefficients pour les matières dites essentielles. Par ailleurs, M. Hakem a proposé qu'il y ait une 1^{ère} session du bac en 2^{ème} année secondaire et une 2^{ème} session en terminale afin de maintenir l'élève toujours actif durant son cursus scolaire du secondaire. Quant au SNAPEST, le coordinateur national, M. Meriane affirme que le syndicat a été associé dans la commission de préparation de la refonte du bac. Ses propositions s'articulent autour de la réduction des jours de l'examen à trois jours, la limitation des matières à composer à six et l'introduction d'une 2^{ème} session pour les matières secondaires en plus de l'introduction de la fiche de synthèse pour l'évaluation de l'élève en termes de discipline et d'assiduité. « Un moyen pour venir à bout de la violence et des absences », selon M. Meriane.

Pour le porte-parole du SNAPEST, « le bac équivalait actuellement à un certificat de fin d'étude du secondaire étant donné qu'un élève scientifique peut avoir un 9 dans les matières essentielles et réussir son bac grâce à la compensation des autres matières. La spécificité du bac n'existe plus ».

VERS UNE REFONTE TOTALE DE L'ONEC

Concernant, d'autre part, la 2^{ème} session partielle du bac, l'inspecteur général du ministère de l'Education a indiqué qu'elle s'est déroulée « dans de très bonnes conditions » et n'a pas été émaillée par « le phénomène des fuites des sujets » comme ce fut le cas pour l'examen initial. A aucun moment, dira-t-il, il nous a été révélé par les services de sécurité qui nous accompagnent dans la surveillance de ces épreuves qu'il y a eu fuite. Le représentant du ministère a qualifié le taux élevé des absences de « normal », 10% d'absentéisme ayant caractérisé le baccalauréat bis, arguant que chaque année le taux dépasse le tiers. Pour cette session nous sommes à 32.35%, ce qui n'est pas un taux exagéré ». Il qualifie, en revanche, de « légèrement supérieur » le taux d'absentéisme observé chez les candidats ordinaires (1.32 %), comparativement à la session précédente (0.92%). Concernant l'Onec, l'inspecteur général souligne: « je ne peux pas affirmer que la faille réside à l'ONEC et l'on ne peut incriminer personne ».

Mais ce qui est certain, c'est qu'il y a des dysfonctionnements nécessitant d'apporter de grands changements. L'ONEC doit aller vers une refonte totale. Concernant la fraude au bac qui a vu l'implication de plusieurs personnes, l'inspecteur général a précisé que le dossier « n'est pas encore clos » et que « la justice tranchera bientôt ».



Raïna Raïkoum
Kamal Guerroua

Ce qui inquiète trop aujourd'hui en Algérie, c'est le fait que tout est encore confus dans le jeu de ficelles du régime. Faisant table rase du divorce déjà consommé entre le sommet de la pyramide et sa base, il y a aussi l'heure du bilan que nos décideurs reportent chaque fois sans que l'on ne sache vraiment pourquoi. Sait-on par exemple vers quoi l'on se dirige en ce 2016 ? Et comment va se passer la transition politique après ce long règne du président Bouteflika ? A-t-on préparé, en haut lieu, des stratégies efficaces afin d'éviter de retomber une fois de plus dans une violence semblable à celle de la guerre civile des années précédentes ?

Bref, qu'est-ce qu'on attend pour prendre la mesure de l'échec qu'on constate au quotidien dans tous les domaines ? Et puis, la perte des repères de nos masses n'est-elle pas le reflet de la régression du niveau de performance de leurs dirigeants (discours, pratiques, mœurs, etc.) ? Ce qu'il faut retenir en gros est que la thérapie choisie jusque-là par la nomenklatura d'Alger pour remédier aux maux de la patrie s'avère peu efficace, sinon nulle ! Est-il donc juste de parler de la faillite du seul «Système» ou généraliser celle-ci à l'intégralité du corps social ? Ou, enfin peut-être, la circonscrire uniquement au périmètre de la génération de la guerre d'indépendance à laquelle on a déjà endossé la responsabilité d'une grande partie de nos revers ? En un mot, qui va en porter le fardeau ? A vrai dire, constater l'inutilité des milliards de dollars dépensés à tire-larigot par nos officiels pendant ces derniers 15 ans pour seulement acheter la paix sociale suffit pour verser de grosses larmes d'amertume. Aucun agenda économique ni projet de société constructifs pour l'avenir. Pire, les cons-

La faillite est-elle inélucltable ?

tellations claniques ont détrôné les partis d'opposition de leur rôle de relais et de contrôleurs de la vie politique, en s'appropriant à part entière, partis-godillots interposés, la tribune publique. Et pour que jamais rien ne grince dans cet engrenage maléfique, un black-out sur les problèmes réels de l'Algérie est imposé et des scénarios guignolesques sont montés pour tenir le peuple en haleine. Or, le pays manque de tout, hélas ! On se rappelle bien qu'en plus d'être peu guéri des feux mal-éteints de la décennie noire, ce dernier a vu son infrastructure économique détruite (plus de 20 milliards de dollars de pertes), 150 mille victimes et des milliers de disparus, des dettes jusqu'au cou, toute une génération de jeunes avec des traumatismes indélébiles, le fameux «Qui tue qui?» sur le dos, etc. En 1999, Bouteflika a promis de rétablir la paix et de redorer le blason de l'Algérie à l'international «er' fâa rassek ya bâ» (relève ta tête mon père), répète-il en guise de slogan pour sa première campagne électorale. Mais cette priorité donnée au diptyque «Paix civile-Retour diplomatique au concert des nations» n'était pas mûrement réfléchie, en y adjoignant la nécessité d'un plan économique sérieux pour le long terme. Primo, faute de perspicacité politique, secundo, il y a eu absence d'un plus large et plus fédérateur rassemblement autour des mêmes objectifs. Et enfin, s'étant frontalement attaqué à l'Establishment, le président qui a voulu d'un pouvoir civil fort, moins flou et plus représentatif des aspirations populaires, s'est perdu dans les mêmes errements que ses prédécesseurs, en rafistolant seulement quelques aspects du vieil appareil du régime.

Concours de recrutement des enseignants Les résultats des épreuves écrites reportés au 27 juin

L

e ministère de l'Education nationale a décidé le report de l'annonce des résultats des épreuves écrites du concours de recrutement des enseignants, au 27 du mois de juin courant et l'organisation de l'examen oral, les 02 et 03 juillet prochains, pour l'annonce des résultats finaux, le jeudi, 07 juillet. Selon un communiqué du département de l'Education nationale, rendu public jeudi, « il a été décidé le report de l'annonce des ré-

sultats du concours de recrutement des enseignants, au 27 juin pour les épreuves écrites et les admis pourront retirer, sur le même site, les convocations pour l'examen oral, prévu le samedi 02 et dimanche 03 juillet 2016. L'annonce des résultats finaux aura lieu, le jeudi 07 juillet 2016 ». La même source précise que « vu la situation compliquée induite par les fuites de certains sujets des épreuves du Baccalauréat et notamment la charge de

travail qu'implique l'organisation de la session partielle, le ministère de l'Education nationale a donné la priorité aux résultats des examens scolaires (5^{ème} et BEF) dont l'annonce a eu lieu aux dates prévues du 11 juin, pour le premier et 17 juin pour le deuxième », ajoute le communiqué. Par ailleurs, le communiqué rappelle que « l'annonce des résultats du Baccalauréat, toutes filières confondues, aura lieu, au plus tard, le 15 juillet 2016 ».

Sellal rappelle à l'ordre les concessionnaires automobiles Pas de licence d'importation sans usine de montage !

De notre envoyée spéciale
à Tiaret Ghania Oukazi

Le 1^{er} ministre a effectué jeudi dernier une visite de travail dans plusieurs daïras et communes de la wilaya de Tiaret. En ce 18^{ème} jour de ramadan à température caniculaire, il n'a pas été avare de déclarations. Il a tangué toute la journée entre menaces, avertissements, inquiétudes, rappels, assurances et promesses. Sa menace la plus directe a été dirigée contre les concessionnaires de véhicules dont l'obligation d'investir en Algérie a été rappelée durant toutes ces années sans résultat. Acculé par les effets drastiques de la crise économique et la baisse des ressources financières, le gouvernement semble décidé à aller au bout de sa logique d'utiliser le bâton contre ceux qui n'ont pas voulu comprendre par «le clin d'œil». Le 1^{er} ministre a rappelé que «la loi de finances 2013 est claire, elle a donné trois ans aux concessionnaires de véhicules pour réaliser après un projet industriel ou semi-industriel, ils doivent créer en Algérie des usines de montage de véhicules ou au moins de fabrication de pièces détachées s'ils veulent continuer leur activité l'année prochaine, sinon en 2017, ils n'auront pas leur licence d'importation». Sellal a averti que «nous allons élargir cette obligation d'investir à l'ensemble des importateurs de produits de large consommation, les produits pharmaceutiques et agroalimentaires». Il rappelle à «ceux qui importent les intrants et les matières premières (qu'ils) doivent tous produire, ce que j'ai dit pour les concessionnaires est valable pour le lait, le yaourt et les médicaments». Il promet encore que «nous allons vous aider à importer de la poudre de lait mais aussi à produire le lait, le yaourt et dans l'agroalimentaire pour ne plus les importer mais pour les exporter». Lors de sa visite aux ateliers d'assemblage de véhicules de Tiaret, Sellal demandera à leurs propriétaires «il faut qu'on préserve la qualité, il ne faut pas qu'on produise le bas de gamme, on produira pour exporter». Son inspection de l'établissement de développement de l'industrie des véhicules de Tiaret, un partenariat liant Défense nationale -Mercedes-Benz-Emiratis, le laissera dire que «c'est un projet qui montre que l'Algérie a commencé à s'améliorer dans la fabrication de véhicules utilitaires, il faut qu'on élargisse la gamme, dans deux ou trois, le taux d'intégration doit être plus important». Il appelle à «investir dans la sous-traitance automobile, il faut l'encourager pour la création d'emplois de jeunes à Tiaret».

**«IL FAUT INVESTIR
AU MAXIMUM DANS
LE FORAGE»**

Le 1^{er} ministre promet qu'«on facilitera davantage l'investissement

productif mais il faut qu'on sache exporter comme on le fait déjà avec la pomme de terre vers la Suisse et le Qatar, c'est notre challenge, on ne reviendra pas en arrière». Il a ainsi affirmé que «c'est la seule solution, parce qu'il est impossible de continuer de développer l'économie nationale sur la base de la rente pétrolière». Ceci, a-t-il assuré, «même si à Sonatrach, aujourd'hui, les choses s'améliorent puisque après une baisse dans les années 2000 jusqu'en 2009, on a eu une hausse relative- de la production en 2013-2014 et continue d'augmenter à ce jour». Il fera savoir à ce sujet que «nous avons examiné (mercredi dernier), le dossier Sonatrach et notre politique et notre guerre sont pour développer la raffinerie et la pétrochimie, il faut que d'ici 2019-2020, Sonatrach n'importera plus de produits raffinés ; ils le seront ici en Algérie». Il veut que «tous les secteurs participent dans l'industrialisation et dans l'investissement, les raffineries doivent jouer un grand rôle pour traiter le pétrole ici, ce qui nous permettra de créer de l'emploi et de développer notre économie». D'ici donc «à fin 2019 début 2020, il y aura un changement de notre vision stratégique économique, il faut que Sonatrach mette tous ses moyens pour renforcer la production, il faut investir au maximum dans les appareils de forage pour produire plus, Hassi Messaoud n'est exploité qu'à 23%, il faut qu'on double notre production». Il n'omettra pas de souligner qu'«on s'en tiendra toujours au 51/49 mais il faut qu'on investisse dans la raffinerie, haro sur la pétrochimie et l'investissement».

**«IL FAUT QU'ON SACHE
QUE LA SITUATION
EST DIFFICILE»**

Sellal estime à cet effet que «l'INAPI doit revenir à Sonatrach pour former les cadres». Il souligne en parallèle que «ce qui n'empêche pas de diminuer du niveau de notre exploitation interne des carburants». Sellal en (r)appellera à la nécessité de se tourner vers le mix énergétique ou le bouquet énergétique qui permet d'investir dans les différentes sources naturelles pour la production d'énergie. «Nous sommes la génération qui doit définitivement régler les problèmes économiques du pays, il faut faire preuve de patriotisme dans ce domaine», pense-t-il. Il rappelle encore que «ces deux dernières années, on a connu le premier choc pétrolier mais on tient le coup et on tiendra encore, et on n'est pas allé vers l'endettement extérieur, mais il faut qu'on sache que la situation est difficile, il faut diversifier notre économie». Il lancera au passage «ne pensez pas qu'on laisse faire, on est au courant de tout, nous maîtrisons la situation, le ministre des Finances, certes, ne parle pas mais il sait compter». Il exposera un autre dossier, celui de la re-

traite pour réaffirmer qu'«il est impossible de prendre sa retraite à 40 ans alors que l'âge moyen de vie en Algérie est de 77, 5 ans, il ne faut pas que ceux qui auront travaillé jusqu'à 60 ans paient seuls». Il nuance ces propos en soulignant qu'«il faut une justice dans les retraites». Il fait savoir qu'il est question pour le gouvernement de «déterminer les métiers à haute pénibilité, nous allons leur alléger les conditions de départ à la retraite».

Sellal notera la fragilité des équilibres financiers de la caisse nationale de retraite (CNR) et fera savoir que «depuis deux ans, la CNR n'a pas les moyens pour payer les pensions, on a dû puiser dans les caisses de la sécurité sociale pour pouvoir le faire, heureusement qu'il y a la solidarité nationale.» (Voir P2 du Le Quotidien d'Oran du mardi 21 juin 2016 l'article intitulé «La bataille de la retraite».)

**«JE N'AUGMENTERAI PAS
LES SALAIRES D'UN SOU !»**

Le 1^{er} ministre évoquera le sujet brûlant de l'heure en l'occurrence la fuite des sujets du baccalauréat et la fraude dans les examens. Il commence en premier par assurer que «toutes les mesures ont été prises pour que la prochaine rentrée scolaire et universitaire se fasse normalement». Il avouera que «nous connaissons la fraude depuis plusieurs années mais si on triche dans le savoir, on touche à la crédibilité de notre culture». Tout en précisant qu'«heureusement que les épreuves partielles du bac se sont passées sans fuite de sujets», il liera la fraude à la sécurité pour souligner que «dans la Défense nationale, si on n'a pas d'ingénieurs et de techniciens performants, on ne peut moderniser les moyens de notre autodéfense». Il note la mise en place de «brouilleurs modernes» dans les centres d'examen non sans rendre hommage au ministère de l'Éducation nationale en soulignant qu'«heureusement que la famille de l'éducation était présente partout». Il soutient cependant qu'«on ne peut permettre que le niveau scolaire régresse à ce point» et menace encore «celui qui joue de la crédibilité de l'Etat, quels que soient son statut ou son rang, sera sévèrement sanctionné». D'autant qu'il réaffirme que «l'Algérie est dans une conjoncture économique très particulière, on a besoin de serrer les rangs». Dernier point fort précisé par le 1^{er} ministre à partir de Tiaret, son refus ferme d'augmenter les salaires de la fonction publique «même pas de freinc (franc ndlr)». Il a déclaré ainsi que «si on ne change pas notre vision en économie, on ne peut même pas ajouter un sou dans les salaires notamment ceux de la fonction publique, parce que les entreprises qui travaillent et gagnent sont libres de le faire». Il appelle à la réhabilitation du travail et recommande qu'«on doit travailler plus».

Gouvernement Cap sur l'industrie automobile



Ph.: APS

L'établissement de développement de l'industrie des véhicules est le premier projet que le 1^{er} ministre a inspecté lors de sa visite jeudi dernier dans la wilaya de Tiaret.

C'est aussi la première fois que Sellal visite un projet initié, lancé, inauguré et géré par le ministère de la Défense nationale. Conformément aux dispositions du décret présidentiel 08-102 du 26 mars 2008, fixant le statut-type des établissements publics à caractère industriel et commercial relevant du secteur économique de l'Armée nationale populaire, l'établissement a été créé par décret présidentiel 09-222 du 29 juin 2009. Ses promoteurs notent qu'«il est chargé d'assurer la conception, l'étude, le développement, la production et la commercialisation de véhicules tout-terrain». Il peut aussi «créer des complexes, unités ou filiales et prendre des participations dans les sociétés conformément aux dispositions du décret présidentiel 08-102. Doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière «EPIC-EDIV» partage son capital social par la règle 51/49, entre le MDN à travers la société algérienne pour la fabrication des véhicules de marque Mercedes-Benz (SAFAV-MB Spa) qui en détient 34% et EPE-SNVI avec 17% et le partenaire étranger qui en détient les 49% autres par Aabar investissement PJS Emirats arabes unis et Daimler AG Allemagne comme partenaire technologique. L'objectif «opérationnel» de l'établissement, «la fabrication sur le site de Tiaret de 2000 véhicules (4x4) de classe G de marque Mercedes-Benz et 6000 véhicules Sprinter de même marque avec intégration progressive de 30% maximum pour les 5 premières années. Le MDN est aussi actionnaire dans la société algérienne pour la production de poids lourds de marque Mercedes-Benz de Rouiba dont l'objectif est de produire sur son site situé à l'est d'Alger, 7500 véhicules poids lourds, 1000 de transport urbain (100 places) et 500 de transport collectif de près de 40 places. Le nombre de véhicules devra augmenter «après une période de 5 ans maximum», promettent ses actionnaires. L'Algérien Motors Services (AMS) est chargée de la distribution et le service après vente des véhicules et moteurs de marque Mercedes-Benz dont le capital social est détenu à hauteur de 51% par la partie algérienne à travers EPIC-EDIV et EPE-SNVI et celle étrangère (49%) par Aabar Investissement PSJ Emirats arabes unis. La production de la carrosserie industrielle se fera aussi à Rouiba par une société al-

gérienne (SAPCIR) dont 69% de son capital social est partagé entre EPIC-EDIV (35%) et EPE SNVI (34%) alors que 26% des 31% restants sont détenus par EMPL- Autriche et 05% par PALFINGER Autriche. Le MDN a bénéficié de l'aide financière du Fonds national d'investissement (FNI) pour devenir actionnaire majoritaire dans ce projet. «C'est la première fois que le montage du 4x4 de marque Mercedes-Benz est délocalisé», a affirmé jeudi le responsable militaire qui a présenté le projet au 1er ministre.

Notons que le projet MDN-Mercedes-Benz-Emiratis n'a jamais été médiatisé avant son aboutissement comme ce fut le cas pour celui de Oued Tlalat de Renault-SNVI. Sa négociation a été menée entre les actionnaires avec une discrétion absolue. Son annonce publique a été faite en 2015 par le général de corps d'armée, vice-ministre de la Défense, le général-major Ahmed Gaïd Salah, le jour où les parties algérienne, allemande et émiratie avaient signé officiellement leur association.

Le groupe Thakout qui fait beaucoup parler de lui dans le transport universitaire entre autres, a lui aussi choisi d'investir 250 millions de dollars dans l'assemblage automobile en prenant assise dans la wilaya de Tiaret précisément dans la zone industrielle de la commune de Zaaroura. Il a installé son projet de «montage de véhicules de marque Hyundai», sur les 24 hectares qui constituaient les actifs résiduels de l'ex-ENADITEX dont la plaque de son inauguration par le président Houari Boumediène a été gardée pour l'histoire... Pour le faire visiter par le 1^{er} ministre, le groupe Thakout a, à peine en quelques jours, construit de nouveaux hangars en plus des anciens qui abritaient les ateliers de l'ENADITEX. Thakout prévoit de monter 8 modèles de véhicules touristiques à 100.000 véhicules la première année de son exploitation du site pour atteindre 220.000 à partir de la quatrième année. Il a assuré à Sellal que la première voiture sortira en novembre prochain et «peut-être même avant».

Notons que le groupe Thakout s'est associé avec le constructeur automobile iranien Khodr. Le représentant du groupe Thakout a fait savoir au 1^{er} ministre que le taux d'intégration sera de 15% à partir de la quatrième année en matière de freins, batterie, sièges, vitrage, câblage électrique. «Le nombre d'emplois créés la première année sera de 900 «directs» pour atteindre 2400 la quatrième année». **G. O.**

Virée «officielle» à Tiaret un 18ème jour de ramadhan

Il faisait chaud jeudi dans la wilaya de Tiaret. Au loin, dans la commune de Aïn Dzari, la fumée noire d'un incendie dans les champs de blé montait à boucher l'horizon.

Le mercure avait dépassé les 33 degrés sur cette région où les champs de blé ont été déjà moissonnés. C'est dire que l'été s'est bien installé avec sa chaleur torride et ses journées poussiéreuses. Le 1er ministre était vers 12h à Sebaine pour inaugurer un périmètre irrigué de 1 326 hectares. Au même moment, une fumée dense se dégageait au loin des champs de blé avoisinants. «C'est un incendie des cultures», nous renseigne le chauffeur.

Le 1er ministre a visité 8 points dans la wilaya de Tiaret. Il ne se privera pas de tenir des brins de discussions avec les foules. Il a visité 8 points avec entre autres, la pose de la première pierre de la zone industrielle pétrochimique et d'une

raffinerie de pétrole à Sidi Abed, la mise en service de la distribution publique du gaz au profit de 1 781 foyers à partir de Aïn Legta, l'inauguration d'un lycée à Aïn Dzari, et l'annexe de l'université, et d'un CFPA à Medroussa. Mais, il faut noter que c'est pour la première fois que Sellal est accueilli sur le premier site qu'il a visité par un détachement de l'Armée nationale populaire avec à ses côtés le commandant de la 2ème région militaire. C'était lorsqu'il était arrivé à l'unité de production des véhicules de la SAFAV-MB dans laquelle le MDN est actionnaire majoritaire à travers plusieurs sociétés. La délégation officielle avait partout droit à la fantasia, au baroud «d'honneur», au traditionnel karkabou, et aux sons du saxophone. La population tiaretie dégageait un punch à rendre jaloux les Algérois qui, en général, traînent les pieds en ces temps ramadanesques. Femmes,

hommes, vieux, jeunes, enfants étaient en liesse. Le 1er ministre a eu un accueil des plus festif. Ni le soleil tapant ni les effets du jeûne en ce milieu de journée de jeudi dernier, n'ont eu raison de la bonne humeur des Tiaretis et de leur élan de musiciens, de danseurs et de chanteurs. «Ya shab El baroud oul carabila», «Abdelkader ya Boualem», «Lah Yarham Echouhada» et autres «Salou ala nbi» étaient chantés allégrement par les groupes folkloriques qui esquissaient des pas de danse bien du terroir. L'ambiance était totale dans les quartiers par où est passé Sellal. Drapés de leur tenue traditionnelle ornée de medjeboud, coiffés d'un chapeau de paille et dressés sur leur monture «arabe» avec élégance authentique, les cavaliers de la fantasia manipulaient leur carabine au rythme du saxo et du galal qu'ils accompagnaient par des tirs de baroud. Les «Algérois» qui venaient de débarquer à Tiaret,

se demandaient d'où ces populations tiraient leur force et leur joie. Les magasins étaient fermés par effet de ramadhan, mais les Tiaretis s'étaient alignés tout au long des rues de leurs communes et quartiers pour applaudir le 1er ministre.

A 8h du matin du jeudi, l'embarquement des journalistes à bord de l'avion d'Air Algérie a été retardé sur ordre du commandant de bord, nous disent les stewards «parce que l'approvisionnement de l'appareil en fuel n'était pas terminé». Durant le vol, le chariot des boissons a été présenté aux passagers. Au cas «Men kana aala safarine (celui qui est en voyage)....» A la descente d'avion, le commandant de bord et son équipage étaient tout sourire en haut de la passerelle. Il faut lui reconnaître qu'il avait fait un excellent atterrissage, à l'aller et au retour en cette fin de journée où les signes du soleil avaient marqué bien «l'officiel». **G. O.**

Logements AADL

Tebboune déclare la guerre aux sous-locations

Moncef Wafi

Devant la prolifération des petites annonces de location-vente des logements AADL, récemment distribués aux souscripteurs 2001 et 2002, le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Abdelmadjid Tebboune, a décidé de faire le ménage.

Si la loi est claire à ce sujet, la formule AADL a depuis son lancement suscité l'affairisme et les passe-droits octroyant à des personnes, non éligibles, des appartements sous-loués par la suite. Un véritable business de la location, en deuxième main, dont les proportions ont fait réagir la tutelle, générant des bénéfices substantiels pour des courtiers devenus spécialistes en la matière. Le ministre a indiqué, dans ce sens, que son département se concertait avec le ministère de la Justice, en vue d'interdire aux notaires de rédiger tout contrat relatif aux logements AADL, y compris les contrats de gardiennage. S'adressant à la presse, en marge d'une séance consacrée aux questions orales au Conseil de la nation, M. Tebboune a précisé qu'une correspondance sera adressée incessamment, à Tayeb Louh «pour donner des instructions fermes, à tous les notaires, leur interdisant de rédiger tout contrat relatif aux logements AADL qu'il s'agisse de location, de gardiennage, de vente ou d'achat». En clair, l'Etat veut mettre de l'ordre dans une formule, consacrée avant tout, aux bourses moyennes. Le ministre a rappelé l'interdiction formelle de «disposer des logements AADL», menaçant les souscripteurs coupables de vente de leur appartement de poursuites judiciaires, en plus de la dépossession de leur logement, expliquant que ces derniers avaient signé une déclaration sur l'honneur, auprès de l'AADL. Pourtant la pratique n'est pas nouvelle, elle est même courante et à défaut de contrats de loca-

tion, les agents immobiliers ont trouvé le subterfuge idéal pour contourner, en toute légalité la loi. En lieu et place d'un contrat de location, c'est un contrat de gardiennage qui est délivré, au futur locataire, par le notaire. En décembre 2012, et intervenant au forum d'un quotidien national, Lyes Benidir, alors directeur général de l'Agence algérienne de développement du logement (AADL), avait exprimé l'impuissance de son agence, face au phénomène de la sous-location qui touche les logements attribués à ses bénéficiaires. Rappelant le caractère illégal de la sous-location, le DG de l'AADL a affirmé que la justice demandait un contrat pour prouver que le bénéficiaire a loué son appartement à un tiers. «Il est impossible de poursuivre les personnes impliquées. Tant que le loyer est honoré, nous ne pouvons rien faire», avait-il précisé.

En octobre 2014, le ministre A. Tebboune se montrait intransigeant, au sujet d'une question posée par un député sur la volonté du gouvernement de vendre les logements sociaux aux nouveaux occupants qui sous-louent les logements sociaux, affirmant que l'Etat «n'est pas prêt à régulariser ce qui est illégal». A propos de la sous-location, il a déclaré que «nous sommes face à un problème moral. Si le bénéficiaire n'était pas dans le besoin, pourquoi alors avait-il postulé pour occuper un logement social ?». L'autre aspect constaté sur les sites AADL est l'absence des bénéficiaires des logements. En effet, un nombre incalculable d'appartement sont restés fermés, les souscripteurs étant déjà propriétaire d'autres biens immobiliers. A ce propos, Lyes Benidir s'était exprimé pour démentir les informations faisant état de l'ouverture d'une enquête sur le sujet, indiquant qu'il n'existe aucun texte de loi qui confie cette mission de contrôle, à l'agence qu'il dirige. «Notre statut ne permet ni de vérifier, ni d'exproprier les bénéficiaires qui n'occupent pas leurs appartements», avait-il tenu à dire.

Le nouveau siège du journal El Watan encerclé par la police

Z. Mehdaoui

Les journalistes et la direction du quotidien El Watan sont empêchés d'accéder à leur nouveau siège. Un dispositif important des services de sécurité a été déployé durant la nuit de jeudi à vendredi devant l'entrée de l'immeuble pour empêcher la direction de s'installer dans son nouveau siège, fraîchement réceptionné, sis du côté de Hussein Dey à Alger. Selon nos sources, ce déploiement de la police est motivé par une décision de la direction de l'urbanisme d'Alger qui n'aurait pas délivré de certificat de conformité de l'immeuble.

Si cette information s'avère vraie, elle soulève plusieurs interrogations. Pourquoi ce n'est pas la police de l'urbanisme qui a été dépêchée sur les lieux ? Depuis quand les services de sécurité sont actionnés sans décision de justice ? Cette nouvelle affaire coïncide, faut-il le souligner, avec le bras de fer qui oppose le ministère de la Communication à la chaîne de télévision KBC (El Khabar)

Les précisions de la wilaya d'Alger

La wilaya d'Alger a apporté des précisions concernant le nouveau siège du groupe de presse El-Watan, sis aux Ruisseaux, commune de Kouba, circonscription administrative de Hussein Dey, en ce qui concerne l'occupation des lieux.

Dans un communiqué transmis vendredi à l'APS, la wilaya d'Alger précise qu'après examen du dossier, il ressort que le dossier modificatif de permis de construction, déposé au niveau de l'APC de Kouba le 06/06/2016, a reçu un avis défavorable pour les motifs suivants :

1- Le dossier non conforme au permis de construire initial délivré en octobre 2010, étant donné que le responsable du groupe a rajouté un étage en violation

au permis de construction délivré.

2- Empiètement sur le domaine public d'une superficie environ de 1400m2 en érigeant une clôture en dur, en infraction à la loi 90-29 modifiée et complétée relative à l'aménagement et à l'urbanisme, et le décret exécutif 91-175 définissant les règles d'aménagement, d'urbanisme et des constructions, et le décret exécutif 91-176 modifié et complété portant les modalités de délivrance des actes d'urbanisme.

Aussi, conformément à l'article 56 du décret 91-176, le certificat de conformité vaut permis d'habité ou autorisation d'admission du public et du personnel, le requérant ne dispose pas de certificat de conformité pour l'occupation des lieux».

Recours à des «médecins spécialistes» étrangers Un «aveu d'échec», selon le SNPSP

R. N.

La déclaration du ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière (MSPRH), Abdelmalek Boudiaf, sur le possible recours à des médecins spécialistes de certains «pays amis» afin de combler le déficit enregistré, est perçu, par le Syndicat national des praticiens de la santé publique (SNPSP), comme un «aveu d'échec» des autorités.

«Dans le cadre de la coopération, le ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière a entamé des contacts, avec certains

pays amis, afin de concrétiser cette démarche», a indiqué jeudi, M. Boudiaf, qui répondait au membre du Conseil de la Nation, Mustapha Djoghdaï, sur «le manque de médecins spécialistes, à M'sila, lors d'une séance plénière consacrée aux questions orales.

Pour Lyes Merabet, président du SNPSP, cette déclaration du ministre de la Santé «est un aveu d'échec» des «démarches prônées jusque-là» et du «sens donné à la réforme» du secteur qui prétend «une meilleure organisation et une rétribution efficiente de nos ressources humaines». «Pourquoi ne pas re-

courir aussi à des infirmiers, à des sages-femmes et carrément à des gestionnaires spécialisés dans le secteur», auprès des «pays amis», ajoute M. Merabet ? L'autre lecture du SNPSP est que cette démarche «pourrait accompagner le projet de privatisation du secteur de la Santé et apporter le cadre réglementaire au fonctionnement de fait des établissements hospitaliers privés, inaugurés ça et là et d'autres qui sont en cours de réalisation». Dr. Lyes Merabet estime que le «projet de loi de la santé est en train d'être mis en place» par le ministre, avant son adoption.

Blida

11 blessés dans un incendie au centre commercial «Top shop»

Le bilan final de l'incendie qui s'est déclaré vendredi au centre commercial «Top shop» de Blida fait état de onze (11) blessés, ont indiqué les services de la Protection civile.

L'incendie a fait onze (11) blessés, dont sept (7) travailleurs du centre commercial, trois (3) agents de la Protection civile et un (1) client, a précisé le chargé de l'information à la

Direction de la Protection civile, le sous-lieutenant Yacine Chaabane, dans une déclaration à l'APS. Quatre personnes asphyxiées par la fumée ont été évacuées vers le CHU «Frantz Fanon» où elles ont reçu les premiers soins avant de quitter l'hôpital et sept (7) autres en état de choc ont été prises en charge sur place, a-t-il ajouté. Un premier bilan faisait état

de huit (8) blessés. 2.000 m² sur les 6.000 m² que compte le centre commercial ont été ravagés par le feu et les 4.000m² restants sauvés avec toutes leurs marchandises, a fait savoir le sous-lieutenant, soulignant que l'intervention rapide et efficace des éléments de la Protection civile avait permis de maîtriser l'incendie et de sauver les habitations adjacentes.

Pour venir à bout du sinistre, la Protection civile a fait intervenir son unité principale, cinq (5) unités secondaires, 18 camions-citernes, 70 agents et trois (3) ambulances, a-t-il dit, soulignant que les unités étaient toujours sur place.

Il a précisé que les services spécialisés des différents corps de sécurité enquêtaient sur place pour déterminer les causes de l'incendie.

Tizi-Ouzou

Un gardien de parking tué dans une bagarre

Naït Ali H.

Un gardien de parking a été tué, dans la soirée du jeudi à vendredi, au cours d'une violente bagarre entre deux bandes rivales au niveau d'un quartier de la nouvelle ville de Tizi Ouzou, avons nous appris de sources sécuritaires.

Il était peu après 23 heures

quand la bagarre entre ces deux groupes a éclaté, amenant les protagonistes à faire usage d'armes blanches. La victime (35 ans) a été mortellement atteinte de coups de poignards. Alertés les policiers de la 4e sûreté urbaine, proche des lieux de la bagarre, à savoir, la recette des impôts du boulevard Krim Belk-

acem, épaulés de leurs collègues de la Brigade des Recherches et Investigations (BRI) sont intervenus pour interpellé pas moins de 12 personnes sur lesquelles un arsenal d'armes blanches a été récupéré.

S'agissant du mobile de ce crime, nos sources n'ont fourni aucune indication.

Tlemcen, Chlef, Béchar

Plus de 17 quintaux de kif saisis

Plus de 17 quintaux de kif traité ont été saisis, jeudi, à Tlemcen, Chlef et Béchar, a indiqué, hier, le ministère de la Défense nationale, dans un communiqué. «Dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée, un détachement de l'ANP et des éléments des garde-frontières ont arrêté, le 23 juin 2016, à Tlemcen / 2^{ème} RM, deux (02) narcotrafiquants et saisi 16,49 quintaux de kif traité, tandis que des éléments de la Gendarmerie nationale ont saisi une autre quantité de

33,105 kg à Chlef / 1^{re} RM. De même qu'un détachement de l'ANP a saisi, à Béchar /3^{ème} RM, 53 kg de kif traité», précise la même source. A Tamanrasset, Bordj Badji Mokhtar et In Guezzam 6^{ème} RM, des détachements de l'ANP «ont arrêté deux (02) contrebandiers et saisi 41,732 tonnes de denrées alimentaires».

A Tébessa, Souk Ahras et El.Tarf/5^{ème} RM, des unités des garde-frontières «ont déjoué une tentative de contrebande de 22.480 litres de carburant,

alors que dans la wilaya de Biskra /4^{ème} RM, un détachement de l'ANP a arrêté un contrebandier, à bord d'un camion, chargé de 47,20 q de tabac». Par ailleurs et dans la cadre de la lutte contre l'émigration clandestine, des unités des garde-cotes de Annaba /5^{ème} RM «ont déjoué une tentative d'émigration clandestine de dix-huit (18) personnes» à bord d'une embarcation de construction artisanale, au nord-ouest de Ras El-Hamra», ajoute la même source.

M'sila

Un véhicule chute dans un ravin, 5 blessés

Merzougui Mohamed

Dans la nuit de jeudi à vendredi, 5 personnes ont été grièvement blessées dans un accident de la circulation sur la RN 46 reliant Biskra à Delly au lieu dit «Bawadi» dans la commune de Ben Srour,

située à 120 km au sud de M'sila, a-t-on appris de la protection civile.

La même source précise que les victimes se trouvaient à bord d'un véhicule de tourisme, une Chevrolet qui a dérapé et chuté dans un ravin. Ces dernières dont les

âges se situent entre 18 mois et 45 ans, ont été évacuées vers les urgences de l'hôpital de Béni Srour et Bou-Saada. Les éléments de la Gendarmerie nationale ont diligenté une enquête pour déterminer les causes réelles de l'accident.

Séisme dans l'UE et dans le monde

Le Royaume-Uni quitte l'Europe

Les Britanniques ont dit tout haut ce que pense la majorité des peuple européens: non à une Europe contre la volonté de ses peuples, bureaucratique et au service exclusif du capitalisme financier mondial.



Bruxelles: M'hammedi Bouzina Med

C'est fini pour le Royaume Uni au sein de l'Union européenne (UE), le divorce a été prononcé ce jeudi 23 juin 2016 après 43 ans de vie commune marqués par des tensions, des hésitations, parfois de conflits et des saccades sur les mille et une façons de concevoir la vie commune dans la maison européenne. La Grande-Bretagne n'a jamais, en réalité, manifesté sa confiance dans le projet européen et s'est toujours nantie d'une carapace de garanties spécifiques à chaque pas fait au sein de l'Union européenne: hors de l'espace Schengen, hors de la monnaie commune qu'est l'euro, avantage fiscal et budgétaire particulier, le Royaume Uni a toujours eu un pied hors de l'Europe et un regard outre atlantique vers son allié de toujours, les USA. Fidèle à sa tradition et son histoire, la «perfidie Albion» a été à la hauteur de sa réputation en lâchant ses «frères» européens en pleine récession économique mondiale et dans une conjoncture de bouleversement géostratégique international duquel dépendra aussi le sort de l'Europe. Cependant, la «faute» de ce divorce historique n'est pas du seul côté des Britanniques, il incombe même à une plus grande responsabilité de l'UE tant elle a ignoré les signaux et appels non seulement des Britanniques mais de la majorité des peuples européens. La machine institutionnelle de l'UE et ses choix économiques et politiques ont fini par laminer l'idée même qui a présidé à la naissance de l'UE: la liberté, la démocratie et la paix. Les peuples européens ont déjà fait savoir le rejet de cette Europe bureaucratique dominée par le seul marché en votant contre le traité (la Constitution européenne) en 2005 en Hollande et en France. Les gouvernants de ces pays ont nié la volonté populaire et adopté le traité par voie parlementaire. Du coup, le reste des pays ont évité d'interroger leurs concitoyens et ont enterré le traité dans les conclaves de leurs parlements comme l'autruche qui cache sa tête et voile son regard face au péril. La giflle infligée aux peuples européens lors de l'adoption du traité européen va être désormais l'argument massue mais pour des raisons différentes des partis extrémistes de droite comme de gauche pour s'opposer aux politiques communes de l'UE. La gauche dénonçant les dérives du marché économique livré à une concurrence déloyale et la prise du pouvoir financier sur le pouvoir

politique et l'extrême droite chevauchant son argument favori qu'est l'immigration criant à l'envahissement de l'Europe et la perte de son identité.

Puis vint la secousse fatidique en cette année 2008 qui ébranla l'Europe et dont les tressaillements paralysent à ce jour la vie des citoyens européens: la crise financière partie des USA. Cloîtrés dans leur tour d'ivoire à Bruxelles, les dirigeants de l'UE en particulier ceux de la Commission européenne n'avaient de yeux que pour les banques privées jusqu'à sacrifier dans certains cas les banques publiques pour préserver les intérêts du capital financier et sa logique spéculative sur les marchés boursiers au détriment des intérêts du monde du travail et ceux des populations les plus fragiles socialement.

La boucle et bouclée depuis 2008 et les jeux sont clairs: l'idéal qui a présidé à la naissance de l'UE, celui de la paix, de la démocratie et de la liberté s'est mu au fil des ans vers un projet au service du capitalisme financier sans limite quitte à hypothéquer les fragiles acquis de paix, y compris en son sein. Les peuples grec, espagnol ou portugais en savent quelque chose. Cette Europe du capital et de la violence sociale ne fait plus rêver les peuples européens. Ils veulent une autre Europe plus juste, réellement démocratique et engagée dans la voie de la paix.

L'INSTINCT IMPÉRIALISTE

Parce qu'en même temps que l'Europe se réinstalle dans la logique ultra-libérale sous les fourches caudines de la spéculation financière, elle ne peut échapper aux conséquences qui vont avec en particulier l'instinct impérialiste ou l'essence même du capitalisme financier: guerres et conquêtes de nouveaux espaces d'expansion géostratégiques nécessaires à sa survie. Ce furent les guerres d'Irak, de Libye, de Syrie, du Yémen et de tous les dessous du «printemps arabe» qui, sous le fallacieux prétexte d'aide aux peuples du sud pour la démocratie, façonnent leur avenir dans le prolongement du marché européen devenu trop étroit pour le capital financier mondial, saturé au point où la Banque centrale européenne pratique des prêts à des taux négatifs aux banques privées et les citoyens européens obligés à payer pour que les banques privées préservent leur épargne! L'Europe politique s'éloigne de plus en plus de ses citoyens les traitant comme un simple paramètre de marché. Ces derniers le découvrent chaque jour plus et manifestent

leurs désaccords sans être entendus. Coup dur pour la démocratie acquise au fil des siècles. Le Parlement européen censé exprimer la volonté populaire est voué, selon le traité européen, à un rôle d'observateur. La pompeuse affirmation lui attribuant le rôle de «décision» avec le Conseil (chefs d'Etats et de gouvernements) et de la Commission européenne (non élue) est mise à nu à chaque décision concernant la vie des Européens. Les exemples sont légion: imposition du traité européen à la volonté populaire, négociation du traité commercial transatlantique avec les USA sans consultation des peuples européens, guerre en Irak, Libye, Syrie, paralysie face à la colonisation sanglante de la Palestine par Israël et, comble du cynisme, admission d'Israël en tant que partenaire privilégié de l'UE en décembre 2008 précédant de quelques jours l'opération «plomb durci» contre Ghaza la palestinienne. Sur tous ces sujets et bien d'autres le Parlement européen a manifesté son opposition ferme, mais le Conseil des chefs d'Etats et de gouvernements est passé outre. Codécision? Pourquoi alors des Etats membres ne se permettraient-ils pas de «violier» les sacro-saints principes démocratiques de l'UE? Les uns érigeant des frontières de barbelés face aux réfugiés de guerres et victimes de la sécheresse et de la pauvreté, les autres offrant leurs territoires à l'arsenal nucléaire américain (bouclier antimissile en Tchéquie et Pologne), les autres encore appelant au boycott permanent de la Russie voisine etc. Dans cette foire politique où chacun fait selon ce qu'il croit être ses intérêts, la solidarité européenne en prend un coup et ne signifie plus rien pour les peuples. Malgré leur cynisme politique, les Britanniques n'ont pas tort et ne sont pas les seuls coupables de ce douloureux divorce. Ils assument leur responsabilité et quittent un partenaire devenu incertain, enfermé dans le dogme bureaucratique et institutionnel, soit le contraire de l'esprit britannique qui, lui, sacrifie la volonté de son peuple. La rupture brutale décidée par les Britanniques ne laissera pas indifférent le reste des peuples européens. Les échéances électorales dans quelques mois en France (présidentielle) et en Allemagne (législatives) risquent de donner l'avantage aux souverainistes et eurosceptiques et compliqueront sérieusement l'avenir de cette Europe rêvée par ses fondateurs. La leçon britannique a le mérite d'être transparente, claire: l'Europe commune oui, mais avec la volonté et l'accord de ses peuples.

Brexit

Une onde de choc sur les marchés financiers

Pris à contre-pied par une sortie du Royaume-Uni qu'ils n'attendaient pas, les marchés financiers, en particulier en Europe, étaient vendredi sous le choc face à l'ampleur des incertitudes ouvertes par ce vote. La livre sterling au plus bas depuis 1985 et les Bourses européennes, massivement en berne étaient les principales victimes de cette journée noire, avec des chutes du même ordre de grandeur qu'au moment de la faillite de la banque américaine Lehman Brothers en 2008.

A la mi-journée, la Bourse de Paris perdait plus de 8%, celle de Francfort plus de 7% et celle de Londres près de 5%. Et la débâcle était générale en Europe avec le secteur bancaire en première ligne, Deutsche Bank s'effondrant de quelque 14% comme Crédit Agricole, BNP Paribas de plus de 16% et Société Générale de près de 20%. "C'est clairement un très gros choc pour les marchés" et "pour le Royaume-Uni, c'est un séisme" dont les implications vont indubitablement aller au-delà des frontières britanniques, avec un effet immédiat et potentiellement durable sur les échanges commerciaux et sur tous les actifs financiers", estime auprès de l'AFP Matthew Beesley, directeur actions internationales de la société de gestion britannique Henderson Global Investors. "C'est l'un des plus gros chocs sur les marchés de tous les temps", juge également Joe Rundle, un analyste de ETX Capital. "Les répercussions du vote vont se faire sentir dans le monde entier. L'ampleur des dégâts est difficile à évaluer mais il sera probablement plus important que tous les événements survenus depuis la faillite de la banque Lehman Brothers en 2008". Depuis le début de la campagne les marchés redoutaient une sortie du Royaume-Uni aux conséquences dévastatrices pour l'économie européenne et mondiale ainsi que pour le monde financier. Après s'être envolée au-dessus de 1,50 dollar au moment de la fermeture des bureaux de vote, la livre sterling est tombée d'abord sous 1,45 dollar, puis 1,40 dollar, et a poursuivi sa folle descente à des niveaux inédits depuis 1985, jusqu'à 1,3229 dollar, soit une chute de plus de 10% sur la journée. A la mi-journée, elle évoluait à 1,3708 dollar. Parallèlement,

les valeurs refuges comme le yen ou l'once d'or flambaient et les investisseurs se ruaient sur le marché obligataire. Le Bund allemand tombait en zone négative et le taux d'emprunt à dix ans de la France et de la Grande-Bretagne étaient à leur plus bas historique, tandis que les titres de dette des pays les plus fragiles de la zone euro étaient délaissés.

LES BANQUES CENTRALES SUR LE PIED DE GUERRE

Face à ce séisme les banques centrales étaient sur le pied de guerre pour tenter d'apaiser les craintes, avec un effet très limité sur les marchés à ce stade. Concernée en premier chef par les répercussions du référendum, la Banque d'Angleterre (BoE) a indiqué qu'elle était prête à injecter 250 milliards de livres (326 milliards d'euros) de fonds additionnels afin d'assurer des liquidités suffisantes pour le fonctionnement des marchés. Dans la foulée, la Banque centrale européenne (BCE) s'est dite "prête à fournir des liquidités supplémentaires, si nécessaire, en euros et en devises étrangères", promettant par ailleurs d'"assumer ses responsabilités" eu égard à la stabilité des prix et du secteur financier en zone euro. Dans la matinée, alors que les marchés asiatiques dévissaient, la Banque du Japon (BoJ) s'était aussi déclarée "prête à injecter des liquidités". Ce qui n'a pas empêché la Bourse de Tokyo de plonger de près de 8% à la clôture. Le pétrole était aussi pris dans la tourmente avec des cours en forte baisse à la mi-journée également. Si certains gérants d'actifs, à l'instar du numéro un mondial, l'américain BlackRock, cherchaient à rassurer en voyant aussi dans ces mouvements des "opportunités", le principal poids qui pèse sur les marchés est celui de l'incertitude. Comme le souligne Allianz Global Investors, "certes, on peut s'attendre à ce que le Royaume-Uni parvienne effectivement à établir de nouvelles relations commerciales avec l'UE et d'autres pays, mais ce processus prendra du temps et demandera un effort considérable. Dans l'intervalle, de lourdes incertitudes risquent fort de planer" et "les investisseurs doivent se préparer à traverser des zones de turbulences".

Le pétrole en forte baisse



Les cours du pétrole ont ouvert en forte baisse, de près de 5%, vendredi à New York, subissant comme les autres marchés financiers le choc de la victoire des partisans d'une sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne à l'issue du référendum britannique de la veille. Vers 13H05 GMT, le cours du baril de "light sweet crude" (WTI) pour livraison en août perdait 2,64 dollars à 47,47 dollars sur le New York Mercantile Exchange (Nymex).

"C'est bien sûr le scrutin britannique qui fait plonger les cours du pétrole", a résumé Gene McGillian de Tradition Energy. En ce qui concerne le pétrole, les investisseurs se demandent "ce qui va se produire à la suite de cette sortie, en premier lieu pour l'économie mondiale et les prix de l'énergie", a souligné M. McGillian. Il remarquait aussi que cette perspective faisait bondir le dol-

lar, au détriment de l'euro et surtout de la livre sterling, ce qui pesait sur les cours pétroliers car ils sont libellés en monnaie américaine. "Vu la flambée consécutive de l'aversion au risque, il sera probablement difficile pour les cours de dépasser à nouveau les 50 dollars le baril à court terme", ont reconnu dans une note les experts de Commerzbank. Les observateurs remarquaient néanmoins que les cours se stabilisaient un peu, restant au-dessus de leurs plus bas niveaux de la semaine précédente, et enregistraient donc une réaction légèrement moins violente que les Bourses ou le marché des devises. "A long terme, la réalité physique du marché ne donne guère de raison aux cours pour rester peu élevés, puisqu'il s'est considérablement rééquilibré" ces dernières semaines, ont conclu les experts de Commerzbank.

Un homme armé tué après s'être retranché dans un cinéma en Allemagne



Par Benoît Toussaint de l'AFP

Un homme armé qui s'était retranché jeudi après-midi dans un cinéma de Viernheim, dans l'ouest de l'Allemagne, a été tué par la police, ont indiqué les autorités locales, qui ont assuré qu'il n'y avait aucune autre victime ou blessé. "L'assaillant se déplaçait dans le cinéplex et donnait l'impression d'être perturbé (...) il a été combattu et c'est ainsi qu'il a trouvé la mort", a indiqué le ministre de l'Intérieur de la région de Hesse, Peter Beuth, au Parlement régional, affirmant que l'homme avait pris "des otages". Dans un premier temps de nombreux médias allemands avaient fait état de blessés. Finalement, ces personnes n'ont souffert que d'une intoxication aux gaz lacrymogènes utilisés par la police. L'identité de l'assaillant n'a pas été donnée. "Le motif de l'attaque est inconnu", a ajouté la police de Viern-

heim (ouest), ville située à 75 kilomètres au sud de Francfort, peu après la mort de l'individu. Une enquête a été confiée à la police criminelle de Hesse et au Parquet de Darmstadt. Vers 18H15, soit un peu plus de trois heures après le début de la crise, la police se retirait des lieux du drame, selon un photographe et un journaliste de l'AFP. Selon un journaliste de l'AFP, l'accès au cinéma était bouclé. Un porte-parole de la police a indiqué que plusieurs policiers passaient le cinéma au peigne fin. L'assaillant était entré dans le bâtiment avec un sac ou un sachet et les forces de l'ordre voulaient s'assurer qu'il ne contenait pas d'explosifs, a-t-il ajouté. Dans la soirée, le site du journal Mannheimer Morgen, citant la police, indiquait toutefois qu'aucun explosif n'avait été retrouvé. Selon l'agence DPA, des sources sécuritaires ont assuré qu'il n'y avait "pas de lien avec le terrorisme" alors que l'Europe vit dans la

crainte permanente d'une nouvelle attaque comme celles de Paris et Bruxelles revendiquées par l'organisation Etat islamique.

Des images de la chaîne régionale locale RNF ont montré des membres d'une unité d'élite, le SEK, aux abords du cinéma, entrant dans le bâtiment casqués, armés et munis de gilets pare-balles. L'homme masqué portait une "ceinture de cartouches" à l'épaule lorsqu'il a pénétré dans le cinéma vers 15H00 locales (13H00 GMT) en tirant en l'air, selon ces médias. Caisier dans le multiplex, Huri Blakaj, 21 ans, décrit un homme petit, brun et plutôt jeune se diriger directement vers la caisse, une arme automatique à la main. "Je ne suis pas un expert des armes, mais elle avait l'air d'être vraie", a expliqué le jeune homme. Il dit avoir alors appuyé sur le bouton d'alarme sous sa caisse. L'assaillant, qui s'exprimait en allemand sans accent particulier, a intimé à tous les caissiers de s'allonger, et demandé à Huri d'aller fermer la porte du bâtiment. "Il a pointé son arme sur moi", expliqué le jeune caissier, qui dit lui avoir demandé s'il souhaitait de l'agent. Non, a répondu l'homme armé, lui ordonnant de monter à l'étage. Huri a ensuite entendu "pendant une vingtaine de secondes" des tirs à l'arme automatique. "J'ai prévenu la police et dit au personnel de s'en aller immédiatement", avait indiqué auparavant la gérante du cinéma au journal Bild. L'Allemagne est restée marquée par le cas de Tim Kretschmer, 17 ans, qui en mars 2009 a commis un carnage dans son ancien collège de Winnenden, près de Stuttgart (sud-ouest) où il a tué avec le pistolet de son père 15 personnes - neuf élèves, trois enseignantes ainsi que trois passants -- avant de se suicider.

France

Un homme sème la panique à des terrasses de café à Paris avec un fusil factice



Un homme a semé la panique mercredi soir à des terrasses de café en plein centre de Paris avec un fusil automatique factice, sept mois seulement après les attentats du 13 novembre qui visaient notamment des terrasses parisiennes. L'homme a été interpellé dans la soirée de mercredi, a indiqué vendredi à l'AFP une source policière. La police a été appelée peu avant 23H30 par des personnes signalant "un homme armé qui s'apprêtait à tirer sur une terrasse" de café de la place Thorigny, dans le centre de la capitale, a raconté cette source, confirmant une information du journal le Parisien. Sur place, les policiers n'entendent pas de coups de feu mais "aperçoivent un individu tenant une arme longue de

type fusil automatique", a-t-elle détaillé. "Ils déclinent leur qualité et demandent à l'homme de poser son fusil à terre, ce qu'il fait, et il est immédiatement interpellé." Les policiers découvrent alors que l'arme est factice. Placé en garde à vue, l'homme, d'origine asiatique, "n'a pas expliqué son geste". Un examen de comportement a été demandé. De nombreuses personnes étaient présentes sur cette petite place du quartier historique du Marais où se trouvent plusieurs cafés et restaurants. "Certaines étaient traumatisées, notamment deux femmes enceintes particulièrement choquées qui ont été prises en charge par les pompiers. D'autres ont exprimé leur souhait de porter plainte", a expliqué la source policière.

Enquête française sur la mort de Yasser Arafat: non-lieu confirmé en appel

La justice française a confirmé vendredi le non-lieu prononcé par les magistrats chargés de l'enquête pour "assassinat" ouverte après la mort en 2004 de Yasser Arafat, non-lieu contesté par la veuve du rais palestinien, a-t-on appris de source judiciaire. "Le non-lieu est confirmé du fait du rejet des demandes de supplément d'information", a précisé cette source.

Convaincus que la justice a refermé trop vite le dossier alors que "personne n'est aujourd'hui capable d'expliquer la mort de Yasser Arafat", Francis Szpiner et Renaud Semerdjian, avocats de Souha Arafat, avaient fait appel du non-lieu en septembre 2015 et demandé l'annulation d'une expertise-clé pour l'enquête. La cour d'appel de Versailles, près de Paris, a également refusé d'annuler cette expertise. Sa décision, conforme aux réquisitions du parquet général, peut encore faire l'objet de recours. Dans leur ordonnance de non-lieu, les trois juges avaient estimé "qu'à l'issue des

investigations (...), il n'est pas démontré que M. Yasser Arafat ait été assassiné par empoisonnement au polonium 210, et il n'existe pas de preuve suffisante de l'intervention d'un tiers qui aurait pu attenter à (sa) vie". Aucune mise en examen n'a été prononcée dans cette affaire.

Yasser Arafat est décédé le 11 novembre 2004 à l'hôpital militaire Percy de Clamart, près de Paris, après une brusque détérioration de son état de santé, et les causes de sa mort n'ont jamais été élucidées.

Il y avait été admis fin octobre pour des douleurs abdominales dans son QG de Ramallah, où il vivait confiné depuis décembre 2001, encerclé par l'armée israélienne. Les magistrats étaient saisis de cette enquête depuis août 2012, après une plainte contre X déposée par Souha Arafat à la suite de la découverte de polonium 210, substance radioactive hautement toxique, sur des effets personnels de son mari. Les experts mandatés par

les juges français ont à deux reprises écarté la thèse de l'empoisonnement, estimant que la présence dans l'environnement extérieur d'un gaz radioactif naturel, le radon, expliquerait les fortes quantités de polonium enregistrées dans sa sépulture et sur sa dépouille. Des experts suisses sollicités par la veuve avaient au contraire jugé que leurs résultats "soutiennent raisonnablement l'hypothèse de l'empoisonnement" au polonium. Dans leurs expertises complémentaires, les Français avaient ré-exploité des données brutes issues de l'analyse en 2004 par le service de protection radiologique des armées d'échantillons d'urine prélevés sur Yasser Arafat lors de son hospitalisation. Ils n'y ont pas trouvé de polonium 210. Les avocats s'interrogent sur l'apparition "mystérieuse" de ces résultats d'analyses d'urine. Selon eux, ces éléments ne figuraient pas au dossier, motif suffisant pour annuler l'expertise complémentaire.

Etats-Unis

La Cour suprême inflige un camouflet à Obama sur l'immigration



La Cour suprême des Etats-Unis a bloqué jeudi une mesure emblématique de Barack Obama sur l'immigration, lui infligeant un véritable camouflet et plaçant cette question sensible au cœur de la campagne pour lui succéder à la Maison Blanche. Ce tournant judiciaire est "frustrant" et "douloureux" pour des millions d'immigrés en situation irrégulière, a souligné, le visage fermé, le président américain lors d'une brève allocution.

Fin 2014, il avait annoncé une série de mesures réglementaires s'assimilant à des régularisations temporaires pour quelque quatre à cinq millions de migrants, majoritairement hispaniques. Contraint de reconnaître son impuissance sur ce dossier, il doit se borner à espérer qu'un démocrate reprenne le flambeau dans sept mois pour mener à bien une réforme qu'il avait érigée au rang de priorité dès son arrivée au pouvoir en 2009. "En novembre, les Américains vont devoir se prononcer sur ce qui nous tient à cœur et sur ce que nous sommes", a-t-il déclaré pour mieux insister sur l'importance des élections à venir au cours desquelles

les électeurs seront aussi appelés à renouveler une partie de leurs représentants au Congrès. "Nous sommes une nation d'immigrants (...) L'immigration n'est pas quelque chose dont il faut avoir peur", a-t-il une nouvelle fois martelé, dans une allusion à peine voilée à Donald Trump.

Ce dossier est l'un des chevaux de bataille du candidat républicain à la présidentielle qui a promis - entre autres - de dresser un mur à la frontière avec le Mexique, électrisant davantage un débat à fort clivage. L'arrêt de la Cour suprême, obtenu sans majorité, à quatre juges contre quatre, se traduit par une poursuite de l'actuel blocage des décrets pris par Barack Obama, qui, exaspéré par l'inaction du Congrès, avait tenté de le contourner. Ces décrets prévoyaient la délivrance de permis de travail aux migrants concernés, mais une vingtaine d'Etats, pratiquement tous à majorité républicaine, ont refusé de les appliquer. Ils ont aussi souvent obtenu des décisions de tribunaux soulignant que le chef de l'Etat avait outrepassé ses droits en court-circuitant les parlementaires.

Colombie

Accord historique pour la fin de la guerre



Le gouvernement colombien et la guérilla des Farc ont signé jeudi à La Havane un accord historique sur un cessez-le-feu définitif et le désarmement de la rébellion, levant le dernier obstacle à un accord de paix après un demi-siècle de conflit. "Aujourd'hui est un jour historique pour notre pays (...) nous avons mis un point final au conflit armé avec les Farc", s'est réjoui le président colombien Juan Manuel Santos après avoir serré la main du chef suprême des Forces armées révolutionnaires de Colombie (Farc) Timoleon Jimenez, sous le regard de plusieurs chefs d'Etat et du secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon. "Puisse ce jour être le dernier de la guerre", a espéré de son côté le dirigeant des Farc. A Bogota, où plusieurs centaines de personnes étaient rassemblées devant un écran géant pour suivre cette cérémonie, l'annonce a été accueillie avec émotion. Camilo Gonzalez, retraité de la fon-

tion publique, n'a pu contenir ses larmes. "Ca a été un chemin dramatique... des millions et des millions de victimes, de déplacés, de luttes, de rêves brisés... Mais je ne crois pas que nous soyons encore parvenus au moment de l'espérance". L'accord entrera en vigueur à partir de la signature prochaine d'un accord de paix, dont la date n'a pas été précisée mais qui aura lieu en Colombie.

Le texte établit les modalités de "l'abandon des armes, des garanties de sécurité (pour la rébellion) et de la lutte contre les organisations criminelles" au terme de pourparlers menés depuis trois ans et demi à Cuba.

Les quelque 7.000 combattants de cette guérilla issue en 1964 d'une insurrection paysanne seront placés dans 23 zones où leur sécurité sera garantie, et devront remettre leurs armes aux membres d'une mission des Nations unies qui sera dépêchée en Colombie une fois la paix signée.

Le baccalauréat 2016 terminé

Place aux autres baccalauréats et à l'avenir de l'EducationPar **Hakem Bachir***

Oui le baccalauréat 2016, malgré toutes les promesses faites et les précautions prises par Mme la ministre de l'Education Nouria Benghebrit, a été marqué par plusieurs tâches noires, à commencer par une tricherie massive traduite par des fuites technologiques incontrôlables, défiant toute la sécurité du pays. Une annulation des épreuves a été publiée, avant le début des examens, une suspension détectable d'abord, des réseaux sociaux, suspectés d'être responsables, avec une naïveté et une ignorance incroyables des circuits de communication, finalisée par l'arrêt total de l'Internet, pendant la durée des épreuves. Le ministère de l'Education, suite à la panique et à la phobie des fuites, a choisi la solution la plus radicale : celle de précipiter les épreuves de rechange et celle de couper, systématiquement, l'Internet et les réseaux sociaux, pendant la durée de l'examen spécial pour matières fuitées. La fuite de cette année, à travers les réseaux sociaux, nous aura démontré que celle-ci ne date pas, uniquement, de cette année mais qu'elle a toujours existé, concernant certains individus. Aujourd'hui, grâce aux réseaux sociaux, ce phénomène s'est propagé à toute la société.

Maintenant, plions le scénario du baccalauréat 2016, et pensons à l'avenir de l'Education, en Algérie et à celui du baccalauréat 2017, ainsi qu'aux autres examens. Aujourd'hui, la fuite et la tricherie ne sont pas des phénomènes surprenants pour notre pays, qui vit, tous les jours, à tous les niveaux, ces situations dans la société. Certains parents, sans scrupules, ont eux-mêmes participé à des tricheries, les années précédentes, lors de cet examen ou lors de devoirs et compositions, en achetant du matériel technologique sophistiqué à leurs enfants et utilisent, depuis des années, les cours particuliers et la corruption, pour faire admettre leurs enfants, de classe en clas-

Jamais un baccalauréat, dans le monde, n'aura mobilisé autant d'intervenants : ministères de l'Education, de l'Intérieur, de la Poste et des Technologies de l'information et de la Communication et celui de la Défense.



se. Donc, si l'on pense qu'en refondant le baccalauréat on mettrait fin au phénomène, c'est se mentir et continuer la fuite en avant. Combattre la tricherie commence par la famille qui est la première responsable de l'éducation de ses enfants.

Pour les moyens technologiques, c'est vrai qu'ils sont indispensables, aujourd'hui, pour la société, mais leur introduction, à l'intérieur des établissements, doit être strictement interdite et exiger que tout élève ne peut utiliser que ceux autorisés par les établissements et bien entendu, contrôler. Les parents doivent s'intéresser et contrôler les moyens utilisés par leurs enfants. Pour éradiquer ou limiter la fraude, il est nécessaire d'associer les parents.

La deuxième étape est celle de redonner l'autorité pédagogique à l'établissement et aux enseignants. Pour cela, des décisions systéma-

tiques pour l'exclusion, le changement d'établissement ou le redoublement, pour tout élève pris en flagrant délit ou tentation de triche, doivent être mises en application, dès les premiers pas de l'élève dans l'établissement scolaire, afin de mettre fin à ce phénomène devenu normal.

Le baccalauréat demande à être réformé non pas à cause des fraudes mais pour des raisons pédagogiques et scientifiques. Sa réforme ne doit être appliquée qu'en 2019, et en première année secondaire et le premier bac de la réforme, se fera en 2022. Et ce, afin de réaliser une vraie réforme et ne pas faire dans la précipitation. Le nombre de spécialités pour le baccalauréat doit être revu à la hausse, pour suivre l'évolution technologique mondiale et les besoins de notre pays.

Jusqu'à ce jour, nous n'avons pas

voulu ou pu détecter notre élite en herbe ; pour cela, il faudrait instaurer trois livrets scolaires, pour chaque élève, représentant les 3 cycles : Primaire, Moyen et Secondaire et doivent suivre tout son parcours scolaire, pour statuer de façon plus objective, sur son niveau et son orientation.

Oui, il est temps de créer autant d'écoles de spécialité que de spécialités du baccalauréat ; ce sont ces écoles qui seront le réservoir de l'élite algérienne. Elles devront être créées, dès la fin du cycle moyen, dans toutes les spécialités où seront réunis les plus méritants, pour stopper leur déperdition dans le Secondaire. Des écoles regroupant les meilleurs pour l'Enseignement général, d'autres pour l'Enseignement technologique et d'autres pour le professionnel. C'est dans ces écoles que sera formée l'élite de notre pays.

Pour l'Enseignement secondaire, la revue des programmes et des spécialités doit être étudiée. Oui nous avons besoin de trois baccalauréats : l'un général, le second technique et le troisième professionnel. Les coefficients de spécialité doivent être revus à la hausse pour empêcher des élèves, n'ayant pas obtenu la moyenne dans ces matières, de pouvoir compenser facilement, dans les matières n'entrant pas dans les spécialités.

Le baccalauréat en deux étapes est devenu une urgence. Il est plus logique de faire un premier examen, en deuxième année secondaire, regroupant des matières que l'élève étudie, depuis le primaire et qu'il maîtrise, telles que la langue arabe, les sciences islamiques ou la première langue. Le deuxième examen se déroulera, au maximum, en trois jours et regroupera, surtout les matières de spécialités et celles que le candidat n'aura pas passées, en deuxième année secondaire. L'enseignement technique et professionnel doit être ré-instauré, pour les besoins du pays ainsi que pour leurs différentes spécialités.

Nous pouvons importer toutes les réformes du monde aucune ne réussira sur le stéréotype algérien ; seule une vraie réflexion des spécialistes et des enseignants du terrain pourra nous renseigner sur les réformes de l'Education à appliquer.

La fuite en avant du ministère de l'Education, depuis des années, important des réformes, généralement, ayant échoué ailleurs et dictées par le FMI, la Banque mondiale et cautionnées par certains syndicats, a sacrifié plusieurs générations et retardé l'évolution du pays de plusieurs décennies. Quand doit-on réagir contre cette situation ou devons-nous continuer à obéir aux ordres de cette mondialisation qui est au service des multinationales ? La question reste posée aux responsables nationaux.

*Pr de Mathématiques au Lycée 'colonel Lotfi' d'Oran

Carte de séjour pluriannuelle : étudiants et salariés algériens en sont exclusPar **Fayçal Megherb**

Ce texte propose, notamment, la mise en place d'un nouveau titre de séjour pluriannuel, valable quatre ans, délivré après un an de séjour régulier en France. Cette carte de séjour permettra, justement, de limiter les passages en préfecture, aux ressortissants étrangers. Cette nouvelle loi définit, également, les conditions d'accueil de l'étranger qui souhaite s'installer, durablement, sur le territoire français et notamment par une formation civique et linguistique. Elle généralise la carte de séjour pluriannuelle délivrée après un premier document de séjour. Préalablement prévue aux étudiants, elle instaure, aussi, les cartes de séjour pluriannuelle portant la mention « passeport talent », la mention « travailleur saisonnier » et la mention « salarié détaché ».

Cette loi modifie, légèrement, les mesures d'éloignement applicables aux étrangers, en situation irrégulière et les conditions de mise en œuvre des décisions d'éloignement. Toutefois, certaines associations françaises considèrent que la création de la carte pluriannuelle constitue un recul sur les acquis de la loi du 17 juillet 1984 (Loi Joxe) qui a créé le titre unique de séjour et de tra-

Le 26 janvier 2016, l'Assemblée nationale vient d'adopter le projet de loi relatif au droit des étrangers en France. Cette réforme a été annoncée, en 2013, et a été préparée par Manuel Valls, à l'époque ministre de l'Intérieur.

vail de dix ans. Pourtant, l'accession à ce titre unique de séjour et de travail de dix ans n'a jamais été automatique. Des conditions de recevabilité sont imposées aux candidats, au titre de séjour de dix ans, comme l'exigence de ressources suffisantes, d'un emploi, d'un bon niveau de la langue française, d'une ancienneté de résidence sur le territoire français. L'évaluation de ces critères est laissée à l'appréciation du préfet.

Ce titre de séjour pluriannuel ne sera, certainement, pas un tremplin pour la carte de résident de dix ans, mais allègera immanquablement la vie administrative des ressortissants étrangers, en France. La carte pluriannuelle pour TOUS les étudiants étrangers SAUF les Algériens : La carte pluriannuelle est d'une durée comprise entre deux et quatre ans. Elle est délivrée, automatiquement, en bénéficiant après un an de présence, en France, sous un visa de long séjour ou une carte de séjour, portant la men-

tion « étudiant ». L'étudiant doit être pré-inscrit ou inscrit dans une formation conduisant à un diplôme, au moins équivalent au Master. Ainsi, l'étudiant ayant terminé sa licence en France et qu'il est admis à suivre un Master, pourra recevoir une carte de deux ans.

La carte pluriannuelle ne sera octroyée qu'après un an de résidence légale et régulière, en France, et le demandeur devra se présenter à ses examens, progresser dans ses études, être cohérent, dans son parcours universitaire. Le caractère réel et sérieux des études est vérifié par l'Administration préfectorale.

Une fois les études terminées, ceux qui auront obtenu un diplôme « au moins équivalent au grade de Master », pourront bénéficier d'une carte de séjour temporaire, d'une durée maximale d'un an, « autorisant l'exercice d'une activité professionnelle ». Son obtention devra se justifier par un contrat de travail, « à durée indéterminée ou à durée déterminée, en relation avec sa formation et as-

sorti d'une rémunération supérieure à un seuil déterminé par décret en Conseil d'Etat. »

L'Assemblée nationale a aussi adopté le « passeport talent » pour les chercheurs étrangers.

Ces dispositions ne vont pas concerner les étudiants algériens car le statut relève de l'Accord franco-algérien du 27 décembre 1968. La situation des ressortissants algériens est aujourd'hui, en droit, un peu moins favorable que celle des autres populations étrangères, contrairement à la situation des ressortissants étrangers et notamment les ressortissants marocains et tunisiens. Les accords bilatéraux de ces derniers renvoient à l'application du Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, pour les principes et les règles qui ne sont pas abordés dans les deux accords franco-marocain et franco-tunisien.

L'inapplicabilité de cette situation aux ressortissants algériens, alors qu'ils représentent près du quart des entrées permanentes en France, pose un véritable problème. Dans le souci de créer une justice, le gouvernement algérien doit intégrer ces principes, dans un nouvel avenant, qui peut être projeté avec le gouvernement français.

* Avocat au Barreau de Paris

Projets d'un complexe frigorifique et d'un port sec visités Vers un pôle agroalimentaire dans la zone El-Kerma-Tafraoui

Porter un grand projet pour la collectivité peut-il dédouaner son investisseur des conséquences de ses bugs, comme l'invitation d'officiels à une pose de première pierre sans chantier avec ? « Vous m'invitez sous l'ombre d'un chapiteau. Des affiches, une table basse, un parapheur. Mais où est donc le chantier dans ce beau décor ? (...) Rendez-vous lundi, où je devrai voir le chantier installé ».



Ph.: B. H. Karim

Houari Saaïdia

En face d'eux, avant-hier jeudi à El-Kerma, les cadres de l'EPE Frigoméditerranéenne, propriétaire d'un projet de réalisation du plus grand complexe frigorifique à l'échelle régionale (30.000 m³), il y'avait le wali « intraitable » sur la question délai. Autant il était jusque-là très coopératif pour lever toutes les contraintes et déblayer le terrain devant cet investisseur public, autant il s'est montré irréconciliable après avoir remarqué sur site qu'il n'y avait ni travaux ni base de vie. Affirmer depuis l'hémicycle qu'une méga-plateforme logistique de froid, étendue sur 50.000 m², pour un montant d'investissement de 147 milliards, est projetée à court terme au pôle agroalimentaire El-Kerma-Tafraoui, aurait suffi pour un gouverneur local qui promet sa ville, son bilan aussi, par effets d'annonces. Et personne n'aurait, dans ce cas, osé écorner l'authenticité de cette annonce tant il s'agit bel et bien d'un fait avéré. Or, bien loin du marketing territorial et des canaux de la consommation interne et externe, le chef de l'exécutif préfère montrer les choses telles qu'elles sont, quitte à essayer un retour de flamme. L'événement de la pose de la pierre angulaire -ce qui était sensé être le cas, du moins- pour le complexe de froid de la Société des entrepôts de la Méditerranée Frigoméditerranéenne, relevant de la SGP de l'Etat-Proda, sur un site mitoyen au marché de gros de fruits et légumes d'El-Kerma, n'a pas dérogé à cette règle, qui veut qu'on prenne à témoin la presse, à charge et à décharge, sans soigner les apparences ni mettre un écran de fumée sur place.

UN CHAPITEAU, UNE PANCARTE, UN PARAPHEUR... ET LE CHANTIER ?

Ainsi, aux responsables du projet, le wali n'a pas exprimé, en aparté, à l'écart de la foule, son insatisfaction, plutôt sa désapprobation, de voir que les travaux n'ont pas été lancés. La conversation wali-directeur technique Frigoméditerranéenne était en direct. Point d'« entre nous » lorsqu'il s'agit d'affaires publiques. Qu'est-ce qui a donc gâché cette solennité officielle et en a reporté la signature de l'acte de naissance d'une chaîne du froid de grande capacité et à portée économique nationale, avec option « export » ? « Nous avons convenu qu'aujourd'hui je viens pour procéder à la pose de la première pierre et superviser le coup d'envoi des travaux. Au lieu et à la place de quoi, vous m'offrez un bout d'ombre et une pancarte. Non, désolé, cette mise en scène sera sans

moi», a réagi, d'entrée de jeu, M. Zâalane. «L'acte de concession du foncier vous l'avez obtenu depuis deux ans. Vous avez eu votre permis de construire. L'ODS de démarrage également. Nous avons mis à plat toutes les difficultés et les contraintes auxquelles vous buttiez, dont l'opposition d'agriculteurs, avec qui nous avons négocié sur place et fini par les convaincre.

COUP D'ENVOI DU COMPLEXE FRIGORIFIQUE : PARTIE REMISE

Entre-temps, de votre côté, vous n'avez pas fait en sorte que le chantier soit mis en place. Vous avez failli. Je vous donne jusqu'à lundi prochain, ou mardi au plus tard, pour vous rattraper. Je reviendrai donc dans trois ou quatre jours. Si je trouve un chantier, tant mieux pour tous, mais dans le cas contraire, je vous laisserais livrés à vous-mêmes contre les fellahs (opposants)», a averti le wali... Destination El-Hamoul, à quelques kilomètres seulement d'El-Kerma. Là, c'est l'entière satisfaction, puisque l'état du site rime avec le projet annoncé. Pas de décalage entre les copies du maître d'ouvrage et la réalité du terrain. A la parole, l'acte est joint. Il s'agit du projet de réalisation d'un port sec à El-Hamoul, localité relevant de la commune de Tafraoui au sud d'Oran, un investissement de l'Entreprise portuaire d'Oran (EPO) doté d'une enveloppe financière de 251 milliards. Situé dans la nouvelle zone d'activité (ZA) de cette localité, à 15 minutes de l'aéroport et à 25 minutes du port d'Oran, à proximité de l'autoroute Est-Ouest, ce projet confié, par gré à gré simple, au groupe Cosider via sa filiale de travaux publics, ce port sec sera réalisé sur 15 ha dans un délai de 10 mois. Le chantier a été déjà installé, base de vie avec. Mieux, demande a été faite sur place au wali pour permettre une petite extension à partir du terrain de l'ancienne décharge publique d'à-côté. « Vous en faites une demande avec dossier formalisé et on verra », répond le wali aux responsables du projet. On a d'autant de chances de voir les pouvoirs publics accéder à ses demandes qu'on leur fait la démonstration grandeur nature du sérieux de son projet. Mettre en bonne humeur le wali, cela est possible d'abord par un démarrage à l'américaine du chantier.

PORT SEC DE TAFRAOUI : PLUS DE 5.000 CONTENEURS/ JOUR À TRAITER

A l'inverse, un démarrage en côte raté met toujours le commis de l'Etat

en mauvaise humeur. Du premier cas comme du second, on a eu droit à des exemples en live, à cinq minutes d'intervalle, durant la journée de jeudi. Implanté sur une superficie globale de 15 ha, doté d'une zone d'entreposage de 5.000 conteneurs EVP (Equivalent vingt pieds) sur trois niveaux et de 500 conteneurs « reefer » (20 pieds, 40 pieds high-cube...), d'une aire de dépôt (bois, RAD...) de 4 ha, d'aire de visite-livraison, dépôt-douane, parc à engins, entre autres, ce port sec devra être réceptionné, selon le délai prévisionnel, en avril 2017. Il générera 250 emplois directs, selon les explications du directeur général de l'EPO. Ce projet aura pour impact notamment de désengorger le port d'Oran et d'améliorer les conditions de traitement et de transit des marchandises, en plus de contribuer au développement économique de la région.

UN PÔLE AGROALIMENTAIRE SE PROFILE À L'HORIZON

Pour le moment, le périmètre El-Kerma -Tafraoui -El-Hamoul renvoie plutôt cette image de puzzle en pleine constitution, fait de pièces, certes éparpillées dans l'espace mais (qui seront) interconnectés en termes de segments d'activités. Il s'agit de plusieurs unités de production, de traitement-transit ou de commercialisation implantées ça et là dans secteur sud du territoire de la wilaya, à l'instar des halles centrales de fruits et légumes, le marché aux bestiaux, le futur abattoir régional, les futures halles à poisson, le projet du complexe frigorifique, le port sec en chantier, les unités d'élevage et d'abattage de volaille, de production laitière, céréalière, oléiculture, périmètre d'irrigation de Mleta (dans la commune voisine d'Oued Tlélat), etc. A ces entités, directement ou indirectement liées à l'agroalimentaire, il faut ajouter d'autres projets économiques et d'investissement local ou étranger, dont la future usine Peugeot d'El-Hamoul, la future zone d'activité dans cette même localité. « C'est tout un pôle agroalimentaire qui est en train de se développer et de prendre de l'essor dans le sud de la wilaya. Question transport, on y a pensé, notamment à travers le projet de modernisation et dédoublement du chemin de wilaya qui part de l'autoroute Est-Ouest en bifurquant vers Tafraoui pour aboutir jusqu'à la wilaya d'Aïn-Témouchent. Reste à développer également le transport ferroviaire, indispensable pour la fonctionnalité de ce pôle, qui reste tout à fait en marge pour l'heure, en dépit de la proximité du chemin de fer, qui passe certes par le coin mais sans y prêter ses services.

«Soug Larbaâ» irrite les habitants et les services communaux Plus de 40 tonnes de déchets ramassées chaque mercredi

K. Assia

Le volume des déchets jetés chaque mercredi par les commerçants du marché informel de Soug Larbaâ a doublé durant ce mois de Ramadhan. Six camions de six tonnes chacun plus deux bennes tasseuses de 18 m³ chacune sont mobilisés tous les mercredis pour assurer le ramassage et la collecte des ordures, a-t-on appris, jeudi, auprès du directeur du secteur urbain d'El Othmania. Ce sont plus de 40 tonnes de déchets qui sont ramassées tous les mercredis par les équipes du service d'hygiène du secteur urbain, une situation devenue de plus en plus inquiétante quant à l'ampleur du phénomène notamment en cette saison estivale.

Outre le problème des déchets vient s'ajouter celui du non respect des horaires de fermeture du marché car depuis le mois de Ramadhan, les commerçants informels venus de toutes les régions du pays même de l'Est ne quittent les lieux qu'aux environs de 15 heures parfois plus, alors qu'auparavant ils étaient contraints de plier bagage à 13 heures. Chaque mercredi, un flux massif inhabituel de citoyens vers ce marché est constaté ce qui a généré un véritable goulot d'étranglement dans ce paisible quartier. En effet, ils sont plus de 1000 commerçants à envahir les lieux au point où certains passages piétons sont devenus une propriété privée. Les squatteurs n'hésitent pas à placer des troncs d'arbres, des pierres pour délimiter leur espace au grand dam des riverains.

Ce marché est devenu un véritable cauchemar pour les habitants, dénonce-t-on du côté des riverains. Rusés, ces commerçants viennent souvent vers 4 heures du matin pour s'y installer et exercer leur activité comme c'est le cas des bouchers clandestins qui abandonnent des carcasses, des abats entre autres, une menace pour la santé des enfants et des familles qui résident tout autour. Cette semaine, certains habitants ont affiché leur mécontentement quant aux déchets abandonnés à même le sol devant l'entrée de leurs blocs. La situation a failli dégénérer n'est-ce l'intervention de certains sages du quartier.

Aïn El Turck : des voleurs sur les plages sous les verrous

Sur la base des signalements fournis par les victimes, les enquêteurs de la police judiciaire de la sûreté de daïra d'Aïn El Turck en collaboration avec ceux de la sûreté urbaine Mohamed Ghriiss, secteur de compétence du village de Cap Falcon, ont finalement réussi à localiser et à alpaguer les auteurs de vols sur les plages, apprend-on de sources policières. Il s'agit de trois individus âgés entre 19 et 25 ans notoirement connus qui écumèrent les plages s'étendant entre la commune d'Aïn El Turck et le village de Cap Falcon. Armés de couteaux, les trois malfaiteurs utilisaient également un chien de garde pour commettre leur forfait, indiquent nos sources. Le trio opérait notamment dans les abords immédiats du lieu-dit Les Dunes, situé à mi-chemin du village de Cap Falcon. Une grande partie des objets a pu être récupérée par les policiers chargés de la lutte contre la délinquance sous toutes ses formes. Les interpellés ont été présentés devant le magistrat instructeur près le tribunal correctionnel d'Aïn El Turck sous le principal chef d'accusation de vol en bande sous la menace d'armes blanches.

Il était condamné à cinq ans de prison par défaut : arrestation d'un individu faisant l'objet de cinq mandats d'arrêt

Condamné par défaut à une peine de cinq années de prison ferme et faisant l'objet de cinq mandats d'arrêt pour son implication dans des affaires de vol sous la menace d'une arme blanche et de cambriolages, un repris de justice a été finalement appréhendé, avant-hier, par les enquêteurs de la police judiciaire relevant de la sûreté de daïra d'Aïn El Turck, apprend-on de sources policières. Beaucoup de prudence et autant de patience ont été nécessaires aux éléments de la PJ de ladite sûreté pour alpaguer ce multirécidiviste répondant aux initiales M.M. et âgé de 27 ans, réputé pour ses réactions aussi imprévisibles que violentes, qui était en cavale depuis plusieurs semaines, indiquent nos sources. L'interpellé devrait être présenté aujourd'hui devant le magistrat instructeur près le tribunal correctionnel d'Aïn El Turck.

Rachid Boulélis

Non respect de la chaîne de froid 70 PV d'infraction contre des commerçants contrevenants

J. Boukraa

La direction régionale du commerce de la wilaya d'Oran a enregistré durant la première quinzaine du mois de ramadan près de 70 infractions liées au non respect de la chaîne de froid. Les produits concernés sont les viandes blanches et rouges et les produits laitiers. Dans ce cadre près de 70 procès-verbaux d'infraction ont été dressés contre les commerçants auteurs d'infractions. Aussi, 2.000 litres de laits pasteurisés ont été saisis à cause du non respect de la chaîne du froid. La chaîne frigorifique est l'ensemble des opérations matérielles et humaines (transport, manutention, stockage) visant à maintenir un ou des produits le plus souvent des aliments à une température basse pour assurer le maintien de sa qualité. Il y a rupture de la chaîne du froid si la température dépasse 2 ou 4 degrés pour les produits très périssables ou au-delà de 8 degrés pour les produits périssables, chose qui peut être dangereuse sur la

santé du consommateur et peut provoquer de graves intoxications. Les germes dangereux pathogènes liés aux produits alimentaires commencent à se multiplier au-dessus d'une température de 2°. La façon de gérer ses courses et l'entretien de son réfrigérateur sont très importants notamment en pleine chaleur. Toute hausse de la température va accélérer la croissance microbienne et donc réduire la durée de vie du produit, la nourriture peut devenir un produit à risque.

Par ailleurs, des brigades mixtes sont mises en place pour les contrôles routiers sur le transport de produits sensibles comme les jus de fruits, les boissons gazeuses, les produits laitiers et les viandes. Les responsables de la direction du commerce ont toutefois mis en garde contre les risques des produits alimentaires exposés sur les trottoirs et exposés de longues heures au soleil. Des brigades ont été mobilisées pour lutter contre le phénomène. Les contrevenants risquent la fermeture. Des commerçants et des produc-

teurs de mauvaise foi profitent de la période de ramadan où la consommation est la plus forte pour mettre sur le marché leurs produits alimentaires de mauvaise qualité. Pour faire face à ces dépassements et préserver la santé du consommateur, la direction du commerce a mis en place un important dispositif de contrôle.

Ainsi, durant les premiers jours du mois sacré, près de 34 tonnes de produits impropres à la consommation ont-ils été saisis. La marchandise saisie est estimée à près de 2,3 millions de dinars, selon la direction du commerce. Il s'agit de différents produits alimentaires dont la viande rouge, la viande blanche (dinde et poulet) et de la viande hachée.

Les saisies ont été opérées dans les communes de Gdyl, Misserghine, Boutléis et dans la ville d'Oran. Avec la hausse de la consommation, une multitude de produits d'origine douteuse apparaissent sur les étals et sont commercialisés sur le marché informel dans plusieurs communes.

Le ministre de la Jeunesse et des Sports au camp de jeunes de La Madrague Assurer les meilleures conditions de séjour aux enfants

Le ministre de la Jeunesse et des Sports, El Hadi Ould Ali, a insisté, jeudi, à Oran, sur la nécessité d'assurer les meilleures conditions de séjour et de loisirs aux enfants, dans les camps de jeunes. Au camp de jeunes de La Madrague, dans la commune d'Aïn El Turck, sur la corniche ouest oranaise, le ministre a estimé, également, nécessaire d'associer les ligues sportives de la wilaya pour faire découvrir à ces jeunes la pratique sportive, dans toutes les disciplines. M. Ould Ali, qui a mis en exergue l'importance de renforcer les activités de

la citoyenneté et de la solidarité nationale, a exhorté les cadres de la Jeunesse et des Sports à plus de rapprochement entre les jeunes de différentes régions du pays. Il a, en outre, instruit les responsables du secteur d'utiliser les piscines et les salles sportives, et à travailler, en commun accord, avec les directions de la Culture pour enrichir, davantage, les programmes culturels, de loisirs et de détente.

Le ministre a visité, à cette occasion, les locaux du camp de jeunes de La Madrague (Aïn El Turck), opérationnel depuis plus de cinq ans, et a assis-

té à des travaux manuels (dessin).

Cette structure a accueilli, depuis le 18 juin dernier, une première session de colonies de vacances pour 92 enfants scolarisés, parmi les 500 programmés cet été, de la wilaya de Naâma, répartis sur des sessions de 15 jours chacune.

Pas moins de 27 centres de vacances des wilayas côtières du pays seront ouverts durant cette saison estivale pour accueillir 28.000 enfants, a indiqué, à l'APS, une source responsable au ministère de la Jeunesse et des Sports.

Pour parer à la spéculation et aux pénuries Plus de 300 commerçants réquisitionnés pour les fêtes de l'Aïd

K. Assia

Conformément aux directives du ministère du Commerce, visant à réguler le marché, durant les deux jours de fête, la direction du Commerce d'Oran a décidé de renforcer son dispositif afin de répondre à la demande des consommateurs et éviter le spectre de la tension et la spéculation. En effet, plus de 300 commerçants seront réquisitionnés, pour piloter cette opération, à travers les quartiers d'Oran et répondre aux doléances de la population, durant les deux jours de fête. Le dispositif instauré à l'occasion repose, selon des sources responsables, sur un système de permanence lequel permettra de réorganiser l'activité commerciale, en assurant l'approvisionnement des consommateurs en denrées et autres services. La liste des commerçants est

arrêtée en fonction de l'activité socio-économique des quartiers et des zones. Elle précise la nature de l'activité notamment les boulangeries les boucheries, les minoteries, les laiteries, et les supérettes. Outre le système de permanence, la direction du Commerce va mobiliser plus d'une vingtaine de brigades pour s'assurer si le programme d'action est respecté par les commerçants réquisitionnés et veiller à ce que l'approvisionnement du marché soit régulier, sans aucune tension et spéculation. En effet, une instruction interministérielle, émanant des ministères de l'Intérieur et des Collectivités locales et celui du Commerce avait été adressée, à l'ensemble des walis et aux directeurs du Commerce, pour la mise en place d'un dispositif permettant d'assurer la permanence, dans tous les secteurs d'activités, pendant les jours de fêtes

religieuses ou nationales. Cette directive porte sur une permanence qui sera, désormais, assurée, conformément à un planning officiel. Les maires ont été instruits de mettre sur pied une liste nominative englobant tous les commerçants activant au sein de leurs communes. Cette liste élaborée avec l'aide de l'Union générale des commerçants et artisans algériens et de l'Union des associations des commerçants et artisans, a pour but de lutter contre l'indisponibilité des produits dont le pain, les denrées agroalimentaires, les médicaments, les carburants, le transport, le lait entre autres. Le but, selon nos interlocuteurs, est d'éviter toute pratique spéculative, pouvant générer des désagréments aux consommateurs. Le non respect de ce système peut entraîner des sanctions allant jusqu'à la fermeture des commerces.

Tranche de Vie

Par El-Guellil

J'm' en affiche !

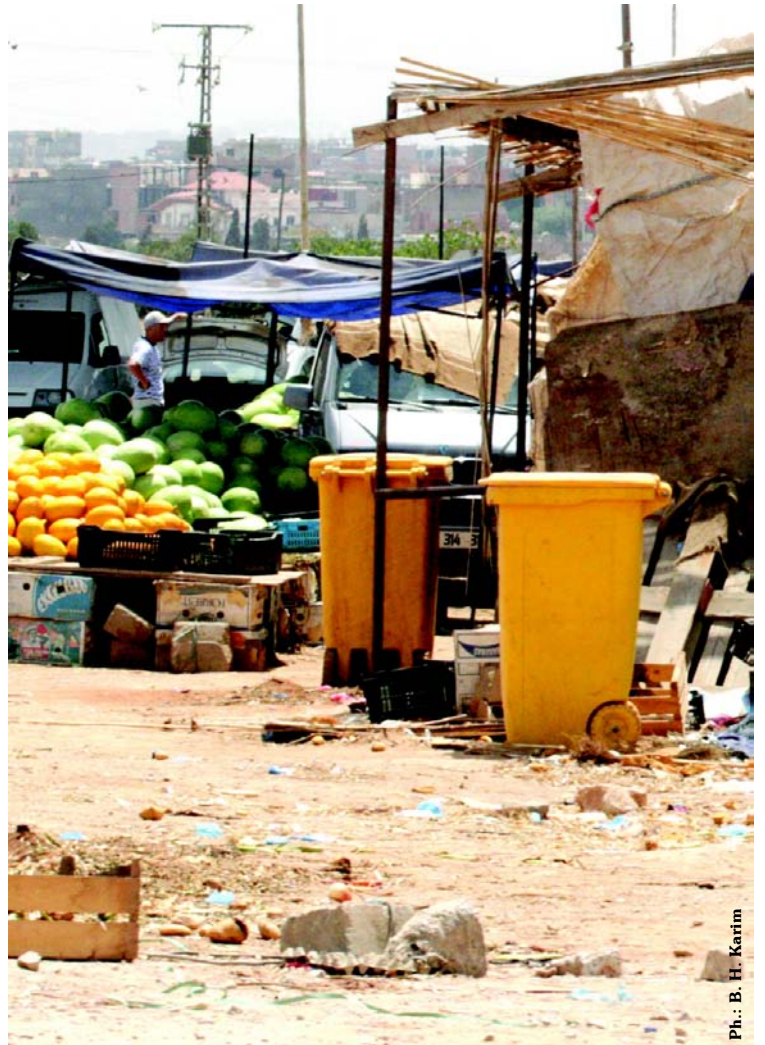


qu'elles entretenaient. Elles louaient un espace pour une durée précise. Aujourd'hui, jib el colla, tallass, lassag.

Interpellé par une affiche qui annonce un spectacle, on y va et on les découvre, ceux qui salissent les murs.

Ils s'égosillent sur scène, ils flotent dans une scénographie approximative. Ils donnent des leçons de civisme et de citoyenneté. Ils se défoncent et dénoncent ceux qui ne cessent d'étrangler, d'égorger, de violer, de saccager, de dilapider, de broyer, d'étouffer, d'écraser, de piétiner, de mutiler, de pervertir de leurs mains visqueuses, rapaces, dégoulinantes de « bonté » pour le peuple, toutes les richesses de la terre, l'amour, l'espoir, la beauté, de façon impitoyable et systématique, pour une idée, qui n'est trop souvent d'ailleurs, qu'une idée fixe complètement absurde, ridicule, issue tout droit de leur mégalomanie. Ils s'usent, les salisseurs de nos murs, et usent tout ce qui les l'entoure.

Squat de l'espace public à Aïn El-Turck et Bousfer Une quinzaine de baraques de fruits de saison démantelées



Ph.: B. H. Karim

Rachid Boutlelis

En application des directives du wali d'Oran, relatives à la lutte contre le squat des espaces publics, une quinzaine de baraques de fruits de saison ont été démantelées par les services communaux dans les quartiers de Aïn El-Turck et de Bousfer, apprend-on de sources proches des deux communes. Il s'agit, selon nos sources, de baraques de fortune érigées illicitement dans plusieurs quartiers notamment à Bouisseville, Paradis-Plage ainsi que sur l'axe entre Aïn El-Turck et Bousfer. Nos sources indiquent que ces opérations ont été lancées après le constat du retour progressif des revendeurs illicites qui ont été chassés dans le cadre de la campagne de lutte contre l'informel menée par les services communaux depuis maintenant plus de deux années. Nos interlocuteurs signalent par ailleurs que d'autres dispositions ont été prises par les présidents des APC concernées pour chasser les revendeurs sur les routes principales et interdire l'installation de baraques sur les axes principaux, hors agglomération. Il y a lieu de souligner qu'aucune autorisation n'a été délivrée par les

communes pour l'installation de baraques de fruits pour cet été.

Les communes et les secteurs urbains de la commune d'Oran ont été instruits pour interdire l'installation illicite de baraques pour la vente de fruits de saison, durant la saison estivale.

Rappelons que, afin de mettre terme à la prolifération illicite des baraques de fruits et légumes, l'ex-wali d'Oran avait mis sur pied une commission mixte de daïra chargée de la démolition de toutes les barques dont les propriétaires ne disposent pas d'une autorisation dûment délivrée par les services concernés. Au total, la commission avait démolé plus d'une soixantaine de baraques érigées, anarchiquement sur l'espace public. La commission a sillonné les 12 secteurs urbains. Ces dispositions ont été prises pour éviter la prolifération de ce genre de baraques, notamment celles qui proposent des pastèques, durant la saison chaude, implantées dans plusieurs quartiers de la ville ainsi que sur les routes nationales. Généralement, ces baraques sont installées sans autorisation et la marchandise n'est pas soumise aux contrôles d'usage.

Savignon

Un dealer arrêté et 674 comprimés psychotropes saisis

K. Assia

Les éléments de la brigade criminelle de la Sûreté de la wilaya d'Oran sont parvenus, dans la journée du jeudi, à la saisie de 674 comprimés psychotropes, une quantité de résine de cannabis et une somme dépassant un million de centimes, provenant de la vente des stupéfiants. Les investigations, diligentées dans le cadre de cette affaire, ont donné lieu

à l'arrestation d'un individu, âgé de 45 ans chez qui les policiers ont trouvé 30 comprimés psychotropes et 6 barres de kif. Poursuivant leurs recherches et après une perquisition ordonnée dans son domicile situé à Savignon, les éléments de la brigade ont découvert 674 comprimés psychotropes, du kif et de l'argent provenant de la vente des stupéfiants. Les habitants ont exprimé leur soulagement après l'arrestation de ce dealer.

ILS NOUS ONT QUITTES HIER

Hamal Louiza, 94 ans, rue Abderrahmane Miloud
Bakouche Abdelkader, 73 ans, Derb
Arbilak Ali, 51 ans, Oran
Boulahia Khaira, 66 ans, Foyer personnes âgées

Horaires des prières pour Oran et ses environs

20 ramadhan 1437				
El Fedjr 04h00	Dohr 13h06	Assar 16h56	Maghreb 20h26	Icha 22h05



MASCARA

Le «MAO» alimentera toute la wilaya fin septembre

Mohamed Belkecir

La wilaya de Mascara continue à opérer des ponctions du MAO qui a déjà fait son entrée, il y a près de deux mois, par le nord de son territoire alimentant une dizaine de localités entre Sig et Mohammadia et le reste de cette région est en cours. Le plus dur reste à faire, en raison du relief accidenté pour faire «monter» ce liquide vers Mascara. La pose de canalisations se fait en fonction de la nature du terrain qui cause des retards. L'ouvrage semble buter sur la roche et doit grimper en double côte assez rude qui va de Mohammadia à Hacine et de Hacine à Mascara via Bou-Hanifia. En définitive, cet

te ascension a nécessité trois stations pompage et des réservoirs de grande capacité pour pousser ce liquide vers le haut. L'inspection des chantiers a établi que dans la section du «SP3», il ne reste que 12 km de tranchées pour la conduite devant relier Gueïtna à Senaïssa près de Bou-Hanifia, pour alimenter Mascara, El Keurt, Tizi, Froha, Ghriss. Dans la région de Sig, seulement 1,6 km de tranchées manquent au projet du SP2 auquel est surbordonnée aussi la fixation d'équipements hydrauliques. Pour résorber le retard qui n'a pas été toléré, il a été exigé de ces opérateurs d'utiliser des procédés rapides pour le respect des échéances. Dans le site de Alaimia, près d'Oggaz, où

l'ouvrage accuse un retard, la réception du projet risque d'être compromise. Les services de l'hydraulique ont décidé, dans un premier temps, d'utiliser provisoirement les anciennes canalisations pour raccorder les foyers. Après négociations, et considérant qu'ils disposent de la possibilité de rattraper le temps perdu, les entrepreneurs et les autorités locales sont finalement parvenus à un terrain d'entente. Donc, cette fois-ci, la ville de Mascara avec les localités de Hacine, El keurt, Tizi, Froha, Ghriss, El gueitna, Senaïssa, Bou-Hanifia et tous les environs de Sig et Mohammadia non encore approvisionnés, seront desservis à partir du MAO, au plus tard fin septembre.

MARSAT BEN M'HIDI

L'alimentation en électricité renforcée

Khaled Boumediene

Le directeur de la société de distribution de l'électricité et du gaz (SDO-Sonelgaz) de Tlemcen, Dammouche Mohamed Amine, a affirmé mercredi dernier que la ville balnéaire de Marsat Ben M'hidi vient de bénéficier d'un apport important de lignes électriques pour améliorer la qualité de l'alimentation en électricité et éviter les dysfonctionnements voire des destructions de composants du réseau électrique et de récepteurs sensibles. Une ligne de ces réseaux a été réservée exclusivement aux coupures ou incidents électriques pouvant affecter le fonctionnement des appareils électriques et électroniques, ou matériels électrotechniques durant la saison estivale 2016, précisant que la SDO a installé une cabine saharienne au niveau de la plage de cette importante ville qui se prépare à recevoir une forte affluence des estivants et commerçants après la fête de cet Aïd El Fitr. «Les réseaux peuvent être perturbés en été par des variations de charge en exploitation normale, mais surtout par des phénomènes aléatoires dont l'origine est accidentelle, court-circuit par exemple. Un réseau BT, MT, ou HT peut être soumis

à ces deux causes de perturbations quelle que soit leur origine. Ainsi, nous avons mis en place une structure maillée où tous les postes électriques sont reliés entre eux par de nombreuses lignes électriques, apportant une grande sécurité d'alimentation. Les réseaux de distribution maillés sont moins sensibles à ce phénomène. L'apport de 176 postes MT/BT et le remplacement des câbles souterrains dégradés dans le cadre du plan d'urgence 2015, ont permis de réduire le nombre d'incidents. La wilaya de Tlemcen est desservie actuellement par 12 sources d'énergie électriques, soit 9 postes sources et 3 cabines mobiles», a expliqué le directeur de la SDO de Tlemcen. Animant une conférence de presse au siège de sa direction à Imama, sur les actions et projets de la SDO entrepris ces dernières années sur le territoire de la wilaya de Tlemcen, M. Dammouche Mohamed Amine a en outre souligné que pour être plus près des estivants, une permanence sera assurée h24 pendant tout l'été 2016 au niveau du siège de la SDO afin de parer à toute perturbation de l'énergie électrique ou gazière dans les installations, les systèmes et les équipements. Des agents d'exploitation seront

ainsi mobilisés pour une bonne continuité de service et la réduction des délais d'intervention en cas d'incidents survenus sur les réseaux (Coupure, baisse de la tension, surtension, court-circuit, perturbation électrique, défaut d'isolement, perturbation électromagnétique...). S'agissant des investissements de la SDO, M. Dammouche a fait savoir que les pouvoirs publics ont lancé un vaste programme quinquennal pour la wilaya de Tlemcen, qui vise d'une part le raccordement en gaz de plus de 55 000 foyers. Un deuxième programme complémentaire accordé à la wilaya de Tlemcen vise, selon l'interlocuteur, à raccorder 5 100 foyers en gaz. Pour le volet de l'électricité, le programme complémentaire prévoit le raccordement de 1 538 foyers à travers un réseau de 104 km pour un coût de l'ordre de 400 millions de dinars. «Le taux de raccordement en gaz de la wilaya atteindra plus de 90%, une fois ces programmes, qui ont débuté en 2014, seront achevés vers la fin 2019. Ce taux n'était que de l'ordre de 29% fin 1999, 44% fin 2009, et 72% fin 2013. Tandis que le taux devra se stabiliser autour de 99%», a ajouté le directeur de la SDO de Tlemcen.

AÏN-TEMOUCHENT

Une centaine de projets d'investissement avalisés

Mohamed Bensafi

Pas moins de quatre-vingt-dix-sept projets d'investissement, couvrant les segments de l'agro-alimentaire, de la transformation de métaux non ferreux et des services, ont été, à ce jour, validés par le Comité d'assistance à la localisation et à la promotion des investissements et de la régularisation du foncier (Calpiref) de la wilaya, a-t-on appris, jeudi. Ces projets d'investissement devant générer quelque 2.500 emplois, ajoute-t-on. Le foncier industriel dans la wilaya d'Aïn-

Temouchent, une région à multiples vocations, agricole, touristique et de pêche, est réparti sur plusieurs zones d'activités implantées dans 13 communes.

La nouvelle zone industrielle de Tamazoura (50 km à l'est d'Aïn-Temouchent), qui s'étend sur 205 hectares, devrait, à elle seule, accueillir au moins 70 projets. Une superficie de 139 ha a été attribuée à ces projets dont 39 investis dans l'industrie de transformation, 15 dans le commerce interentreprises, 02 dans l'énergie. La Z.I de Tamazoura est d'ailleurs appelée à s'étendre sur 500 ha, et devenir

un futur pôle industriel d'excellence, d'autant plus que cette zone se trouve à quelques minutes de la métropole oranaise. Les investisseurs ont montré aussi leur engouement pour la zone du chef-lieu de la wilaya.

Les journées de sensibilisation et les réunions organisées par la wilaya ont été sans fin l'occasion de rappeler l'importance de l'investissement privé et à rassurer les porteurs de projets quant à la disponibilité des autorités à apporter l'aide nécessaire et, surtout, faciliter la procédure administrative qui concerne leurs dossiers.

TISSEMSILT

Un dédoublement sur la bonne voie

La dernière phase de l'étude du projet du dédoublement de la voie express Khémis Meliana-Tissemsilt-Tiaret (170 kilomètres) sera achevée en septembre prochain, a-t-on appris jeudi des services de la wilaya de Tissemsilt. Le chef du Cabinet de la wilaya, Mohamed Boubetra, a indiqué, lors d'une rencontre mensuelle avec la presse locale con-

sacrée aux secteur des travaux publics, que le taux d'avancement du projet est de 50%. Une fois réalisé, ce projet permettra de relier la wilaya de Tissemsilt à l'autoroute Est-Ouest et à celle des Hauts plateaux, et de désenclaver la région. S'agissant du projet de la voie Ténès-Tissemsilt-Tiaret s'étendant sur 220 km, le même responsable a fait savoir

qu'il se trouve à la deuxième phase de l'étude préliminaire. Par ailleurs, la réception de la pénétrente au chef-lieu de wilaya (18 km) est prévue en septembre prochain après un retard dû au manque du tuf dans la région. Le secteur des travaux publics supervise actuellement 15 opérations dont l'aménagement des chemins vicinaux sur 40 km.

TIARET

Un crime à l'heure du f'tour

El-Houari Dirmi

Un crime, commis à l'heure du f'tour jeudi, replonge la ville dans une vive inquiétude. Un quinquagénaire, et alors qu'il voulait dissuader deux voleurs de dévaliser une pharmacie, située au bas de son habitation, près de la gare routière, a reçu un coup de

couteau fatal. L'un des deux malfaiteurs a pu être neutralisé grâce à l'intervention courageuse d'un automobiliste de passage dans le quartier.

Le corps de la victime a été déposé à la chambre mortuaire de l'hôpital «Youcef Damardji» et une enquête a été ouverte par les services de la sûreté.

Il s'agit du troisième crime commis depuis le début du ramadhan. Le 12 juin dernier, un adolescent de 14 ans avait été tué par son ami de 16 ans d'un coup de couteau à Sougueur, à quelques heures d'intervalle d'un autre crime ayant la coûté la vie à un jeune de 25 ans à Ain Bouchekif.

Une ville mal éclairée

Ces derniers jours et à la faveur des longues nuits ramadhanesques, nombreux sont les habitants de plusieurs quartiers de la ville de Tiaret à constater que la ville est très mal éclairée.

A la cité ADDL, sur la route d'Alger, de nombreux habitants se plaignent du manque d'éclairage public, «posant un vrai problème de sécurité la nuit», alerte un chauffeur

de taxi. Au quartier des 190 logements, près de la populaire cité de «Haï El Badr», des travaux de réfection des trottoirs sont entrepris avec des poteaux électriques hors d'usage plantés dans le sol.

Emprunter les dédales et quartiers éloignés de la périphérie de la ville devient un véritable coupe-gorge, au plus grand dam des habitants de la ville, comme

pour les visiteurs étrangers. «Les lampes sont souvent changées mais il fait toujours noir dans ma cité, commente, dépité, un habitant de la cité Lombard», sur les hauteurs de la ville. Aux quatre coins de la ville, des quartiers sont privés d'éclairage public, suscitant une vive inquiétude des habitants. A qui la faute ?

E. H. D.

RELIZANE

Près de 500 personnes interpellées depuis le début du ramadhan

Mahi Ahmed

À la mi-ramadhan, les services de la police judiciaire de la sûreté de wilaya de Relizane ont enregistré 67 affaires dont 32 ont été résolues et ayant conduit à l'arrestation de 32 personnes. Parmi ces dernières, 08 ont été placées derrière les barreaux alors que 21 ont bénéficié de la citation direc-

te. Les affaires relatives aux délits commis contre les biens d'autrui arrivent en tête avec 34 affaires suivies de celles ayant trait aux crimes et délits perpétrés contre les individus. Ce mini-bilan indique aussi que 71 opérations de police ont été réalisées permettant l'interpellation de 468 suspects dont 11 présentés devant les instances judiciaires qui ont

écroué cinq d'entre eux. Par ailleurs, 219 appels ont été enregistrés sur le numéro vert 15-48 et sur la ligne du secours 17 pour de multiples raisons dont les accidents de la route, les rixes, la destruction des biens d'autrui, les vols et les tentatives de vol, les agressions, l'atteinte à l'ordre public et enfin sur un incendie qui s'est déclaré au CEM "El Intissar".

Publicité

Visitez votre futur appartement fini

TLEMCCEN



EURL BATIMENT BOUCHENAK

Vous propose des appartements de 120 à 190 m2

Haut Standing de type F3,F4 & F5

Entrée principale de La ville de Tlemcen mitoyen avec les DAHLIAS ☎: 043404810/11/12 - 0555626898
Fax: 043404443
Commercial:0555626893 / 0555626896
www.batimentbouchenak.com

La Namibie, un exemple pour tous



WINDHOEK – Coincée entre l'Angola et l'Afrique du Sud, la Namibie a beaucoup souffert durant la lutte contre l'apartheid. Mais depuis qu'elle est devenue indépendante de l'Afrique du Sud en 1990, ce pays de 2,4 millions d'habitants a fait d'énormes progrès, notamment au cours des deux dernières années.



PAR
JOSEPH E. STIGLITZ¹
ET
ANYA SCHIFFRIN²

1- Prix Nobel d'économie *
2- Directrice du programme
média et communication de
l'Ecole d'affaires internationales
et publiques de l'Université de
Columbia

Ce succès tient en grande partie à l'importance que le gouvernement accorde à l'éducation. Alors que dans les pays riches on tient pour acquis la gratuité de l'école primaire et de l'école secondaire, dans beaucoup de pays pauvres l'éducation secondaire, et souvent même l'éducation primaire, sont payantes. On conseille souvent à l'Etat de prélever des frais de scolarité pour diminuer ses dépenses. Or en Namibie l'éducation primaire et secondaire sont gratuites.

La Namibie prend également des mesures profitables à long terme dans d'autres domaines. La politique d'éradication du paludisme a permis de réduire le nombre de cas de 97% en une dizaine d'années. Allant à l'encontre de la tendance générale, les inégalités de revenus y ont diminué. Le coefficient de Gini qui en est la mesure standard a baissé de 15 points depuis 1993 - probablement l'un des progrès les plus spectaculaires dans ce domaine. Et depuis 1993 le taux de pauvreté du pays a diminué de plus de moitié, passant de 69% à moins de 30%, et le taux d'extrême pauvreté (correspondant à un revenu inférieur à 1,9 dollars par jour) a chuté dans les mêmes proportions, passant d'un peu moins de 53% à moins de 23%.

En Afrique la Namibie arrive en tête en termes de liberté de la presse dans le classement de Reporters sans Frontières - devançant largement les USA et d'autres pays riches. Elle figure aussi parmi les pays les moins corrompus d'Afrique dans le classement de perception de la corruption établi par Transparency International.

Malgré la baisse du prix des matières premières, elle a réussi à conserver un taux de croissance du PIB élevé - il est estimé à 4,5% en 2015, après qu'il ait été de 4,2% en moyenne sur la période 1991-2014. Son taux d'endettement est d'environ 25% du PIB - c'est moins du tiers du taux d'endettement de l'Europe ou des USA.

Certes, la Namibie est confrontée à des problèmes. Son taux de chômage mesuré suivant les normes habituelles reste élevé, presque 28%. Et comme dans les autres pays de la région, la prévalence du sida y est très élevée - près de 17% de la population est séropositive.

La Banque mondiale la classe parmi les pays à revenu moyen, mais les autorités soulignent qu'en réalité la Namibie est un pays en développement. Elle rencontre certaines des difficultés que l'on associe aux pays sous-développés. C'est un grand pays aride avec une population très faible. On peut y rencontrer dans des zones désertiques des communautés nomades isolées vivant de la chasse et de la cueillette qui devront être intégrées dans une société moderne sans perdre leur identité.

Intégrer des populations qui étaient il y a 25 ans dans les marges de l'économie mondiale est un énorme défi. Pour la Namibie c'est encore plus difficile, car comme tous les autres pays elle doit faire face au réchauffement climatique.

Pourtant elle a pris ces problèmes à bras le corps en créant une économie diversifiée et une société unie.

Il est remarquable que les factions politiques rivales travaillent ensemble dans l'intérêt général.

La Namibie offre des services de santé à bon marché, non seulement à ses propres citoyens, mais aussi à ses voisins. Quelques 15% à 20% des utilisateurs des centres de santé du nord du pays sont des Angolais. Le directeur de l'hôtel où nous étions, juste de l'autre côté de la frontière, envoie régulièrement un petit bateau traverser le fleuve infesté de crocodiles pour chercher des Angolais qui viennent acheter des provisions à la cantine de l'hôtel ou consulter dans un centre de santé.

Aucun Namibien ne parle d'ériger un mur entre son pays et ses voisins pauvres ou corrompus. Les habitants que nous avons rencontrés comprennent que l'on ne choisit pas ses voisins et qu'il est préférable de partager avec eux le peu d'eau disponible, de coopérer avec eux à une politique de santé régionale, d'encourager les investissements et de faire des échanges d'étudiants.

Le gouvernement namibien a compris que l'abondance de ressources naturelles peut facilement devenir une malédiction si elle sert à enrichir une minorité au détriment de la majorité. Il sait que si le pays n'investit pas les bénéfices qu'il en tire dans des infrastructures et dans les capacités productives de la population, l'épuisement de ces ressources finira par appauvrir le pays au lieu de l'enrichir. Il a parfaitement conscience qu'il doit les exploiter au mieux au profit de la population, c'est pourquoi il réexamine la législation sur les investissements, ainsi que les contrats miniers.

La transparence est un élément crucial de ce processus, c'est pourquoi le gouvernement est si favorable à la liberté de la presse. Ainsi que le président Hage Geingob nous l'a dit, la presse écrit souvent des choses qui ne lui plaisent pas. Mais ayant combattu pour libérer

son pays de l'Afrique du Sud de l'apartheid, il affirme que la Namibie doit défendre la liberté qu'elle a conquise. Il reconnaît également que la transparence le protège des demandes de favoritisme émanant de certaines entreprises et d'autres groupes d'intérêt.

Certaines des ressources essentielles du pays ne sont pas illimitées. D'autres comme la pêche sont renouvelables et le gouvernement fait tout ce qui est en son pouvoir pour les préserver et les mettre en valeur. Mais surtout, contrairement à d'autres pays dépendant des ressources naturelles, il a réussi à diversifier son économie - au point que les services représentent plus de 60% du PIB. Le tourisme arrive en tête, avec chaque année plus d'un million de touristes étrangers qui visitent le pays.

Cela n'a rien de surprenant. La Namibie est l'un des plus beaux pays du monde, sa population respecte l'environnement et protège les animaux. Il y a environ un siècle, les colonialistes (les 1% de l'époque) considéraient la chasse comme un sport et décimaient la population de rhinocéros et d'éléphants. Aujourd'hui les scientifiques namubiens réintroduisent les animaux sauvages sur la Côte des squelettes et dans d'autres lieux du pays. L'ironie de l'histoire, c'est qu'une partie du financement de cette opération vient des 1% d'aujourd'hui qui soutiennent cette cause.

La Namibie est la preuve que même un pays très désavantagé au départ - très profondément affecté par le racisme, le colonialisme, les inégalités et le sous-développement - peut trouver la voie vers une prospérité partagée. La communauté internationale doit reconnaître son succès et l'encourager.

Traduit de l'anglais par
Patrice Horovitz

* Professeur à l'université de Columbia à New-York et économiste en chef à l'Institut Roosevelt. Son dernier livre s'intitule *Rewriting the Rules of the American Economy*

Rareté financière dans un monde d'abondance

MILAN – Alors que les taux d'intérêt sont à des niveaux historiquement bas et que les banques centrales achètent tout ce qui bouge, le monde est inondé de crédit. Pourtant, paradoxalement, une grave pénurie de liquidités internationales met l'économie mondiale en danger.



PAR BARRY EICHENGREEN

Professeur à l'Université de Californie, Berkeley, ainsi qu'à l'Université de Cambridge

« Liquidités internationales » fait ici référence à des actifs de grande qualité acceptés dans le monde entier pour payer des importations et le service de la dette extérieure. Ce sont les mêmes actifs que les banques centrales utilisent lorsqu'elles interviennent sur les marchés des changes. Ils servent de réserve de valeur fiable pour les investisseurs internationaux. Ils fournissent des repères de prix sur les marchés financiers. Enfin, ils sont largement acceptés comme garantie dans le cadre de prêts transfrontaliers.

Dès lors, la principale différence entre ces actifs internationaux et des actifs liquides en général, est que seuls les premiers sont acceptés dans un grand nombre de pays différents et utilisés régulièrement dans des transactions entre ces derniers.

La forme la plus importante de liquidités internationales sont, bien sûr, les obligations du gouvernement américain, qui sont détenues par les banques, les entreprises et les gouvernements d'autres pays. Plus généralement, les liquidités internationales comprennent les engagements des banques centrales des pays de l'OCDE (la base

monétaire), les obligations des gouvernements centraux de ces pays notées AAA et AA, les titres de créance d'organisations supranationales comme la Banque mondiale et les banques régionales de développement, ainsi que l'or détenu de manière publique ou privée.

Pourtant, faites-en la somme et vous arriverez immédiatement à une conclusion surprenante. Les liquidités internationales ont chuté de près de 60% du PIB mondial en 2009 à seulement 30% aujourd'hui. Ce changement s'explique, d'une part, par le déclassement des obligations des gouvernements de pays en crise lourdement endettés, qui les rend peu attractives pour une utilisation dans les transactions internationales et, d'autre part, par l'inélasticité des autres sources d'approvisionnement.

Les observateurs se demandent pourquoi le commerce mondial, après avoir longtemps augmenté plus rapidement que le PIB mondial, croît maintenant plus lentement. Ils ont également du mal à comprendre la baisse sans précédent des flux de capitaux mondiaux. La pénurie de liquidités internationales, qui complique le financement et le règlement de ces transactions transfrontalières, est une explication.

Exhorter le gouvernement des États-Unis à émettre davantage de dette n'est pas une solution; cela ne ferait qu'augmenter la menace d'un déclassement et que rendre les investisseurs étrangers hésitants à détenir des obligations du Trésor américain. Alternativement, on pourrait inviter les pays en crise dont les obligations ont perdu leur note de qualité supérieure (investment grade) à réparer leurs finances afin que ces titres soient à nouveau attrayants pour le financement des tran-

sactions internationales. Néanmoins, comme tout fonctionnaire grec vous le dira, le renforcement financier prend du temps, même pour le gouvernement le plus engagé.

Des obligations émises de manière privée – des obligations d'entreprises de haute qualité, par exemple – peuvent-elles compléter les formes officielles de liquidités internationales? Cette question remonte aux années 1990, lorsque les observateurs s'inquiétaient curieusement que le gouvernement des États-Unis, s'il connaissait des excédents de fonctionnement, pourrait retirer de la circulation la totalité de son stock de la dette.

Il s'est avéré que les banques centrales et les gouvernements, en particulier, étaient réticents à détenir des titres privés, même si ces instruments ont une excellente note de crédit. La raison en est simple: des actifs émis de manière privée sans le soutien d'un gouvernement tenant les cordons de la bourse pourraient sembler sans risque en temps normal; mais, suite à un choc, ils pourraient rapidement être réévalués comme risqués.

D'autres suggèrent que le Fonds monétaire international pourrait augmenter l'offre de liquidités internationales en émettant des droits de tirage spéciaux. Les DTS sont des unités comptables composées de dollars américains, de livres sterling, d'euros, de yens japonais et de renminbi chinois. Ils peuvent être crédités sur les comptes des pays membres du FMI, qui sont tenus de les accepter dans les transactions transfrontalières en vertu des statuts du Fonds. Voilà: le problème est résolu.

Ou pas. Il n'y a pas de marchés privés de DTS. Pour les utiliser, le titulaire doit les échanger con-

tre, disons, des dollars lors d'une transaction avec le gouvernement américain. Par conséquent, aucunes liquidités supplémentaires ne sont créées. Le montant correspondant de monnaie en dollars ou de dépôts est simplement transféré d'un ensemble de mains à un autre – du Trésor américain au détenteur étranger. Pendant ce temps, le monde dans son ensemble n'a gagné aucune ressource liquide supplémentaire.

Les choses seraient différentes si, au lieu d'alloquer des DTS aux gouvernements, le FMI pouvait les vendre directement aux banques centrales comme la Fed, qui, en retour, pourrait fournir au Fonds des dollars supplémentaires, que le Fonds pourrait ensuite distribuer parmi ses membres. Cependant, bien que tout cela soit une élégante solution en principe, la Fed et ses maîtres politiques se montreraient sûrement réticents à céder le contrôle de la planche à billet en pratique.

La solution probablement la plus pratique se Lrait de permettre au FMI d'emprunter sur les marchés financiers privés et d'utiliser les fonds empruntés pour émettre des DTS supplémentaires. Puisque les gouvernements membres garantissent collectivement ses obligations, ces dernières seraient considérées de qualité équivalente à l'or. Bien sûr, pour que leur garantie soit crédible, les membres devraient s'engager à recapitaliser le Fonds s'il venait à faire des pertes sur ses prêts. Qu'à cela ne tienne, rien n'est gratuit.

Les avantages de la mondialisation sont parfois exagérés, mais il y a effectivement eu d'importants bénéfices. Le problème de l'insuffisance de liquidités internationales, s'il n'est pas solutionné, pourrait mettre en péril tout ce qui a été accompli.

Traduit de l'anglais par Timothée Demont

* Son dernier livre s'intitule *Hall of Mirrors: The Great Depression, the Great Recession, and the Uses – and Misuses – of History*.

L'innovation dans les services de santé des pays du Sud

DACCA – Des enfants meurent chaque jour de maladies évitables et traitables comme la diarrhée et la pneumonie. Les pays en développement représentent la majorité de ces victimes. La nécessité de produire des solutions innovantes et rentables à même d'être livrées dans des configurations démunies de ressources ne peut pas être plus manifeste.



PAR SHAMS EL ARIFEEN

Épidémiologiste et scientifique principal à l'icddr, b à Dacca au Bangladesh, premier directeur principal de sa nouvelle Division de la santé maternelle et infantile

Voions le cas de la pneumonie, qui représente 15% de tous les décès d'enfants de moins de cinq ans, soit près d'un million par an. Un élément clé dans le traitement des enfants hospitalisés pour une pneumonie grave est une « bulle de ventilation en pression positive continue » (PPC), où un compresseur fournit de l'oxygène au patient, lui assurant ainsi un flux d'air continu pendant le processus de traitement.

Dans les pays développés, des ventilateurs mé-



caniques fournissent l'assistance respiratoire par bulle PPC. Mais les ventilateurs mécaniques sont beaucoup trop chers pour les systèmes de santé des pays en développement, ce qui laisse des millions de patients dans une grande partie de l'hémisphère Sud dépourvus d'accès à une bulle PPC qui pourrait leur sauver la vie.

Mais en associant l'expertise médicale à l'innovation, Jobayer Chisti, mon collègue de l'organisme de recherche de santé icddr, b a mis au point une alternative simple et abordable à la bulle PPC, en utilisant des matériaux facilement disponibles même dans les pays pauvres, comme les bouteilles de shampoing vides et les tubes en plastique.

L'an dernier, Chisti et son équipe, en collaboration avec leurs collègues d'Australie et grâce au financement de l'Agence australienne pour le développement international, ont réalisé un essai clinique au Bangladesh visant à comparer l'efficacité de ce nouvel appareil par rapport aux oxygénothérapies à débits faible et élevé recommandées par l'Organisation Mondiale de la Santé dans des contextes de pauvres en ressource.

ces. Les résultats ont été enthousiasmants.

Une bulle PPC fournie avec un appareil à coût ultra-faible s'est avérée aussi efficace que les oxygénothérapies à débits faible et élevé. En fait, seulement 4 % des nourrissons sont morts après avoir été traités par un appareil de bulle PPC improvisée, par rapport aux 15 % de ceux qui ont reçu l'oxygénothérapie à débit faible.

Le dossier favorable à des essais supplémentaires du système d'administration de bulle PPC alternatives de Chisti (sans parler de sa mise en œuvre dans des endroits où il n'existe pas d'autres traitements), est sans équivoque. Si les futurs essais démontrent une même efficacité élevée, le faible coût de la bulle PPC pourrait devenir la norme sanitaire pour la pneumonie dans les milieux dépourvus de ressources et pourrait sauver des milliers de vies chaque année.

Mais les recherches de Chisti ont des conséquences bien au-delà de l'invention elle-même. Elles renforcent l'idée, qui a été une motivation déterminante dans mon propre travail à la direction de la Division de la santé maternelle et infantile à l'icddr, b d'après laquelle les innova-

teurs qui vivent et travaillent dans les milieux pauvres en ressources sont parmi les mieux dotés pour développer et tester des solutions de santé rentables. Après tout, personne ne comprend mieux les limites d'un système de santé faible que quelqu'un qui doit y travailler.

C'est pourquoi le réseau mondial des instituts de recherche basés dans des pays en développement comme l'icddr, b ont une valeur inestimable. Ils fournissent une plate-forme aux chercheurs et aux innovateurs locaux, qui leur permet de faire reconnaître des possibilités qu'un observateur extérieur ne pourrait jamais voir, afin d'élaborer et d'évaluer leurs idées dans l'environnement précis auquel elles sont destinées.

Avec les données qu'ils collectent, les innovateurs des services de santé des pays en développement peuvent préparer le terrain pour que leurs avancées cliniques se transforment en politiques publiques nationales, non seulement dans leur propre pays, mais dans les communautés dépourvues de ressources du monde entier. Les résultats promettent de transformer la vie de tous les pauvres et de tous les laissés pour compte.

Montée en puissance de la droite en Amérique latine

LAGUNA BEACH – Qu'il s'agisse des changements de gouvernement observés en Argentine et au Brésil, ou des correctifs appliqués à mi-parcours aux politiques du Chili, la politique latino-américaine en général semble opérer un basculement à droite. Seulement voilà, plutôt que d'être suscité par l'attrait des politiques économiques que préconise la droite, ce phénomène complexe apparaît pour l'essentiel comme le reflet d'une contrainte liée à une croissance anémique et à un déficit d'offre de biens publics, notamment de services sociaux.



PAR MOHAMED A. EL-ERIAN

Conseiller économique en chef d'Allianz, dirige le Conseil sur le développement global auprès du président américain Barack Obama.

Ce phénomène peut en effet être considéré comme une version latino-américaine de la montée en puissance des mouvements anti-establishment dans les pays occidentaux. Il souligne la nécessité pour les gouvernements de la région de produire des résultats au service de leurs citoyens. À défaut, le basculement actuel ne constituera rien de plus qu'une étape sur un chemin incertain – politiquement plus compliqué et économiquement plus difficile à arpenter – vers une destination encore moins stable.

Les signaux concrets de ce changement actuel de cap politique revêtent différentes formes. À l'issue de plusieurs années d'un populisme budgétairement irresponsable sous le règne de la famille Kirchner, l'Argentine a opté pour Mauricio Macri, ancien homme d'affaires de droite. Au Brésil, dans l'attente d'une décision finale du Sénat, la présidente Dilma Rousseff a été mise sur la touche dans le cadre d'une « destitution provisoire », son remplaçant affichant une volonté de renoncement aux politiques du Parti des travailleurs, orienté à gauche.

Plusieurs gouvernements pourtant bien installés dans la région procèdent eux-mêmes à un changement de cap. Au Chili, bien que la présidente



Michelle Bachelet ait été réélue, son gouvernement annonce une réorientation à droite en matière de politique économique. Quant au Cuba du président Raúl Castro, il élargit actuellement la portée juridique des entreprises privées.

Au Venezuela, pays qui flirte de façon dramatique avec le statut d'« État en faillite », le gouvernement du président Nicolás Maduro est confronté à des défis économiques et financiers croissants, en conséquence des politiques sans ancrage budgétaire amorcées par son prédécesseur Hugo Chávez. Face à une pénurie généralisée de marchandises, et au mauvais fonctionnement des marchés, le gouvernement Maduro a d'ores et déjà perdu le contrôle de l'Assemblée nationale, l'opposition cherchant désormais à abréger son mandat par des voies constitutionnelles.

Plusieurs facteurs clés viennent façonner la dynamique politique de la région. La chute brutale des prix mondiaux des matières premières telles que le pétrole et le cuivre, combinée au ralentissement de la croissance chinoise, réduit les recettes d'exportation de la région, et accentue les difficultés économiques sur le plan intérieur. Cette situation se trouve aggravée par l'existence d'un environnement plus volatile s'agissant des flux financiers à destination des pays émergents, par une

plus grande hésitation à procéder à des investissements directs étrangers, ainsi que par la crainte de voir les échanges commerciaux internationaux impactés par la montée d'un discours d'antimondialisation dans cette course inhabituelle que constitue l'actuelle campagne présidentielle américaine.

La détérioration qui en résulte en termes de performance économique, et notamment les profondes récessions observées au Brésil et au Venezuela, accentue le mécontentement de l'opinion face aux services publics, et amplifie les inquiétudes de longue date quant aux inégalités et à la mauvaise répartition des fonds publics. Cette colère de l'opinion se retrouve au sein même de pays traditionnellement bien gérés, comme le Chili, dans lesquels les catégories à faibles revenus s'en sont sorties relativement bien ces dernières années, et où l'ampleur de la fraude publique – avérée ou prétendue – est sans commune mesure avec celle perpétrée dans certains États voisins.

Pour l'heure, ce sont les programmes et les partis de droite qui sortent gagnants de la désillusion économique et sociale observée en Amérique latine. Beaucoup dans la région ont pour espoir que le changement politique soit le catalyseur d'une plus forte croissance, via un refaçonnement des politi-

ques existantes et grâce à des campagnes plus efficaces de lutte contre la corruption. Mais ici encore, à moins que les vainqueurs politiques d'aujourd'hui parviennent à générer une croissance nettement plus forte et significativement plus inclusive, leurs électeurs passeront sans doute leur chemin.

D'un point de vue mondial, le basculement politique observé en Amérique latine s'inscrit dans le cadre d'un plus large phénomène de mécontentement à l'égard de l'« establishment ». Et cette colère ne se limite pas à ceux qui nous gouvernent. Elle vise également les élites du secteur privé, en premier lieu desquelles les banques et les sociétés multinationales.

Au États-Unis, le résultat n'est autre qu'un important éloignement vis-à-vis des politiques de l'establishment : ascension inattendue de Donald Trump en tant que probable candidat républicain à la présidence, et défiance étonnamment puissante de la part de Bernie Sanders à l'égard de Hillary Clinton du côté démocrate. En Europe, les partis anti-establishment ne cessent de gagner du terrain dans le cadre d'élections locales, régionales et nationales, ce qui complique la formation de certains gouvernements (par exemple en Espagne) et influence les décisions politiques majeures (telles que la décision du Parti conservateur d'organiser prochainement un référendum du Brexit).

À l'exception de pays comme les Philippines, où les électeurs ont désigné lors des élections présidentielles du mois dernier le candidat Rodrigo Duterte, ouvertement opposé à l'establishment, la tendance au sein des pays émergents consiste certes en une réadaptation, mais avec pour cadre les élites politiques existantes. C'est là sans doute la meilleure manière de décrire ce qui s'opère actuellement dans la majeure partie de l'Amérique latine.

C'est désormais à ces élites qu'il appartient de répondre efficacement aux causes du mécontentement populaire, sans quoi elles devront tôt ou tard faire face à l'émergence de mouvements anti-establishment, comme leurs homologues d'Europe et d'Amérique du Nord. Une telle issue, qui compliquerait sensiblement le paysage politique de la région, viendrait limiter encore davantage la possibilité pour les gouvernements de procéder de manière opportune à une adaptation de leurs politiques économiques.

Traduit de l'anglais par Martin Morel

Il est l'auteur de l'ouvrage intitulé *The Only Game in Town: Central Banks, Instability, and Avoiding the Next Collapse*.

Productivité et populisme



PAR NOURIEL ROUBINI

Nouriel Roubini est président de Roubini Macro Associates et professeur d'économie à l'université de New-York (Stern School of Business, NYU).

Pourtant ce n'est pas ce qui se dit dans la Silicon Valley et les autres grands centres technologiques mondiaux. Selon le discours dominant qui s'y tient, nous entrons dans un nouvel âge d'or de l'innovation qui va conduire à une augmentation considérable de la croissance de la productivité et à l'amélioration de nos conditions de vie, y compris au travail. Mais pourquoi ces avantages ne se sont-ils pas encore matérialisés, et que se passera-t-il s'ils ne se matérialisent pas ?

Les percées technologiques sont incontestables dans au moins six domaines :

- L'énergie, avec les nouvelles formes d'énergie fossile comme le gaz de schiste et les sources d'énergie alternative comme le soleil et le vent, le stockage de l'énergie, les technologies propres et les réseaux d'électricité intelligents.
- Les biotechnologies, avec les thérapies génétiques, la recherche sur les cellules souches et l'utilisation des big data (mégadonnées) pour réduire radicalement le coût des soins de santé, améliorer considérablement l'espérance de vie et la qualité de vie.
- Les technologies de l'information, avec le Web 2.0 et 3.0, les médias sociaux, les nou-

NEW-YORK – Depuis l'éclatement de la crise financière mondiale en 2008, la croissance de la productivité des pays avancés (les USA, l'Europe et le Japon) est très faible, tant en termes absolus que par rapport aux décennies précédentes.

- Les nouvelles technologies de fabrication, avec la robotique, l'automatisation, l'impression 3D et la production personnalisée.
- Les technologies de la finance qui pourraient révolutionner l'ensemble du secteur, des systèmes de paiement aux prêts, en passant par les assurances et la répartition des actifs.
- La technologie militaire avec le développement des drones et des systèmes d'armes sophistiqués.

Pourquoi ces innovations, dont beaucoup sont déjà en cours d'utilisation, ne se traduisent-elles pas encore par une augmentation visible de la croissance de la productivité ? On peut avancer plusieurs explications :

Première explication. Les plus pessimistes en matière de technologie, comme Robert Gordon de la Northwestern University près de Chicago, estiment que l'impact des innovations récentes sur l'économie est faible par rapport à celui des grandes inventions de la première et de la deuxième révolution industrielle (le moteur à vapeur, l'électricité, l'eau courante et le tout à l'égout, les antibiotiques, etc.). Mais selon Joel Mokyr, un spécialiste de l'Histoire économique de la même université, étant donné l'ampleur des innovations actuelles et leur poursuite probable au cours des prochaines décennies, ce pessimisme n'est pas de mise.

Deuxième explication. Il est difficile de mesurer la production réelle – et donc la croissance de la

productivité – parce qu'il est difficile de quantifier l'apport des biens et services qui font appel aux nouvelles technologies de l'information, tandis que la baisse de leur coût est si rapide qu'elle pourrait échapper aux méthodes de mesure habituelles. Si cette hypothèse était exacte, il faudrait expliquer pourquoi il serait plus difficile de mesurer la croissance de la productivité aujourd'hui que lors des décennies d'innovation technologique précédentes. À ce jour, aucune preuve empirique ne justifie cette hypothèse. Néanmoins certains économistes pensent que contrairement à la production du matériel, nous mesurons mal la production des logiciels les moins chers et les nombreux avantages des biens gratuits associés à Internet. Des moteurs de recherche aux applications omniprésentes, le savoir est quasiment toujours à portée de nos doigts, ce qui rend nos vies plus faciles et plus productives.

Troisième explication. Il y a toujours un temps de retard entre une innovation et son effet sur la productivité. Lors de la première révolution d'Internet, l'amélioration de la productivité qui a commencé par le secteur de haute technologie n'a touché que plusieurs années plus tard le reste de l'économie. C'est le laps de temps nécessaire pour que les secteurs très éloignés de la haute technologie adoptent les nouveaux outils digitaux. Cette fois-ci aussi, il faudra sans doute attendre un certain temps avant qu'ils ne se répandent et conduisent à une hausse mesurable de la croissance de la productivité.

Quatrième explication. La croissance potentielle et la croissance de la productivité baissent depuis la crise financière. Le vieillissement de la population dans la plupart des pays avancés et dans certains pays émergents importants (comme la Chine et la Russie) et la diminution des investissements en capital matériel (qui améliore la productivité de la main d'œuvre) pourraient diminuer la croissance tendancielle. Ce point de vue est cohérent avec l'hypothèse d'une « stagnation séculaire » avancée par Larry Summers.

Une explication voisine insiste sur le « phénomène d'hystérésis » : un ralentissement cyclique persistant ou une reprise économique anémique (comme celle que nous connaissons depuis 2008) peut affecter la croissance potentielle pour au moins deux raisons. D'une part le savoir-faire d'un travailleur qui reste trop longtemps au chômage diminue, d'autre part la faiblesse des investissements conduit à une faible croissance de la productivité, car l'innovation technologique appelle à de nouveaux moyens de production qui peuvent être coûteux.

Nous ne connaissons pas avec certitude la cause de la faible croissance de la productivité, ni même s'il s'agit d'un phénomène temporaire. Chaque explication comporte sans doute une part de vérité. Mais si cette croissance reste faible (avec une hausse des salaires et du niveau de vie inférieure à ce que l'on pourrait attendre), la réaction populiste contre la mondialisation, le libre-échange et l'immigration pourrait s'intensifier. Les pays avancés ont tout intérêt à remédier à cette situation avant qu'elle ne menace la stabilité sociale et politique.

Traduit de l'anglais par Patrice Horowitz

EL TARF

Le chantier du nouveau pôle universitaire à l'arrêt depuis 6 mois

A. Ouelâa

Le pôle universitaire de 8.000 places pédagogiques, avec d'autres infrastructures d'accompagnement comme le restaurant et autres, confié à une entreprise indienne et dont les travaux sont à l'arrêt depuis six mois, verra son sort scellé dans une semaine, selon le directeur des équipements de la wilaya d'El Tarf. Selon notre interlocuteur, après l'entame des travaux, des problèmes ont surgi concernant les quantités de matériaux du marché et les plans qui ont été refaits. D'où la nécessité de renégocier ce fameux contrat avec l'entreprise indienne du nom

de Shaporji Pallongi à qui des solutions ont été proposées. Le problème de cette infrastructure stratégique et sensible pour l'université d'El Tarf, objet d'attention particulière du wali et même le ministère de tutelle et le Premier ministre, a nécessité plusieurs rounds de négociations entre le maître de l'ouvrage qui est la wilaya et cette entreprise qui n'a pas, jusqu'à présent, fait des propositions qui arrangeraient les deux parties et le cas échéant, la résiliation sera inévitable selon le directeur des équipements. Pour ce qui est de la prochaine rentrée universitaire, le problème de l'hébergement ne va pas se poser puisque 400 nouveaux lits

seront disponibles et pour les places pédagogiques, pas moins de 1.000 places seront disponibles au niveau de la bibliothèque centrale. Enfin, il est utile de rappeler que le secteur des équipements qui avait connu d'énormes problèmes pendant presque une année, avec un taux de consommation des crédits d'à peine 0,13%, connaît depuis quatre mois une nette amélioration dans sa gestion avec de nombreux chantiers qui étaient à l'arrêt relancés, des ODS signés comme celui du lycée d'Aïn Alem à Dréan et des litiges liés à des travaux sur le chauffage, les demi-pensions et des travaux de réhabilitation réglés.

Projets de logements en retard : une commission dépêchée par le ministère



Une commission composée de deux directeurs centraux et un inspecteur, dépêchée par le ministère de l'Habitat, était en visite de travail, jeudi dernier, dans la wilaya d'El Tarf où elle s'est enquis de l'état d'avancement des travaux des différents programmes de logements participatifs et promotionnels ainsi que les difficultés que rencontrent les promoteurs. La commission a entamé son travail par une visite sur le terrain qui l'a conduite sur certains chantiers du côté de Dréan où des programmes de logements LSP accusent un grand retard qui remonte à 2004 et 2007 et dont les acquéreurs ont, à maintes reprises, protesté contre cet état de fait. Une consolation quand même pour des habitants depuis 2008, de la cité des

48 logements où un transfo, après le règlement du problème de conformité, sera construit et mettra fin au sempiternel problème de la rétrocession. Les 50 logements LPA à Dréan, à l'arrêt à cause des problèmes de la liste d'attribution, ont aussi été visités, de même que les 50 logements LPA à Besbes qui connaissent un taux d'avancement de 80%, ainsi que d'autres chantiers situés dans d'autres communes.

Un motocycliste tué dans une collision

La RN 84A qui longe la ville d'Echatt a été le théâtre d'un accident mortel vers 11h de la journée de jeudi dernier, où un homme âgé de 70 ans qui conduisait une moto a été heurté par une voiture (un taxi), qui

Vers 14h de l'après-midi de cette même journée de jeudi, une réunion s'est tenue au siège de la direction du logement à laquelle le DUAC a pris part. Enfin, il est utile de rappeler que les programmes de logements LSP et LPA sont quasiment à l'arrêt depuis une année et ceux attribués par l'OPGI depuis huit mois ne sont pas encore passés en comité de marché.

A. O.

TÉBESSA

Un atelier de fabrication de munitions démantelé, 2 arrestations

Ali Chabana

Les éléments de la 4^e sûreté urbaine à Tébéssa viennent de découvrir un atelier clandestin et ce, suite à la perquisition d'une habitation sise au chef-lieu. Le père et le fils (61 et

26 ans) qui étaient tous les deux impliqués dans cette affaire de fabrication illégale de munitions, ont été arrêtés. Dans leur domicile, les policiers récupérèrent deux armes à feu et des munitions de plusieurs calibres, ainsi que d'autres accessoires et produits,

poudre noire, capsules, grenailles, a-t-on indiqué de source sécuritaire. D'autre part, à Elma Labiod, ce sont 4 kg de drogue que les policiers saisirent et l'arrestation du trafiquant âgé de 45 ans qui comptait écouler sa marchandise sur le lieu.

A. O.

MILA

Le rôle de la police de l'urbanisme en discussion

La nécessité d'activer le rôle de la police de l'urbanisme et de la protection de l'environnement (PUPE) pour faire face aux infractions et atteintes enregistrées contre les biens publics a été mise en exergue lors du conseil de wilaya de Mila, a-t-on appris jeudi auprès des services de la wilaya. Les présents au conseil de wilaya tenu mercredi ont insisté sur l'impérative élaboration d'un plan d'intervention et d'actions dans le domaine de l'urbanisme et la protection de l'environnement, dans l'objectif de mieux contrôler le domaine et appliquer les lois en vigueur, a précisé la même source. La réunion présidée par le wali, Abderrahmane Madani Fouatih, a été l'occasion de pré-

senter un état des lieux sur le secteur de l'urbanisme, du génie civil et du bâtiment dans la wilaya de Mila. Dans l'optique de la continuité des efforts déployés pour améliorer le cadre de vie du citoyen dans les zones d'agglomérations, le chef de l'exécutif local a instruit à l'effet d'accélérer l'élaboration des fiches techniques détaillées relatives à l'amélioration du cadre urbain, l'aménagement extérieur, la réhabilitation de l'éclairage public et la réalisation des espaces verts. La wilaya de Mila a connu de multiples actions qualificatives visant l'amélioration du cadre de vie des citoyens et qui ont donné des résultats encourageants. La création de l'entreprise de nettoya-

ge et de la collecte des ordures «Mila-Net» et son apport dans la collecte des déchets ménagers, et l'élimination des sacs-poubelles jonchant les trottoirs est considérée comme étant une des actions ayant contribué à l'amélioration du cadre de vie du citoyen. Par ailleurs, le chef de l'exécutif local a mis l'accent, au cours de cette réunion, sur notamment l'importance de la distribution des quotas des logements réceptionnés pendant ce mois sacré de Ramadhan, ainsi que sur la nécessité du retrait catégorique des véhicules de transport collectif de type «G9», qui sont utilisés à ce jour au niveau de certaines lignes de transport urbain.

BOUIRA

300 kg de viandes blanches saisies

Farid Haddouche

Les brigades de contrôle de la qualité et des prix de la direction du commerce de la wilaya de Bouira ont effectué, depuis le début du mois de Ramadhan à ce jour, 1.349 interventions à travers les 45 communes que compte la wilaya de Bouira. Du coup, les éléments du contrôle de la qualité et de la répression des fraudes, ont eu à effectuer des descentes dans les locaux commerciaux, dans les marchés, à la hauteur des ateliers de préparation et de distribution des marchandises destinées à la consommation, et des services, pour constater 267 infractions à la législation du code du commerce. De ce fait, nous saurons que 17.000 commerçants ont été contrôlés. Parmi les délits relevés par les agents de contrôle figurent, entre autres, le défaut de factures, de registre de commerce, l'absence des règles d'hygiène et l'opposition farouche de certains commerçants refusant de se soumettre au contrôle des agents, qui a été souvent signalée au niveau de certains commerces. Et il y a

particulièrement le non-respect des normes d'emballage et de conservation des produits alimentaires destinés à la vente. Pour ce préjudice, il a été fait part de la saisie de 3 quintaux de viande blanche susceptible de contenir des bactéries et des toxines qui infectent sérieusement l'organisme humain. Par ailleurs et afin de prévenir contre les intoxications qui peuvent émaner de la consommation de divers produits alimentaires, la direction du commerce et du contrôle des prix de la wilaya de Bouira a eu à organiser des journées de sensibilisation. Ces journées se sont traduites par des conseils pratiques dispensés au large public, concernant les procédés de conservation par le froid des denrées alimentaires et les recommandations afin d'éviter les intoxications alimentaires.

Pour toutes ces raisons, très peu de cas touchés par des effets dangereux sur la santé des populations ont été remarqués depuis le début du Ramadhan, contrairement à certaines régions du pays où des cas d'intoxication alimentaire ont été signalés de manière fréquente.

Ni eau ni gaz à Ouled Gacem

Le village d'Ouled Gacem est situé dans la commune de Zbarbar, à une soixantaine de kilomètres au nord-ouest de Bouira. Selon ses habitants, leurs conditions de vie sont difficiles, à cause de l'inexistence du gaz naturel et de la pénurie de l'eau potable, de la déformation de l'ancien réseau d'assainissement qui nécessite une ré-

novation, et de la dégradation du chemin communal qui requiert également une réfection. Pour rappel, après une multitude d'appels et de contestations et du recours à la fermeture du siège de la mairie de Zbarbar pour attirer l'attention des pouvoirs publics, les villageois d'Ouled Gacem endurent toujours le même calvaire.

F. H.

Atteintes à l'environnement et aux règles de l'urbanisme

Dans un nouveau bilan mensuel, les services de la police de l'urbanisme et de la protection de l'environnement (PUPE) de la wilaya de Bouira ont enregistré 44 affaires liées aux atteintes à l'environnement et aux lois de l'urbanisme. Parmi les 44 affaires instruites, nous trouvons 27 ayant trait aux délits commis sur l'environnement et 17 relevant des infractions au code de l'urbanisme. Pour ce qui est des 27 atteintes à l'environnement, les cas signalés par les éléments de la police urbaine et de la protection de l'environnement sont les abattages

des animaux en dehors des abattoirs qui sont des espaces réglementés pour ce genre d'activités. Par contre, 21 infractions ont été retenues sur l'occupation illégale des espaces publics. Dans le domaine de l'urbanisme, 17 constats concernent les délits de réalisation des bâtisses sans permis de construire, de non-respect des plans de construction. L'exécution de 2 décisions de démolition s'est accomplie, conformément aux lois en vigueur, rapporte le bilan de la police de l'urbanisme et de la protection de l'environnement.

F. H.

BLIDA

Distribution de plus de 13.000 livres

Tahar Mansour

La direction de la culture de la wilaya de Blida procède, depuis avant-hier jeudi, à la distribution de 13.200 livres au profit des établissements scolaires, des bibliothèques communales, des associations culturelles, des maisons de jeunes, des centres culturels et des bibliothèques des hôpitaux. Ces livres proviennent

d'un don accordé par le ministère de la Culture et les titres ont trait à plusieurs matières comme la philosophie, la culture, les sciences, les sciences sociales et autres. Tous ces titres ont été édités ou réédités à l'occasion des manifestations nationales. La distribution se fait au niveau de la direction de la culture, de la bibliothèque communale de Larbaâ et de celle d'El Affroun.

MSILA

Crime à Bou Saada

Merzougui Mohamed

La ville de Bou Saada, située à 70 km au sud de Msila, a été le théâtre d'un meurtre en cet après-midi de jeudi à une heure du f'tour, a-t-on appris. Le crime s'est produit au niveau de la station des voyageurs en partance vers El Hamel, en plein centre-ville de Bou Saada, suite à une querelle entre deux jeu-

nes âgés de 36 et 27 ans, où le plus âgé a porté sept coups de couteau en pleine poitrine à la victime avant de s'enfuir. La dépouille a été évacuée vers la morgue de l'hôpital Rezig-Bachir de Bou Saada et les éléments de la brigade de recherches et d'investigation de la sûreté ont diligenté une enquête qui leur a permis d'identifier et d'arrêter l'auteur présumé du crime.

Horaires des prières pour Alger et ses environs

20 ramadhan 1437				
El Fedjr 03h39	Dohr 12h51	Assar 16h43	Maghreb 20h14	Icha 21h55



Conclave des walis de l’Est annoncé pour lundi

Bedoui attendu à Constantine

Après Oran et Alger, le conclave des walis de l’est du pays se tiendra à Constantine, le lundi 27 juin, sous la présidence du ministre de l’Intérieur, Noureddine Bedoui.

Abdelkrim Zerzouri

Des sources, généralement, bien informées ont avancé cette date, du lundi 27 juin pour la tenue de ce conclave, et les activités intenses, travaux tous azimuts, annonçant cet événement, sont visibles un peu partout dans la ville, particulièrement, la route de l’aéroport ‘Mohamed Boudiaf’, et la cité Daksi Abdesselem où doit se tenir la réunion des walis (au siège de la wilaya, situé dans cette cité). Le citoyen lambda sait, donc, qu’une visite importante se dessine, à Constantine. « On se prépare à la visite d’un haut responsable », raillent des automobilistes surpris, hier, un vendredi, par des travaux de nettoyage sur les routes, retraçage des lignes continues et discontinues, et autres badigeonnages.

C’est une coutume des autorités locales que de préparer des visites officielles avec tant de zèle, et ce n’est pas là, obligatoirement, une source de critiques, car combien de fois avons-nous entendu des citoyens prier Dieu pour que ces genres de visites soient multipliées pour que leur ville soit, toujours, aussi coquette. Mais, M. Bedoui aura certainement d’autres chats à fouetter que de regarder le décor ambiant, lors de cette rencontre, attendue lundi 27 juin (sous réserve de respect de l’agenda ministériel), une rencontre à travers laquelle le ministre de l’Intérieur voudrait inculquer, aux autorités locales, une nouvelle vision de ce qu’est « la rationalité économique »,

Rue Larbi Ben M’hidi

Trois familles jetées dans la rue après un incendie

A. Mallem

L’incendie qui a ravagé lundi dernier 3 appartements (et non un seul comme l’avait annoncé au début la protection civile) dans le dernier étage d’un immeuble de la rue Ben M’hidi faisant deux blessés, a eu pour conséquence de plonger des familles entières dans un désarroi total car elles furent pratiquement jetées dans la rue et démunies de tout en plein mois de Ramadan. Sans abri et sans aucun moyen pour préparer le f’tour parce que leurs ustensiles ont été complètement détruits dans l’incendie, sans secours aussi, ces familles que leur entourage a pris en charge quelque peu par simple solidarité et comme il pouvait, ont attendu la réaction des autorités locales qui ne se sont pas manifestées pour leur apporter ne serait-ce que le réconfort des mots. Mais ces dernières, d’après les déclarations des concernés, n’ont même pas daigné se déplacer sur les lieux pour constater l’ampleur du sinistre et s’informer sur la situation réelle des sinistrés. « Une honte ! », ont commenté les citoyens de Trik Djedida.

Et c’est en désespoir de cause que les

leur représentant, dans ce contexte, un nouveau mode de gestion des collectivités locales. Evidemment, si l’on s’inspire de ce qui a été, déjà, fait lors des précédentes rencontres régionales, on ne manquera pas de procéder à l’évaluation des activités des wilayas, dans l’est du pays, on parlera de lutte contre les comportements bureaucratiques qui persistent dans les services administratifs, mais l’essentiel sera de dire aux walis, « à l’avenir débrouillez-vous, plus question de compter sur le Trésor public pour financer les projets et même pour payer le personnel ». Le nouveau modèle économique vise à atteindre une autosatisfaction, dans les dépenses locales et, par manque d’ingéniosité, on a pensé et commencé par augmenter les tarifs des loyers des biens des municipalités.

Une bien maigre idée si l’on tient compte des dépenses énormes des communes, surtout en matière de masse salariale qui dévore, parfois, jusqu’à 75% du budget global qui sert à payer les factures, financer le PCD et d’autres activités qui s’inscrivent dans le cadre des missions de la commune. Enfin, on est loin de ces maires italiens, de véritables décideurs à l’intérieur d’un système décentralisé, qui se soucient du plus petit au plus grand problème rencontré par leurs concitoyens, qui font de la lutte contre le chômage leur credo, et font tout pour attirer l’investissement dans leurs communes... plus que de se soucier de ce que pensera d’eux, le maître du moment.

malheureux ont entrepris de bloquer, pour quelques heures, la rue au cours de la soirée du mercredi 22 juin pour crier leur colère et réclamer des autorités qu’elles s’occupent d’eux en les délivrant de leur malheur.

Après cela, le président de l’assemblée populaire de la ville des ponts a réagi à leur appel de détresse en décidant de leur apporter l’aide sommaire de la municipalité qui s’est traduite par la réquisition de quelques camions et de la main-d’œuvre pour dégager les débris laissés par l’incendie.

Selon un communiqué du cabinet du P/APC, ce geste a été assorti d’une aide alimentaire sous la forme de « couffins du Ramadan » et de chèques CCP (dont les montants n’ont pas été révélés) qui ont été distribués aux familles touchées par le sinistre.

Enfin, selon le même communiqué, le P/APC en personne, entouré de nombreux élus communaux, a tenu à leur apporter son aide morale. En conclusion, le communiqué souligne que « l’APC et tous ses responsables se tiennent aux côtés des citoyens de la commune et leur apportent un soutien indéfectible ».

A. E. A.

Logement social

Rassemblements devant la wilaya et la daïra

A. El Abci

Jeudi dernier, le cabinet du wali et le siège de la daïra de Constantine étaient pratiquement assiégés par des dizaines de demandeurs de logements. Ainsi, au niveau de la daïra, des dizaines d’habitants de logements précaires situés dans des zones menacées de glissements, mais aussi de demandeurs de logements de type social, qui ne se sont pas retrouvés sur la liste des 1.550 bénéficiaires affichée dernièrement au niveau des délégations communales, dont ils dépendent, ont tenu un sit-in pour réclamer qu’ils y soient ajoutés et dénoncer le « flou » qui a entouré l’opération.

Ces protestataires sont originaires de la Casbah, Oued El Had, Bab El Kantara, El Guemas, Boumerzoug, le Chalet des pins, Les Mûriers et Kaïdi Abdallah 1 et 2.

Selon le représentant des habitants de cette dernière cité, qui

vivent dans des habitations précaires et menacées de glissements, certains d’entre eux ont été démenagés il y a près de 15 jours à l’unité de voisinage (UV) n°18, mais l’opération n’a bénéficié qu’à 850 familles sur un total de 1.064 au départ. Et d’indiquer que « non seulement, on ne nous a pas expliqué la destination des logements restants, mais en plus et concernant les 150 cas de recours, on parle de plus en plus de les inclure dans la formule du logement social avec des promesses de relogement à l’UV 20 vers le mois de septembre prochain. Nous demandons à ce que le projet soit exécuté et respecté comme formulé au départ, car être inclus dans la catégorie du logement social, c’est vraiment la galère », estimera-t-il. Les protestataires du logement social, à l’instar de ceux de la Casbah, Bab El Kantara et Oued El Had, font valoir surtout leur droit à être relogés en priorité. Selon les habitants de

Oued El Had, « la montagne a accouché d’une souris, parce que seuls sept noms de la cité ont été portés sur la liste des 1.550 bénéficiaires, classés dans la catégorie des cas prioritaires ». Les demandeurs de logements de type social de Bab El Kantara expriment la même déception en parlant de 30 noms affichés sur un ensemble de plus de 500 bénéficiaires de décisions de préaffectation. Ceux de la Casbah et d’autres encore sont sur la même longueur d’onde et tous se désolent que des célibataires, des classés dans la catégorie « orange » et même « verte », affirment-ils, ont vu leurs noms affichés, alors que la liste concernait uniquement les classés « rouge » et les dossiers déposés entre 1990 et 2004, noteront-ils. Enfin et devant le cabinet du wali, c’était toujours la procession des demandeurs d’audience parmi les prétendants au relogement, qui continuaient à défiler depuis déjà une semaine.

A la veille de l’Aïd El-Fitr

Les prix des habits flambent

A. Mallem

Les prix flambent. En cette première journée de démarrage des achats pour l’Aïd El-Fitr, les commerçants vendent jusqu’à 30% plus cher des articles qu’ils étaient en train de commercialiser avant le Ramadan», nous ont avoué jeudi des commerçants d’articles d’habillement qui venaient tout juste de s’installer au square Ahmed Bey, endroit que les Constantinois appellent communément «Dounia Ettaraef » (le monde des merveilles).

« En guise de merveilles, commentera B. Mustpaha, un fabricant local de robes de style qu’il confectionne dans un atelier de la cité Bencherghi, c’est plutôt l’enfer des prix ! ».

Et notre interlocuteur de se mettre à expliquer que les préparatifs pour la fête de l’Aïd El-Fitr qui clôture la fin du mois de Ramadan ont démarré à Constantine. Jeudi, nous avons remarqué en effet de nombreux parents, tenant par la main leurs progénitures, qui se dirigeaient, qui abordaient les stands bien achalandés. Il y avait grande animation dans les 42 chapiteaux qui ont été installés dans la partie haute du square pour la vente des articles d’habillement et de ménage. « C’est un jeune investisseur qui a remporté l’offre de

concession lancée par l’APC. Il nous a loué, pour ce qui reste du Ramadan, 10 millions de centimes le chapiteau de 12 mètres carrés. Multipliez par 42 et vous aurez le gain qu’il aurait réalisé », nous ont expliqué des commerçants fraîchement installés.

B.Billel, un jeune dépassant la trentaine, qui vend des vêtements pour enfants, pense lui que les prix, en ce début d’opération, sont plutôt abordables. «Voyez, nous prend-il à témoin, un jean ‘pantacourt’ de 6 à 14 ans, importé du Maroc, que je vends pour 800 dinars. Même tarif pour des pulls couvrant les mêmes âges ». Mais, à côté de lui, son collègue B. Mustapha qui vend des robes de styles kabyle, syrien, turc, qu’il fabrique dans son atelier de 16 machines à Bencherghi, ne se montre pas du même avis. « Tout est cher, nous dira-t-il d’entrée, jusqu’à 30% plus cher qu’avant le Ramadan. Surtout les vêtements pour enfants qui sont tous issus de l’importation. Par exemple, le commerçant installé à côté et vendant des bijoux de fantaisie achète l’unité à 10 dinars et la vend à 50. Les couverts de tables de banquet qu’un autre achète à 800 dinars sont cédés à 2500. Mais d’un autre côté, on trouve des ‘pantacourts’ achetés à 900 dinars pièce qui sont proposés à 1200, c’est plu-

tôt raisonnable. Car, argua notre interlocuteur, il faut penser à récupérer, au moins, l’argent de location du chapiteau ». Ceci dit, il y a le voisin qui vend les habits pour enfants fabriqués localement pour 500 à 700 dinars. Mais l’autre il vend les mêmes articles importés de Turquie qu’il achète à 900 dinars pièce pour les revendre à 1600 dinars. Malgré tout, il ne se contente pas de faire un bénéfice de 700 dinars sur chaque pièce.

Des femmes rencontrées au stand de notre ami Mustapha ont considéré, elles aussi, que les prix sont assez élevés, parfois exagérés. Parmi elles une ménagère, en guise de réponse à notre question, s’est contentée de citer cette sentence populaire disant « que ce soit pour l’Aïd ou pour Achoura, le consommateur est toujours sacrifié ». Et de nous prendre encore à témoins en lâchant : « Vous voyez mon frère, nous venons juste de voir s’éteindre l’incendie des prix des fruits et légumes. Et voilà qu’un autre, celui des articles d’habillement, vient de s’allumer. Et il faut s’attendre à un autre feu : celui des matières premières pour la confection des gâteaux traditionnels de l’Aïd ». Pour le moment, cette opération n’a pas encore démarré à Constantine, mais elle ne saurait tarder.

A. Z.

Horaires des prières pour Constantine et ses environs

20 ramadhan 1437				
El Fedjr	Dohr	Assar	Maghreb	Icha
03h28	12h37	16h28	19h59	21h39



Session partielle du bac

Six tentatives de triche déjouées

Les candidats à la session partielle du baccalauréat ont achevé jeudi dernier les épreuves de cet examen crucial qui a été émaillé par six cas de triche ou de fraude et par l’absence de plus de 2.000 postulants, surtout parmi les candidats libres, selon le directeur de l’éducation de la wilaya de Constantine, M. Bouhali.

Ces épreuves se sont passées dans de bonnes conditions et ce, malgré le peu de temps qui a été consacré à leur préparation, soulignera ce responsable. Concernant les cas de fraude, il dira

qu’ils ont été au nombre de six, considérant qu’il s’agit de tentatives limitées en comparaison avec la 1^{ère} session qui a enregistré 37 tentative de triche, alors qu’il a été enregistré 1.917 absences de candidats libres et 128 d’élèves scolarisés. Et de préciser que les six cas de fraude ont trait surtout à des tentatives de provocations, d’utilisation de documents hors ceux fournis pour l’examen et d’un seul cas se rapportant à l’usage de téléphone mobile, utilisé comme moyen de stockage de leçons.

A. E. A.

Le ramadhan, haute saison pour les mendiants d'Arabie saoudite



Par Ian Timberlake
et Kamal Idris de l'AFP

Vêtu de noir avec un bébé dans les bras, une Saoudien ne est assise à même le sol et agite une boîte devant une mosquée de la banlieue de Ryad à la sortie de la prière hebdomadaire du vendredi. La boîte se remplit rapidement de coupures d'un riyal (23 centimes d'euro), déposées par des fidèles. Dans la capitale saoudienne, dans une autre forme de mendicité, des enfants proposent aux feux rouges de laver les vitres des voitures. Le ramadhan, mois de charité, est une haute saison pour les mendiants, en majorité étrangers, en Arabie saoudite. "Selon de récentes statistiques, le nombre de mendiants augmente de 50% durant le ramadhan par rapport aux autres mois", affirme Alwaleed Philantropies, l'organisme de charité du milliardaire saoudien Al-Walid ben Talal. Or, Alwaleed Philantropies met en garde les Saoudiens contre les méthodes utilisées par les mendiants qui n'hésitent pas à prétendre souffrir de handicaps ou "utilisent des enfants". La pratique peut être liée à des "gangs" et entraîner des abus, avertit Alwaleed Philantropies. "Avec environ 700 millions de riyals (165 millions d'euros) générés par la mendicité chaque année et en l'absence de dissuasion efficace pour empêcher la propagation de ce phénomène, Alwaleed Philantropies a lancé une campagne contre la mendicité", précise l'organisme dans un communiqué.

ARRESTATIONS

Avec le lancement de vidéos d'information et un site internet, il appelle les Saoudiens à adresser leurs dons aux "bonnes" associations caritatives du royaume. En Arabie saoudite, des enfants originaires d'Asie du Sud, d'Afrique de l'Est et du Yémen sont poussés au "travail forcé comme mendiants ou vendeurs de rue par des bandes criminelles", souligne le rapport 2015 du département d'Etat sur le trafic des humains. En 2014, plus de 8.000 mendiants ont été arrêtés dans le royaume, dont 70% d'étrangers mais, entre avril et décembre de la

même année, un seul a été inculpé, conformément à la loi contre le trafic des humains, selon ce rapport. Durant les quatre premiers jours du ramadhan, la police de Ryad a arrêté 90 mendiants, dont 34 enfants, selon le quotidien Arab News. Mais il en faut plus pour dissuader la mendicant à l'enfant devant la mosquée de la banlieue de Ryad. Cette femme, qui dit à l'AFP venir de Jazane (sud), demande l'aumône à des travailleurs asiatiques qui, même s'ils sont mal payés, lui donnent généralement un riyal. L'un des nombreux autres mendiants, la main bandée, tente sa chance avec des automobilistes à un carrefour de la ville.

VÉRITABLE PROFESSION

Dans un rapport de 2007, l'Unicef a estimé que la mendicité en Arabie était devenue une véritable "profession". De nombreuses familles venues pour le pèlerinage à La Mecque décident d'y rester de manière illégale et de "vivre de leurs enfants, allant même jusqu'à les louer à des mendiants adultes, de manière à continuer à gagner de l'argent et à en envoyer" dans leurs pays d'origine, selon l'agence de l'ONU. Des millions de fidèles effectuent chaque année le grand pèlerinage (hadj) ou la omra qui est très populaire durant le ramadhan. "Ces rites religieux sont associés à une tradition consistant à donner aux pauvres", écrit l'Unicef.

A quelques kilomètres de la Grande mosquée de La Mecque, une mendicant, installée devant un petit supermarché, accepte de parler, contrairement à beaucoup d'autres. Elle dit s'appeler Oum Mohammed et venir du Tchad. Après avoir effectué le pèlerinage il y a quelques années, elle a décidé de rester. "Les bonnes personnes aiment donner aux pauvres et aux nécessiteux et nous sommes pauvres", dit-elle. Elle affirme récolter entre 30 à 60 riyals (7 à 14 euros) par jour. Sur un bon mois, ses revenus peuvent atteindre selon elle jusqu'à 5.000 riyals (1.180 euros), et même plus durant le hadj. "On garde ce dont on a besoin pour survivre et on envoie le reste au Tchad", ajoute-t-elle.

Le Maroc premier producteur mondial de cannabis

Le Maroc est resté en 2014 premier producteur mondial de résine de cannabis, selon le rapport 2016 de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC), publié jeudi. Les rapports provenant des Etats membres sur les pays producteurs de résine de cannabis "suggèrent que le Maroc continue d'être le plus grand producteur mondial de résine de cannabis, suivi par l'Afghanistan et, dans une moindre mesure, le Liban, l'Inde et le Pakistan", souligne l'ONUDC dans son rapport 2016 sur les drogues, basé sur des données disponibles jusqu'à 2014. "L'Europe, l'Afrique du Nord, ainsi que le Proche et le Moyen-Orient demeurent les principaux marchés de la résine de cannabis, toujours produite en majeure partie au Maroc et en Afghanistan, comme le montrent les informations concernant la provenance de la résine saisie", note l'ONUDC dans son rapport. Selon les chiffres fournis par l'ONUDC, le Maroc a produit en 2013 quelques 700.000 tonnes de cannabis. La surface cultivée en cannabis avait alors atteint 47.196 hectares. Le Maroc a continué en 2014 à alimenter l'Europe et les pays de l'Afrique du Nord en Cannabis. L'essentiel de cette production a été acheminée via des réseaux de contrebande, alors que l'Afghanistan a été le principal pourvoyeur pour les pays voisins comme le Pakistan et l'Iran, selon le rapport.

Ayant été signalée par 129 pays au cours de la période 2009-2014, la culture du cannabis est restée la plus répandue des cultures de plantes servant à produire des drogues, suivie par celles du pavot à opium, puis de la coca, précise le document de l'ONUDC.

En 2014, du cannabis sous diverses formes avait été intercepté dans 95 % des pays ayant fourni des données sur ce trafic et a représenté plus de la moitié des 2,2 millions de saisies de drogues signalées à l'ONUDC cette même



année, suivaient les stimulants de type amphétamine, les opioïdes et les substances dérivées de la coca. "S'il y a eu une forte hausse des saisies de drogues de synthèse, le cannabis reste la drogue dont le trafic est le plus répandu dans le monde", note l'ONUDC dans son rapport. L'Office onusien estime, par ailleurs, qu'un adulte sur 20 a consommé au moins une drogue en 2014. Cela représente 250 millions de personnes âgées de 15 à 64 ans, chiffre équivalent approximativement aux populations de l'Allemagne, de la France, de

l'Italie et du Royaume-Uni réunies.

L'ONUDC avance que plus de 29 millions de consommateurs de drogues souffriraient de troubles liés à cet usage, que 12 millions d'entre eux pratiqueraient l'injection et que 14,0% vivraient avec le VIH sida. Selon les mêmes estimations, 207.400 décès, ou 43,5 décès par million d'habitants âgés de 15 à 64 ans, auraient été liés à la drogue en 2014. "Si ce nombre est également stable, il n'en témoigne pas moins d'une situation inacceptable qui pourrait être évitée", s'inquiète l'ONUDC.

Des aliments cultivés dans une terre similaire au sol martien propres à la consommation



Quatre légumes et céréales cultivés par un chercheur néerlandais dans une terre similaire à celle de Mars sont propres à la consommation humaine, a annoncé jeudi l'université de Wageningen, dans l'est des Pays-Bas. Les futurs colons de la Planète rouge pourraient se nourrir de radis, de petits pois, de seigle et de tomates directement récoltés de la terre carmin. Selon les résultats de recherches menées avec des imi-

tations de sol martien, ces aliments ainsi cultivés ne contiennent pas de quantité dangereuse de métaux lourds, a indiqué dans un communiqué la société Mars One, à l'origine d'un projet de colonisation de la planète et partenaire de l'équipe du chercheur. "Ces résultats remarquables sont très prometteurs. Nous pouvons en réalité manger ces radis, petits pois, seigle et tomates et je suis vraiment curieux de découvrir le goût

qu'ils ont", a déclaré Wieger Wamelink, cité dans le communiqué.

Après le lancement de ses premières expériences en 2013, le chercheur avait réussi à faire pousser du cresson, des radis et du seigle dans une terre similaire à celle de l'aride et rocaillieuse Mars et fournie par la Nasa. Celle-ci fabrique des ersatz de sols lunaire et martien à partir de terres issues d'un désert d'Arizona, au sud-ouest Etats-Unis, et d'un volcan à Hawaï. Dès la deuxième expérience, toutes les plantes semées, parmi lesquelles des tomates, des légumineuses et des plantes sauvages, ont poussé dans les deux sols. Restait toutefois la question à laquelle M. Wamelink vient en partie de répondre: ces légumes sont-ils propres à la consommation? Car, comme parfois sur la planète bleue, la terre martienne contient des métaux lourds qui, inoffensifs pour la croissance des plantes, peuvent être mauvais pour la santé humaine, voire mortels. Quatre des dix espèces actuellement cultivées dans les serres de l'université pour la troisième expérience ne contiennent pas de niveaux dangereux d'aluminium, de zinc, d'arsenic ou encore de fer et sont "consommables sans risques". La concentration en métaux lourds de certaines plantes était même moins élevée que dans celles cultivées sur du terreau, a précisé l'université de Wageningen.

Une tornade fait une centaine de morts en Chine



Les sauveteurs et le personnel médical s'activaient vendredi en Chine après le passage la veille d'une tornade et de pluies torrentielles ayant laissé des scènes de désolation et fait au moins 98 morts et des centaines de blessés. Des villages entiers ont été détruits et des arbres déracinés lorsque des vents de 125 km/h ont frappé jeudi après-midi la ville de Yancheng et ses environs, dans la province côtière du Jiangsu (est), a indiqué l'agence Chine Nouvelle. Le dernier bilan fait état de 98 morts et 800 blessés, ont annoncé les autorités provinciales sur leur site internet officiel.

Le président chinois Xi Jinping a donné l'ordre de mettre tout en œuvre dans les opérations de secours, après ce que Chine nouvelle a décrit comme la pire tornade ayant frappé le pays en un demi-siècle. Dans

le district de Funing, l'une des zones les plus touchées, les habitants marchaient au milieu des ruines de leurs maisons effondrées, beaucoup d'entre elles au toit arraché et aux murs écroulés.

Sun Yazhou, un habitant du district, conduisait un camion malaxeur de béton lorsqu'une tornade a arraché les vitres du véhicule. "Le ciel était complètement noir. J'avais peur, mais nulle part où me réfugier. Je ne pouvais qu'attendre", a-t-il déclaré à l'AFP. Zhou Xiang, le chef provincial des pompiers, a déclaré que la recherche de survivants dans les décombres était terminée, d'après Chine nouvelle, et que des manœuvres de nettoyage et de dégagement sont désormais en cours. Plus de 1.300 agents de police ont été mobilisés pour participer aux opérations, a ajouté l'agence.

APARTEMENTS

■ A louer un Appartement F4 - RDC à HAS-SI MEFSOUKH à usage de Bureaux ou Commerce - Tél : 0779.21.09.06 - 0667.43.64.20

■ Vends petit F2 - 45 m² au centre-ville ORAN et Bungalow à Coralès 190 m² - Tél : 0661.20.18.07

■ A louer un joli Appartement F3 situé à Haï Zitouna en face Rond-point El Bahia - Tél : 0560.95.04.53 - 0560.95.04.57

■ A vendre 2 Pièces - Cuisine au centre-ville ORAN - N° 0541.77.35.29 - 0772.27.01.48

■ Loue Appartement de 130 m² F4 + Terrasse de 20 m² - 2ème étage Pyramides USTO - Tél : 0796.99.57.11

■ ESPAGNE - Vends / Loue des Apparts pour la saison estivale - Gestion de toutes prestations à l'Espagne - 0550.540.880 / +34.655.755.767 (Viber, What up...)

■ Vds à MOSTA F3. Sup. 60 m². Acté. 1er étage. Refait à neuf. Kharouba Cité 600 Logements à côté de l'université. Vue sur mer. Idéal pour Habitation, Profession libérale médicale - Tél : 0771.04.29.33 - 0558.04.58.71

■ Loue à MOSTA : F4 - 4ème étage - équipé - pour les mois de Juillet et Août - Tél : 0558.04.58.71

■ Vends Appartement F4 Cité les Pyramides - 4ème étage - Libre de suite - Tél : 0560.06.10.87

■ PARIS - Loue Studio proche République 15 m². Entièrement équipé - 4ème étage du 3 au 31 Juillet - Tél : 0541.69.06.52

■ Vends : Studio 25 m² Bel-Air RDC (400 U) + F2 Rue Vieille Mosquée (500 U) + F2 Bd de l'Industrie 530 U + F2 Rue Med Khemisti (750 U) + F2 avec garage Maraval (10 U) + F3 Rue L. Ben M'hidi (850 U) + F3 Bd Maâta (750 U) - AG : 041.29.26.03 / 0552.58.43.72

■ Cherche pour ses clients sérieux : Location Apparts meublés F2, F3, F4, F5 + Nouveau Villa à ORAN pour Société - AG : 04, Rue Med Khemisti - 041.29.26.03 / 0552.58.43.72

■ Vends F5 - 200 m² - 2 façades - Haut standing. Type haussmannien + toutes commodités (C-Ville ORAN) - Prix après visite - Cui-rieux s'abstenir - Tél : 0554.52.51.30 ou 0674.74.92.22

■ Vends F3. 80 m². 2 Faç. 3ème étage. Cité calme & clôturée. Jardin. Parc pour enfants & Parking gardé H24. Ecole. CEM & Lycée juste à côté. Cité des Frères Benaïda - Zitouna à proximité de la Station Bahia - Tél : 0658.13.99.08

■ Vends F2 / F2 et F4 à Delmonte derrière la CASORAN - Actés + Livret foncier - Prix très intéressant, immeuble construction neuve : Ascenseur - Dalles espagnoles - Tél : 0775.93.79.95 - 0555.69.02.99

■ A vendre ou Echange Appart F3 à Hay El-Yasmine. 80 m² - 8ème étage avec Ascenseur. Refait à neuf de luxe - Acté - Echange contre F4 plus complément - Tél : 0555.62.04.23 - à partir de Midi 12 H

■ Vends Appartement 88 mètres carrés - Vue sur mer - Cité Bel Air - Prix offert : 11 Millions DA - Téléphoner au : 0799.50.54.50 - 0555.61.68.82

VILLAS

■ Vends : M.M. Haï Emir AEK (ex-St Remy) près Mosquée. Actée. R+2 - 280 m² (Bâti 200 m² + 80 m² Cour) 7 PC. SB. Puits. Dépôt 150 m² vide. Convient toute activité : Industrie - Artisan - Accepte échange R+1 ou F5 - Tél : 0797.55.69.80 - Mohamed - PD : 40 M

■ Vends Maison de Maître au bord de la mer (Pieds dans l'eau) à Claire-Fontaine - Ain El Turck - ORAN - Prix après visite - Tél : 0541.63.53.57

■ A louer une Villa 2ème étage plus Jardin à Bir El Djir plus un Studio en face l'hôtel Royal - ORAN - Tél : 0557.13.36.20

■ Vends Maison Maître R+1 avec 2 Locaux - Bien située à Cité Petit - ORAN - Superficie 114 m² - Acté + L.F. - Endroit commercial - Prix après visite - Tél : 0774.31.86.45 ou 0777.17.14.70

■ EL AMRIA (W. TEMOUCHENT) : Vds Villa style coloniale 2 étages - 10 Pcs - Très grande cour en plein centre-ville - 250 m² - Tél : 0541.06.11.78

■ Loue Villa 400 m² - R+2 - Dépôt 300 m² - à Bir El-Djir 14 Coopérative - Convient Siège Société - Ecole - Clinique... etc. - P.D : 18 M - Tél : 0553.80.77.52

■ Particulier vend Villa de 240 m² située à Kharouba (W. de MOSTAGANEM) vue sur mer, comprenant 2 étages + terrasse + sous-sol - Finie à 80% - Double façade - Emplacement agréable - Contacter le : 0550.04.20.27

■ A vendre Villa 221 m² (Rez-de-chaussée) - 2 Façades - Bâtis 187 m² - à Akid Lotfi derrière Meuble Almanïa - Tél : 0551.68.64.59 - 0662.49.56.21

■ Vends Villa R+1 (223 m²) Pépinière Moustakbel III - Bir El Djir - ORAN : Salon + Salle à manger + 5 Pièces - Tél : 0540.99.87.80

EMPLOIS

■ Société privée recrute une Secrétaire de direction et une Responsable de magasin ayant une expérience dans le domaine, âgée de 40 ans et plus (de préférence) - Veuillez envoyer votre CV à : Recrutement-dz2016@hotmail.com

■ ETCG Guessass recrute Secrétaire de direction qualifiée - Salaire suivant compétence - Nous contacter au : 15, Rue Mirraux - ORAN - Email : ETP.Guessass@yahoo.fr - Fax : 041.41.15.41 - Mobile : 0560.07.24.73

■ H 55 ans : Cadre Polyvalent. Profil : Economiste - Financier expérimenté, libre de tout engagement cherche Emploi stable correspondant au profil - Contact : oranmanager5@gmail.com

■ A MOSTAGANEM. Hôtel recrute : Agent Entretien - Gardien - Serveuse - Envoyez obligatoirement le CV sur l'adresse : tourisme.soleil@yahoo.fr - Tél : 0795.95.67.39 / 0799.99.22.18

■ Clinique située à Akid Lotfi cherche : Assistantes dentaires et Réceptionnistes maîtrisant l'outil informatique et la langue française - Veuillez envoyer CV à : dentiste31@yahoo.fr

■ Pharmacie à Haï El Yasmine 2 cherche Vendeur (se) expérimenté (e) - Tél : 0551.06.91.00 - Email : Pharmabireldjir@gmail.com

■ Institut de Beauté Québec - Canastel - ORAN : Cherche Coiffeuse et Esthéticienne sérieuses - Contacter : 0770.48.47.18

■ Dame cherche Enseignante de langues française + anglais + arabe pour donner des cours particuliers à domicile : Niveau 1 AM - Tél : 0661.31.01.20

■ Agence de Voyages recrute Agent Commercial (F) résidant à ORAN - Envoyer CV : recrutement.agence40@yahoo.com

■ Société privée cherche Secrétaire maîtrise Excel assuré + Vendeur au magasin - Tél : 0661.33.79.16 - 0559.31.71.28

■ Salon de Coiffure & d'Esthétique cherche une Coiffeuse professionnelle et sérieuse à ORAN - Tél : 0790.20.31.20

■ Recrute Serveur de cafétéria à ORAN - 5.000,00 DA/P/semaine + Assurance sociale - Tél : 0771.30.84.94

■ Recrute Tourneur Fraiseur avec expérience - Envoyer CV par mail : etsyoussel@gmail.com

■ Sté à ORAN recrute 01 Chauffeur PL - VL - Expérience dans les démarches de tout genre, dynamique, âgé de 35 ans et plus demeurant à ORAN - sigirecrutement@gmail.com

■ Sté à ORAN recrute un Technicien Supérieur en Electronique - Expérience sur automate programmable, avoir déjà travaillé sur des presses d'injection plastique - Salaire motivant - Possibilité Logement de fonction et autre avantage si compétent - sigirecrutement@gmail.com

■ Sté à ORAN recrute 10 Machinistes niveau Moyen ayant déjà travaillé sur machine industrielle, acceptant travail de quart, sérieux, non fumeur, demeurant à BIR EL DJIR et environs - Envoyez : sigirecrutement@gmail.com

■ Sté à ORAN recrute 01 Mécanicien industriel, connaissance en machine automatisée et tour mécanique, expérience 4 ans, diplômé dans la matière, sérieux et dynamique - sigirecrutement@gmail.com

■ Importante Sté Agroalimentaire recrute à Hassi Ameur ORAN : Un Cadre de niveau profil H.S.E. - Expérience exigée dans le domaine plus de 05 ans - Envoyez vos CV à : rajarecrute@yahoo.fr

■ Sté à SIDI BEN YABKA recrute des : Magasiniers - Soudeurs - Manœuvres - Agents Polyvalents - Tél : 0782.12.52.43

■ Restaurant et Café « Arafa » à MASCARA cherchent deux Gérants pour la gestion du Café et des Serveurs pour les 2 établissements sortant d'une école hôtelière - Tél : 0668.54.78.26

VEHICULES

■ Je loue un Camion Frigo - Année 2012 " K2700 " en bon état - Sans Chauffeur - Tél : 0771.57.15.06

■ Location Rétro Chargeur TEREX - Année 2013 - Mobile : 0551.86.39.57 - 0781.33.30.19

■ A vendre Golf Plus 1,9 TDI - Année 2011 - Km 250.000 - Excellent état - Couleur Grise - Prix 140 U - Tél : 0770.12.42.67

■ A vendre Pièces de Rechange neuves d'origine ancien modèle : Peugeot - Renault - Daewoo et Lots de Triangles de panne + Lots de Palettes en bois (100) - Tél : 0791.49.69.50

■ Achat Véhicules accidentés ou en panne Légers ou Lourds - Tél : 0550.59.03.60 / 0771.39.49.82 / 021.91.35.62

TERRAINS

■ S.B.A. : A vendre Lot de Terrain - Acté - à Haï Boumelik - Sup. 87,50 m² - Tél : 0791.43.48.02

■ Vds à 25 Km de MOSTA, Douar Ghouzyia, idéal pour Habitation / à 4 Km de la plage Bosquet : Terrain clôturé. Sup. 160 m² / 350 m² avec carcasse, clôturé - Tél : 0558.04.58.71 - Pas d'intermédiaire

■ Vends Terrains : 150 m² Bd commercial Millenium + 220 m² Pépinière + 350 m² Point du Jour + 400 m² Cité Petit Dalia + 400 m² St-Hubert + 460 m² côté Bd Front de Mer - AG : 04, Rue Med Khemisti - ORAN - 041.29.26.03 / 0552.58.43.72

■ Lot de Terrain de 500 m² sur Aïn Ibrahim - MOSTAGANEM - Acté avec Livre foncier - 10 m de façade et 50 m de longueur en face la mer - Tél : 0554.58.66.44

LOCAUX

■ Loue : T. beau Local 20 m² avec une baie vitrée - Climatisé - Général Ferradou - Gambetta - Tél : 0663.80.00.12

■ Vente ou Echange : 3 Gds Locaux bien situés à Akid Lotfi. Superficie de : 52 m² - 62 m² mitoyen et 32 m² - Possibilité de toute activité - à qui la chance ? Prix après visite SVP !!! Toutes propositions acceptées - NORV : 0560.38.24.80

■ Local à vendre à Akid Lotfi de 176 m² composé de 4 Locaux jumelés : deux de 55 m² et deux de 33 m² - Vente ensemble ou séparée - Tél : 0552.09.48.51

■ A louer Local R+1 à Choupot. Sup. RDC: 90 m² - 1er : 110 m² - Bien aménagé avec toutes commodités - Gaz - Elect. - Clim - Cuisine - 3 Sanitaires - Pour Cafétéria ou Restaurant - Tél : 0771.48.59.43

■ Cherche Local ou Villa ou toute une Maison pour donner des Cours de Formation pour des jeunes étudiants - Payement une année d'avance garantie - Merci - Appelez-nous vite au Tél : 0657.10.50.60

■ Mets en Location : Supérette 280 m² à Fennandville - Opérationnelle - Contacter : 0551.15.90.63

■ Affaire - Vds Local à Maraval 45 m². Acté. Fonds 250 U ferme - Loue F2 : Plateau - Ecomühl - Boulanger 2 U - F2 Hay Yasmine 2 U - F3. F5 L. Ben M'hidi 3,5 U - 4 U - F4 Hôp. militaire 4,5 U - HOUHOU - 041.21.07.96 - 0555.444.172

■ Je mets en vente un Dépôt de 154 m² situé à Saint Eugène (l'Hippodrome) - Pour plus d'info, veuillez contacter : 0560.02.33.80

PENSÉE
A mon frère
GHALEM Saïd
(25/06/2005 - 25/06/2016)
Cher frère,
il y a des dates qui restent indélébiles, celle de ton départ vers l'au-delà, le 25 Juin, qui coïncide cette année avec le mois sacré du Ramadan, en est une. Tu étais le pilier de ta (grande) famille. Pour cette raison et pour tant d'autres, humaines, reconnues par tous ceux qui t'ont connu, tu resteras à jamais dans les cœurs et pensées de ceux qui t'aimaient. Repose en paix auprès de notre père et que Dieu vous accueille en Son Vaste Paradis. A Lui nous appartenons à Lui nous retournons.
Ton frère GHALEM Ahmed

■ A vendre Boulangerie Fonds et Murs en activité, bien placée au meilleur des bâtiments à Yasmine 2 (à côté de Hasnaoui) ORAN - Tél : 0770.73.00.65 - 0770.81.47.11

■ Vends Local sur grand Boulevard (Avenue Sidi Chahmi - Delmonte - ORAN) - Sup. RDC : 30 m² avec Soupente en dalle de 30 m² avec sanitaires et bien aménagé - Tél : 0771.26.54.78

■ Loue local centre-ville Place des Victoires. 2 Façades. 3 Vitrites. 3 Rideaux automatiques. Très bien aménagé : 100 m² + 80 m² Soupente - 25 Unités / Mensuel - Tél : 0552.09.48.51

■ Vends Local 33 m² à Akid Lotfi - Bien aménagé - Vitrine - Rideau électrique - Situé entre les Pompiers et la Mosquée - Offert 11,5 - Demande 13 - Tél : 0552.09.48.51

DIVERS

■ Pour tous vos besoins de Plomberie Grands et Petits Travaux - Sanitaire - Installation - Gaz - Eau - Dépannage : Appelez le 0559.91.73.14 - Rendez-vous avec ponctualité

■ Vends Fauteuil Dentaire bon état avec Tablette - Compresseur - Poupinel... etc. - Tél : 0781.41.42.69 - Bon Prix

■ Vends Bouteille en verre (Spécial) 25 cl - état neut - et Malaxeur 100 l en inox - Plus d'infos contact : 0554.705.713

■ Vends 2 Comptoirs de : 1er 50 L - Frigo Présentoir 2 m 50 - Four Calentica ou Osbane pas servi - Bétonnière - Photocopieuse en marche - Tél : 0795.21.91.17

■ A vendre Four à Pizza très bon état 2 x 4 - Italien - N° 0556.41.43.92

■ Vends Lot de Matériels de Pêche (Sardinier) : Filets (02) - Sondeur Furon 668 - Abat-jour 02 + Pompe Turbine Double - Canot 3,50 m + Canot de lumière en bois - Tél : 0552.38.84.84

■ A louer une Licence de Taxi Wilaya ORAN (31) - Tél : 0550.15.46.64

■ Vente en Gros Lot de Vêtement et Sous-vêtement - Chaussures - Femmes / Hommes / Enfants - Venus de l'Angleterre - Merci - Tél : 0795.28.89.03

PENSÉE
Voilà 2 mois que notre cher **BOUZID Abdelkader** nous a quittés, laissant derrière lui sa famille et ses amis choqués et attristés. Mme BOUZID Djamilia et ses filles tiennent à remercier les familles : Bouzid, Benzaid, Benanane, Saïdi, Benichou, Cheddoud, Keddar, Chelghoum, Kadi, Tourni, Hachemi, Benaceur, Merine, Serradi, Bendidi, Bendali, Khelifi, Krissat, Radoui, Benasla, Meloua, Benameur et tous ceux qui ont partagé leur douleur. « Plus fort que la mort, la présence des absents » On ne t'oubliera jamais Papa Champion.
Ta femme Djamilia et tes filles Wafaa, Asmaa, Safaa et Elyne

PENSÉE
A la mémoire de notre chère grand-mère **Mima Fatima MERED veuve MERAD**, qui nous a quittés le Samedi 18 Juin 2016. Tu regorgais d'amour, d'affection, de tendresse et d'attention. Tu nous en as tant donné. Tu as été une grand-mère idéale que l'on ne veut partager avec personne, un secret que l'on garde pour soi. On n'oubliera pas cette chaleur humaine, cette grandeur d'âme. Nul ne peut oublier, que c'est dur de faire semblant que tout va bien. Ton absence que l'on supporte difficilement a laissé un grand vide dans nos cœurs. Ses petits-enfants ainsi que toutes les familles MERAD, BENMANSOUR, BOUKLIA-HASSANE et HAMIDOU se joignent et demandent à tous ceux et celles qui l'ont connue d'avoir une pieuse pensée pour elle. « A Dieu nous appartenons et à Lui nous retournons ».
Mohammed Imad Eddine MERAD
إنا لله وإنا إليه راجعون

■ Vente Lots Vêtements Homme - Femme - Enfant - Bébé - Origine France - Tél : 0560.00.44.00

■ Vente en Gros Lot de Vêtement et Sous-vêtement - Chaussures. Femmes / Hommes / Enfants - Venus de l'Angleterre - Merci - Tél : 0795.28.89.03

■ A vendre Broyeur pour plastique italien marque PREVIERO - Puissance 120 CV - Excellent état : PVC - PEHD - PET - Bloc Plastique - Tél N° : 0770.79.99.14

■ Mesdames, Messieurs, si vos parents sont dans l'impossibilité d'effectuer une Omra ou (1) Pélerinage, je suis à votre disposition pour le faire à leur place avec tous les honneurs qu'ils méritent et me ferais une Omra pour moi, que j'ai toujours souhaitée - Dieu vous le rendra - N° Tél : 0658.72.21.50

■ Entreprise de BA 13 vous propose un Travail de Qualité et Finition - Entrepreneur ou Particulier, n'hésitez pas - Contactez-nous au : 0550.48.66.78 - Face book : anwi deco

■ A vendre Matériel de Menuiserie : 12 Machines bon état et Outillage - Tél : 0658.04.45.22

■ A vendre Matériel de Cafétéria (un Comptoir en Inox 3 mètres + un Frigo 3 mètres + le Haut de Frigo Inox) - Tél : 0551.68.64.59

■ Bells, Bells : Disponibilité immédiate Lampes Sodium, Mixte, Mercure, Double Enveloppe, Tube et GLS 75 W 60 W... etc. Lampe 24 V 60 W, autres Produits - Nous consulter : 041.32.40.48 et 041.32.40.58 - Fax : 041.32.61.16

■ UniBeauté Centre de formation Prof. sis : 04, Rue Ezzaoui Mustapha - Gambetta - ORAN : Assure des Formations en Coiffure Dames : Technique de Coiffure - Permanente & Défrisage - Coloration - Coupe - Chignons - Tél : 041.53.32.23 / 32-32

■ Réparateur Machine à laver ORAN sur Google, Skype ou bien Facebook pour retrouver mon téléphone - Réda MERAD : 0552.65.23.94 - Intervention à domicile sur ORAN et Banlieue, en votre compagnie

■ UniBeaute Centre de Formation Professionnelle, sis : 04, Rue EZZAOUI Mustapha - Gambetta - ORAN : Assure des Formations en Esthétique : Soins du visage - Epilation - Maquillage - Manucure & Pédicure - Massage. - Tél : 041.53.32.23 / 32-32

PENSÉE
Cela fait six ans que notre cher papa nous a quittés
BOULERIEL Mohamed
né le 13 Novembre 1931 à MASCARA - décédé le 25 Juin 2010 à Youb SAÏDA.
Tu nous manques toujours.
Ta fille aînée

PENSÉE
Ça fait une année que tu nous as quittés notre père, frère et ami **ABDEDDAÏM BENSELEM** la personne la plus remarquable qu'on a connue. Tu nous as donné ta dignité, ton bonheur, ta joie et ton amour. On ne t'oubliera jamais. Repose en paix sahbi.
Ton fils Mohamed / Ta femme Zoubida / Tes filles Yamina, Khadidja et Hassiba, ainsi que tes petits-fils et petites-filles qui t'adoraient

Vends des Lots de Terrain viabilisés de 200 m²
« Lotissement Zaouia »
ORAN SIDI MAAROUF
(Promotion SIDI ATTALLAH)
Téléphone : 041 240 338
Mobile : 0560 069 555
Siège : 03, Rue Beni Handel (Ex-Vaucluse)
Boulangier - ORAN

S / PRV. cherche
Assistante de Direction ou Commerciale ayant expérience dans le domaine médical ; sérieuse, motivée.
Veuillez envoyer vos CV sur ad-mail: (recrut31job@gmail.com)

PERSE LES 1001 NUITS
IRAN
14 jours / 13 Nuitées
du 23/07 au 05/08/2016
et du 12/08 au 25/08/2016
Pension Complète – Excursions – Visites – Assistances
Visa - Guide Francophone - Hôtels 4 Etoiles
Inscription et Reservation
Agence TTS
5, Rue Jean-Marie Laribere Oran
Tél. Oran : 041/333743 / 041 33 60 66 / 041 33 63 25
Tél. Alger : 021 63 36 44/45/43 - 021 52 28 83
NE VOUS Y PRENEZ PAS A LA DERNIERE MINUTE

CONDOLÉANCES
Les membres de l'administration générale et l'ensemble du personnel de la société **SARL POLYMA INDUSTRY - EMBALLAGE PLASTIQUE.**
Très affectés par le décès du conjoint de M. MESLEM Djamel dit **KADDA** née **HOUIDENE NACERA** survenu le 20/06/2016 en son domicile mortuaire sis à « EL BAHIA CENTER MOBILART » Oran.
Présentent à toute sa famille leurs sincères condoléances et l'assurance en cette pénible circonstance de leur profonde sympathie.
Que Dieu, Le Tout-Puissant, accorde à la défunte Sa Sainte Miséricorde et l'accueille en Son Vaste Paradis.
« A DIEU NOUS APPARTENONS ET A LUI NOUS RETOURNONS »

Eliminatoires Mondial 2018

L'Algérie dans un groupe difficile

M. A.

Alors que la question de l'entraîneur n'a pas encore été tranchée et demeure toujours en suspens après le départ du Français Christian Gourcuff malgré toutes les pistes évoquées où de grands noms ont été avancés mais vite démentis par le président de la FAF Mohamed Raouraoua lors de la dernière réunion du bureau fédéral où il a été catégorique : l'Algérie n'est pas en mesure de répondre aux exigences financières de techniciens de haut niveau. Les Verts sont fixés depuis hier quant à leurs adversaires du dernier tour des éliminatoires du Mondial 2018 dont la phase finale aura lieu en Russie à l'issue du tirage au sort qui s'est déroulé au siège de la CAF dans la capitale égyptienne Le Caire. Tête de série en raison de son statut de première nation africaine dans le classement FIFA de juin 2016 et figurant en toute logique dans le pot 1 aux côtés de la Côte d'Ivoire, du Ghana, du Sénégal et de la Tunisie, l'Algérie qui aspire à une troisième qualification de rang et une cinquième de son histoire à ce rendez-vous planétaire du ballon rond n'a pas été épargnée par le tirage au sort car se retrouvant, selon les spécialistes, dans le groupe de la mort avec deux solides concurrents qui ont des traditions dans cette épreuve, à savoir un Cameroun en phase de reconstruction et le Nigeria qui a perdu de sa superbe comme l'atteste son ab-

sence à la CAN 2017 au Gabon. Outre le Cameroun et le Nigeria, les Verts retrouveront sur leur chemin la Zambie qui reste comme le petit poucet du groupe B. Donc, le moins que l'on puisse dire malgré la difficulté de la mission les camarades de Ryad Mahrez qui sont attendus au tournant, font figure de favoris. Sur la continuité du Mondial brésilien où ils ont laissé une grosse impression, les Verts ne comptent pas s'arrêter en si bon chemin car possédant des joueurs de classe mondiale qui peuvent faire la différence à tout moment. La balle se trouve à présent dans le camp des camarades de Brahim qui ont une notoriété à défendre outre le nouvel entraîneur qui sera connu prochainement, lequel profitera certainement du dernier match face au Lesotho pour superviser le groupe qui devra disputer un autre match amical avant de passer aux choses sérieuses et amorcer un long périple sur six périodes FIFA entre le 3 octobre 2016 et le 17 novembre 2017. Concernant les autres groupes, le C où l'on retrouve la Côte d'Ivoire, le Maroc, le Mali et le Gabon s'annoncent lui aussi relevé. Pour sa part, la Tunisie dans le groupe A semble bien loti face à la Libye, la RD Con-



go et la Guinée. De son côté l'Egypte, qui a contesté sa position dans le pot 2 avant le tirage au sort, se retrouve dans le groupe E où seule le Ghana peut lui contester la suprématie, le Congo et l'Ouganda qui complètent le groupe E étant des adversaires largement à la portée des pharaons.

Enfin, l'autre tête de série, le Sénégal tout comme la Tunisie semble en position de force dans le groupe D face à des adversaires loin d'être des foudres de guerre, à savoir le Burkina Faso, l'Afrique du Sud et le Cap Vert.

Les groupes

- Groupe A : Tunisie, Libye, RD Congo, Guinée
Groupe B : Zambie, Cameroun, Algérie, Nigeria
Groupe C : Gabon, Mali, Côte d'Ivoire, Maroc
Groupe D : Sénégal, Afrique du Sud, Burkina Faso, Cap Vert
Groupe E : Ghana, Egypte, Congo, Ouganda

Handball- Tirage au sort Mondial 2017
Les 24 équipes en lice fixées

À quasisment 200 jours du coup d'envoi du Championnat du monde de handball 2017, une étape importante a été franchie ce jeudi avec le tirage au sort qui a permis aux 24 équipes en lice de savoir quels seront leurs adversaires lors de la phase de poules qui débutera le 11 janvier 2017. Six chapeaux de quatre équipes chacun avaient été préalablement constitués selon une hiérarchie établie par la Fédération Internationale de Handball (IHF).



Les quatre poules

- Poule A : France, Pologne, Russie, Brésil, Japon, Norvège
Poule B : Espagne, Slovaquie, Macédoine, Islande, Tunisie, Angola
Poule C : Allemagne, Croatie, Biélorussie, Hongrie, Chili, Arabie Saoudite
Poule D : Qatar, Danemark, Suède, Egypte, Bahreïn, Argentine

Angleterre

Le Brexit, une catastrophe pour la Premier League ?

La décision des Britanniques de claquer la porte de l'Union européenne pourrait avoir des conséquences terribles pour le championnat anglais. Tout du moins si les règles actuelles ne changent pas... Alors que le football britannique a pour l'heure fait carton plein à l'Euro 2016, les trois représentants du Royaume-Uni ayant en effet franchi le cap de la phase de poules, de même que le voisin irlandais, prochain adversaire des Bleus en huitièmes de finale, la Premier League pourrait connaître d'ici peu une crise majeure. La faute au Brexit, acté par les électeurs du Royaume-Uni à 51,9%. Car la décision des Britanniques de quitter l'Union Européenne risque bien d'être lourde de conséquences pour le championnat anglais. Et pas seulement en raison de la baisse du pouvoir d'achat à prévoir, conséquence directe de l'effondrement attendu de la Livre Sterling. De nombreux diri-

geants craignent par ailleurs un exode forcé des joueurs européens, dont de très nombreuses vedettes de la Premier League. Car à l'instar des joueurs africains, asiatiques ou sud-américains aujourd'hui, les joueurs européens risquent en effet de devoir désormais justifier d'un permis de travail pour évoluer en Premier League. Un contrat de travail dont l'obtention obéit à des règles bien précises. Un étranger doit en effet avoir joué 30 % des matches de sa sélection nationale au cours des deux dernières années si cette nation figure parmi les 10 premières du classement FIFA, 45 % des rencontres si la sélection est entre la 11e et 20e place, 60 % des matches si la sélection est entre la 21e et la 30e place et enfin 75 % pour les sélections qui apparaissent au-delà de la 30e place du classement. Des règles strictes qui selon la BBC empêcheraient 122 des 168 joueurs européens présents dans les clubs de l'éli-

te d'évoluer en Premier League. Sans même évoquer les joueurs qui n'ont pas leurs gallons d'internationaux, Morgan Schneiderlin, Dimitri Payet, N'Golo Kanté, Samir Nasri ou Laurent Koscielny n'auraient ainsi pas suffisamment joué avec l'équipe de France ces deux dernières années pour prétendre au permis de travail. Reste à connaître la position précise des dirigeants anglais. Car si la Premier League avait expliqué qu'un vote pour le maintien du Royaume Uni dans l'UE était préférable, ses dirigeants n'avaient jamais voulu se montrer précis quant aux répercussions à attendre. »Il y a un processus d'ouverture de la Premier League, ce serait totalement incongru de prendre la direction inverse», avait d'ailleurs assuré Richard Scudamore, le patron de la PL, il y a peu. Et tant pis pour ceux qui voyaient là l'occasion de favoriser le développement des jeunes footballeurs anglais.

Eliminatoires CAN-2017 (U-17)

Aujourd'hui Algérie-Libye

Les Verts en position de force

La sélection algérienne de football des moins de 17 ans (U-17) table sur une victoire sécurisante face à la Libye ce soir (22h00) au stade Omar-Hamadi de Bologhine en match aller du premier tour des éliminatoires de la Coupe d'Afrique de sa catégorie prévue en 2017 à Madagascar. L'Algérie n'a plus participé à une phase finale de la CAN des U-17 depuis 2009, lorsqu'elle a terminé deuxième du tournoi organisé à Alger.

Les protégés de Saber Bensmain espèrent justement mettre un terme à huit années de disette en arrachant leur billet pour le prochain rendez-vous continental qui sera qualificatif à la Coupe du monde prévue la même année. Dans cette optique, le staff technique national a multiplié les stages et les matchs amicaux depuis son installation il y a de cela plus d'une année. Il souhaite cueillir les fruits des efforts consentis dès cette première sortie officielle des

siens. Le fait que le match retour, qui aura lieu mercredi, soit programmé également à Alger en raison de la situation sécuritaire précaire prévalant en Libye, augmente les chances des jeunes Algériens de valider leur billet pour le prochain tour éliminatoire. Les poulains de Bensmain ont participé, du 28 mai au 4 juin, au tournoi de l'Union nord-africaine de football (UNAF) de la catégorie au Maroc, et au cours duquel ils ont fait trois matchs nuls face au Burkina Faso (0-0), au Maroc (2-2) et à la Tunisie (1-1).

À l'issue de ce tournoi, l'entraîneur national avait relevé des «carences», notamment au niveau du secteur offensif qui «manquait d'efficacité», selon ses dires. Le match aller face à la Libye sera officié par l'arbitre marocain Samir Guezaz, assisté de ses deux compatriotes Mouhib Filali et Yahia Nouali, alors que le quatrième arbitre est le Marocain Hicham Tazi.

Copa America 2016

Le Chili retrouvera l'Argentine en finale



La revanche de la finale de la Copa America 2015 aura bien lieu: le Chili a rendez-vous avec l'Argentine demain grâce à sa victoire 2 à 0 en demi-finale contre la Colombie, mercredi à Chicago. Il a fait parler la foudre pendant le premier quart d'heure, il a ensuite essuyé un avis de tempête pendant plus de deux heures, avant de laisser passer l'orage colombien en seconde période : c'est peu dire que le Chili a vécu une demi-finale tourmentée qui s'est terminée au bout de la nuit pour les 55.400 spectateurs. La rencontre avait pourtant très bien commencé pour la Roja. Après seulement sept minutes de jeu, Charles Aranguiz ouvrait la marque en profitant d'une relance hasardeuse dans l'axe de la défense colombienne pour fusiller à bout portant David Ospina. Le gardien colombien n'était pas exempt de reproches sur le second but chilien seulement quatre minutes plus tard : il se faisait surprendre par un tir de son coéquipier à Arsenal Alexis Sanchez. Le ballon percutait son montant droit pour échouer dans les pieds de José Fuenzalida qui pouvait tranquillement doubler la mise. Menée 2 à 0, la Colombie, privée de Carlos Bacca, limité au rôle de joker de luxe à cause d'une contracture musculaire, s'est alors réveillée et a pris résolument l'ascendant. Mais sa star James Rodriguez butait sur Claudio Bravo (22), lequel réalisait deux arrêts de grande classe juste avant la pause.

Alors que les deux équipes s'apprétaient à sortir des vestiaires après la pause, les organisateurs annonçaient que le début de la seconde période était retardé jusqu'à nouvel ordre en raison d'un risque de tempête. Un délu-

ge a fini par s'abattre sur le Soldier Field de Chicago et après deux heures et demie d'attente, les débats ont pu reprendre avec une équipe toujours nettement supérieure, la Colombie. Mais l'arbitre lui refusait un penalty (46), puis excluait Carlos Sanchez (57) après un second avertissement. Même réduits à dix, les «Cafeteros» continuaient à bousculer des Chiliens mal à l'aise sur la pelouse détrempée et incapables, sans Arturo Vidal, suspendu, de reproduire leur récital du quart de finale contre le Mexique (7-0). «On avait des arguments pour aller en finale, mais on a mal débuté ce match», a regretté le sélectionneur de la Colombie José Pekerman, qui estime que son équipe a été «victime d'une certaine injustice». Il faudra au Chili retrouver son football conquérant pour affronter l'Argentine qui a l'occasion de décrocher son premier titre depuis 1993 et n'a pas oublié la finale de la Copa 2015, perdue aux tirs au but à Santiago il y a un peu moins d'un an (0-0 a.p., 4 tab à 1).

«La principale qualité de cette sélection est sa mentalité, elle n'abdique jamais, elle croit toujours qu'elle peut gagner», a prévenu le sélectionneur de la Roja, Juan Antonio Pizzi. Le Chili et l'Argentine se sont déjà affrontés aux Etats-Unis, à l'occasion de leur entrée en lice remportée 2 à 1 par l'Albiceleste. Mais l'Argentine était alors privée de Lionel Messi, menagé en raison de douleurs au dos. Depuis, la star du FC Barcelone éclabousse de sa classe la Copa 2016, comme mardi en demi-finale contre les Etats-Unis (4-0) avec un but et deux passes décisives. «La situation est différente, le Chili est au sommet de sa forme», a estimé Pizzi.

MC Oran

Omar Belatoui, nouvel entraîneur

M. Benboua

Le débat concernant l'avenir de la barre technique du club oranais, lancé depuis plusieurs jours déjà, a trouvé hier son épilogue avec la désignation d'Omar Belatoui comme entraîneur en chef du Mouloudia d'Oran. Pour rappel, cette histoire d'encadrement technique a énormément monopolisé l'attention et en l'absence d'information précise aussi bien sur le nom ni même sur la nationalité de l'entraîneur, la voie est restée ouverte à toutes les spéculations, notamment avec cette problématique qui a divisé bon nombre de responsables et férus des Mouloudéens, avec d'un côté une frange qui a insisté sur la nécessité de faire appel à un entraîneur du cru et, de l'autre, une majorité qui plaçait la cause d'un entraîneur étranger. En tout cas, pour les spécialistes la désignation de Belatoui est un choix judicieux, surtout qu'il y a urgence en la matière à quelques jours seulement du début de la préparation. Ce dernier, qui a déjà acquis

une grande expérience dans le championnat algérien, a l'avantage de connaître bien la maison pour avoir déjà dirigé le Mouloudia à plusieurs reprises, où il a toujours laissé une bonne impression. Aussi, le fait qu'il soit un enfant du club est également un point positif pour l'équipe, et sa popularité auprès des supporters devrait mettre tout le monde sur la même longueur d'onde.

L'autre élément à prendre en considération est que Belatoui ne badinera pas avec la discipline. Mais au-delà de tout, Belatoui ne devrait pas coûter cher à la direction, surtout après l'échec des négociations avec les deux techniciens étrangers, Dominique Bijotat et Gianni Solinas, qui se sont montrés trop gourmands sur le plan financier. Pour l'heure, Omar Belatoui que nous avons essayé de joindre hier, se trouve en France. Son retour à Oran est prévu dans les prochains jours où il devrait parapher directement son contrat et tracer dans la foulée une première feuille de route pour entamer la préparation qui, pour rappel, se dérou-

lera à Tlemcen. A noter que Omar Belatoui sera secondé par Mecheri Bachir et Benabdallah Abdeslam, ce dernier ayant remplacé Saoula Karim au poste d'entraîneur des gardiens. La question de l'encadrement technique tranchée, la direction est appelée désormais à s'attaquer à d'autres volets importants, notamment ce problème de règlement des litiges. En effet, et jusqu'à preuve du contraire, le MCO est interdit de recrutement en raison des contentieux financiers vis à vis d'anciens joueurs et dont la facture s'élève à 2 milliards 100 millions de centimes. Quoi qu'il en soit, la première démarche pour le Mouloudia est désormais de réduire cette somme, d'autant que la direction se dit prête à déposer des preuves que plusieurs joueurs ont touché leurs dus avant de quitter le club. Enfin, il serait utile de préciser que le président Belhadj a réussi à trouver un terrain d'entente avec son homologue de l'USMH pour le transfert du jeune attaquant Meziane. Ce dernier devrait être la dernière recrue du MCO cet été.

CA Batna

Le programme de préparation arrêté

Le CA Batna, nouveau promu en Ligue 1 professionnelle de football, effectuera deux stages, à Batna et en Tunisie, inscrits dans le cadre des préparatifs pour la saison 2016-2017, ont indiqué jeudi les dirigeants du club batnéen.

Le premier regroupement, prévu sur deux sessions à partir du 27 juin prochain, aura en premier lieu au stade Mostafa Sefouhi, où les entraînements se dérouleront en nocturne jusqu'à la fin du mois de Ramadhan, tandis que la seconde session débutera après l'Aïd El-Fitr à l'Ecole nationale des sports olympiques d'El-Bez de Sétif, a-t-on affirmé de même source.

L'équipe se déplacera ensuite, dès le 27 juillet prochain, au centre El Mouradi-Hammam Bourguiba, non loin de Tabarka, en Tunisie, pour y effectuer un deuxième stage d'une dizaine de jours. Un choix, a-t-on noté, explique par certains avantages, comme la disponibilité d'un nombre important de potentiels sparring-partners, qui permettra aux joueurs de bien préparer l'entame de la saison prochaine.

Selon la direction des «Rouge et Bleu», ce centre tunisien offre de bonnes conditions de préparation du fait qu'il dispo-

se, entre autres, d'une piscine thermale couverte, d'un terrain de football gazonné, de courts de tennis, ainsi que d'un parcours de santé en montagne, idéal pour l'oxygénation.

Le club phare des Aurès s'apprête à disputer sa première saison en Ligue 1, après trois saisons passées dans le deuxième palier, et compte entamer la saison 2016-2017 dans la sérénité, sans «trop chambouler l'effectif», selon le président du club, Farid Nezzar, qui aspire à faire mieux au cours de cette saison, en dépit de la crise financière à laquelle leur club est confronté, et s'emploie à réunir tous les moyens à même de permettre à l'équipe de concrétiser tous les objectifs assignés.

Cette saison, la direction du club, qui avait conservé l'ossature des joueurs de la saison écoulée, s'est renforcée par le recrutement de plusieurs nouveaux joueurs, et a également promu un bon nombre d'éléments de la catégorie espoirs, est en mesure de jouer les trouble-fêtes dans ce championnat, grâce au travail de préparation technique et tactique qui sera mené sous la houlette de son nouvel entraîneur, Toufik Rouabah, a-t-on confié.

USM Annaba - AGE

Le P/APW Djrra Farouk unique candidat

Après la tenue de l'AGO sous la houlette du président Mohamed El Hadi Kerroum au cours de laquelle les bilans moral et financier ont été adoptés sans difficulté par les 29 membres de l'assemblée, cette dernière a procédé à l'installation de la commission chargée du recueil des candidatures.

Aussi, depuis une dizaine de jours, les supputations allaient dans le fief unioniste qui voulait voir se régler une fois pour toutes le problème lié à la présidence du club annabi. Finalement, dès la clôture des délais, le président de la commission chargée de la préparation de ce conclave,

Bensafia Djelloul, nous a déclaré jeudi: «Nous n'avons reçu qu'une seule candidature, celle de Farouk Djrra, le P/APW de Annaba.

Il incombe à la commission de faire son travail conformément aux règlements et de fixer officiellement la date de la tenue de l'AGE, dans une quinzaine de jours au plus tard», a-t-il précisé. Il faut dire, qu'en raison du ratage de l'accession, des dissensions existent toujours entre les dirigeants, et c'est probablement dans cette ambiance conflictuelle que l'assemblée générale du club tiendra prochainement son AG électorale.

Tayeb Zgaoula

SA Mohammadia

Zeroual Mohamed reconduit à la tête du CSA

Zeroual Mohamed, qui a pris ses fonctions durant la phase retour à la tête du CSA/SA Mohammadia de l'exercice 2015-2016 en remplacement du président El Hachemi Mokhtar qui n'a

pu poursuivre sa mission pour raison de santé, a été reconduit à l'unanimité à la tête de cette structure sus-citée à l'issue de l'AG électorale qui s'est tenue dernièrement.

Abid Djebbar

Paris SG

Une résiliation à 22 millions !

Laurent Blanc aurait signé sa résiliation de contrat, qui s'élèverait... à 22 millions d'euros ! C'est donc le jackpot pour l'entraîneur du PSG, après une aventure de trois ans pour celui qui, dans un premier temps, avait pourtant prolongé son bail dans la capitale. On connaît la somme exacte que Laurent Blanc devrait toucher pour résilier son contrat avec le Paris Saint-Germain: 22 millions

d'euros, selon les informations de L'Equipe ! Un montant hallucinant, mais qui correspond à peu près (un peu à la hausse, quand même) à ce qu'on attendait pour l'ancien sélectionneur de l'équipe de France. Nasser al-Khelaifi ne va donc pas lésiner sur les moyens pour lâcher son coach, en attendant l'arrivée inévitable d'Unai Emery – simples (ou pas) questions de procédures en cours...

Les pseudo supporters pénalisent leur équipe

L'ESS disqualifiée de la Ligue des champions



Kamel Mohamed

Ce que les dirigeants de l'ESS craignaient est arrivé, leur équipe a été disqualifiée de la compétition de la Ligue des champions d'Afrique par la CAF.

Une correspondance dans ce sens a été transmise par la CAF à la FAF, jeudi soir, pour lui signifier que l'ESS est suspendue de cette compétition. Sur le site internet de la CAF (cafonline.com), il est noté : «Suite aux incidents regrettables survenus lors du match ES Sétif- Mamelodi Sundowns (Afrique du Sud), comptant pour l'édition 2016 de la Ligue des champions d'Afrique et ayant obligé l'arbitre à interrompre la rencontre avant son terme, la commission d'organisation des compétitions interclubs de la CAF a décidé d'appliquer les dispositions des règlements de la Ligue des champions de la CAF et de considérer l'équipe ESS perdante et éliminée de la compétition et ce, sans préjudice aux autres sanctions qui peuvent être infligées par le jury disciplinaire de la CAF». La disqualification de l'ESS est la première décision prise par la CAF puisque d'autres sanctions vont suivre, à sa-

voir la durée de la suspension et le montant de l'amende financière. La CAF a précisé sur son site que «si l'arbitre est obligé d'arrêter le match avant sa fin réglementaire à cause d'un envahissement du terrain ou d'une agression contre l'équipe visiteuse, l'équipe hôte sera considérée comme perdante et sera éliminée de la compétition, nonobstant les sanctions prévues par les statuts et règlements». «Les officiels du match ont constaté notamment un envahissement du terrain, ainsi que de nombreux jets de projectiles, de pierres, de bouteille et de pétards, provoquant un certain nombre de blessés parmi les spectateurs et les forces de sécurité», lit-on encore.

Cette sanction était prévisible suite aux incidents qui s'étaient produits samedi dernier lors de cette rencontre, au cours de laquelle l'ESS avait concédé une défaite sur son terrain devant les Sud-africains de Mamelodi Sundowns (2-0) pour le compte de la première journée de la phase de poules de la Ligue des champions d'Afrique. Des affrontements entre pseudo supporters et forces de l'ordre s'étaient produits à la fin de la rencontre, faisant plusieurs blessés

des deux côtés. Mécontents de cette défaite, les pseudo supporters de l'Entente avaient envahi le terrain dans les ultimes secondes de la partie qui a été arrêtée par l'arbitre. Ce dernier avait quand même décidé de reprendre le match, alors qu'il ne restait que quelques secondes à jouer. Malgré cette reprise, des énergumènes avaient envahi une nouvelle fois le terrain pour que l'arbitre arrête définitivement la rencontre. Les pseudo-supporters de l'Entente auront ainsi pénalisé leur équipe qui avait déjà remporté le titre de champions d'Afrique en 2014. A la FAF, on a indiqué que l'ESS a la possibilité de faire un recours auprès de la CAF, mais on s'est montré pessimiste, précisant que les instances internationales du football ne tolèrent pas les actes de violence. Autrement dit, la sanction de Sétif ne risque pas d'être allégée, sachant que le match en question a été caractérisé par les jets de pierres et autres projectiles, avant l'envahissement du terrain. La violence qui caractérise le football algérien au niveau national a fini par être sanctionnée par les instances internationales du football. Un phénomène récurrent en Algérie.

Euro-2016

Premier tour, on fait le bilan !



• France

«Si je suis sélectionneur ou joueur d'une équipe en huitièmes, je me dirais: «Pourquoi pas nous ?» Les Bleus, par exemple. On a dit qu'ils pouvaient mieux faire, qu'ils ont gagné au forceps... Mais on se rend compte qu'on n'est pas inférieurs aux autres, qu'il y a un bon coup à jouer. Personne n'a survolé, mais ceux qui survolent en début de compétition ne sont pas souvent à l'arrivée... Ce sera un Euro 2016 très ouvert, tout peut se passer.»

• Croatie

«On les imaginait capables d'être surprenants, d'aller loin. Leur victoire contre l'Espagne l'a confirmé, et leur tableau leur donne des perspectives de finale. Ça devient un candidat au titre important, comme la Pologne, le Portugal ou la Belgique. S'ils récupèrent Luka Modric... Ils ont besoin de lui. Arriveront-ils à justifier leur statut face au Portugal ? Ce ne sera plus la même approche psychologique.

Il va bien falloir qu'une de ces équipes sorte et aille en finale, il y aura forcément une surprise... Je ne crois pas en la Hongrie, ni en l'Irlande du Nord ou la Suisse.»

• Allemagne et Espagne

«Je les vois toujours un cran au-dessus de tout le monde. Mais si les Bleus avaient été à la place de l'Espagne contre la Croatie, on dirait tous qu'ils ne pourraient pas gagner la compétition... Or, en Espagne, ce n'est pas le cas, ils sont concentrés sur le fait de battre l'Italie puis l'Allemagne, et de redevenir candidats. Aucune équipe n'a apporté de garan-

tie: c'est le principal enseignement de ce premier tour.»

• Portugal

«Ils sont quand même inquiétants défensivement. Il y a des individualités, des magnifiques joueurs, mais ils peinent à jouer en équipe. Le collectif est en difficulté. Ils ont un joueur d'exception, qui a un peu masqué les faiblesses face à la Hongrie, mais prendre trois buts... Même s'il y a des coups de pied arrêtés, des ballons détournés, ils auraient dû faire mieux. A un moment, l'Autriche comme le Portugal étaient éliminés, ça a failli être l'énorme surprise de la compétition ! Ils doivent se sentir soulagés, mais aussi gonflés à bloc lorsqu'ils voient leur tableau. Après, la Croatie sera favorite en huitièmes...»

• Belgique

«C'est toujours pareil: on sait qu'ils ont beaucoup de talent, mais ils ont du mal à se mettre en place. Marc Wilmots essaie de trouver les solutions, il a joué avec quatre défenseurs centraux à un moment, et il a fini par mettre un vrai joueur de couloir avec Thomas Meunier qui fait du bien. Même si, à gauche, il a quand même gardé Jan Vertonghen, qui est un central. Mais il a tellement de talent devant, il se disait qu'avoir de vrais défenseurs était déjà une garantie... Ça n'a pas marché sur le premier match, ils se sont rasurés sur le deuxième et ont gagné le troisième.

Eux aussi doivent être gonflés à bloc lorsqu'ils voient le tableau. Et en demies, tout est possible. Ils seront peut-être très dangereux.»

• Italie

«Ils sont dans leur format. Antonio Conte a beaucoup construit sur le collectif, aussi parce que pas mal de joueurs majeurs lui ont fait défaut. C'est un peu à son image, déjà sur la base de la Juve avec Giorgio Chiellini, Leonardo Bonucci, Andrea Barzagli et Gianluigi Buffon. Ce sont ses quatre guerriers. Collectivement, ça travaille, ça ne lâche rien, ils ont de l'expérience et courent, jouent pour l'équipe. Contre l'Espagne, ils seront dans leur zone de confort. Ce sera la même dynamique que face à la Belgique, qui était favorite et qu'on annonçait déjà capable de gagner l'Euro. Mais les Italiens ne sont jamais aussi dangereux que lorsqu'on ne les attend pas, lorsqu'ils ne sont pas favoris. Ce sera très indécis.»

• Angleterre

«Ils peuvent faire bien mieux, ils ont montré de bonnes et moins bonnes choses. Mais ils sont un peu à l'image de toutes les grandes nations, qui ont soufflé le chaud et le froid. Ils peuvent être vraiment dangereux, si on doit les jouer en quarts par exemple.

A l'inverse, paradoxalement, ils peuvent aussi perdre contre l'Islande. Les Islandais seront fidèles à leur 4-4-2, ce sera un bloc, où tout le monde jouera ensemble et courra, ils répondront au défi physique. Ils seront bons dans les duels, notamment dans les airs. Les Anglais devront donc produire du jeu pour les faire tomber. Quand ils n'auront pas à assumer ça, ils seront peut-être plus compliqués à jouer. Notamment face à nous, donc.»

• Hongrie

«Leur première victoire contre l'Autriche a été fondatrice, alors qu'ils étaient parmi les plus faibles au départ avec l'Irlande du Nord. Quand on regarde leurs joueurs, leur passé... Il n'y a pas beaucoup de garanties. La moitié n'est même pas titulaire en club, ils sont dans des championnats majeurs. Mais ils ont pris confiance, ils ont failli battre

Le 11 type du premier tour

Gardien

Il récolte tous les suffrages au poste de gardien de but: le portier de l'Irlande du Nord, Michael McGovern a été assez monstrueux, notamment face à l'Allemagne où il a repoussé presque tous les assauts de la Mannschaft.

Défenseurs

En défense, l'Allemand Jerome Boateng a su rester solide, même en l'absence de Hummels. L'Allemagne n'a pas pris un seul but. Fabian Schär, lui, a même

réussi à marquer. Darijo Srna est le symbole d'une Croatie remarquable, alors que Raphaël Guerreiro a définitivement conquis ses galons de titulaire.

Milieux

Au milieu, Luka Modric et Andres Iniesta sont tous les deux dans l'axe.

En un match et demi, et surtout une volée incroyable contre la Turquie, le premier a crevé l'écran. Le joueur du Barça, lui, a ébloui sur les deux premiers matches. Sur les ailes, Ivan

Perisic est récompensé de ses deux buts, et il est bien sûr impensable d'oublier Dimitri Payet !

Attaquants

Devant, Gareth Bale est peut-être le seul grand joueur à avoir réellement répondu présent sur ce premier tour. Avec un but à chaque match, dont deux sur coup franc, il a réussi à porter son équipe du Pays de Galles. Enfin, mention spéciale au capitaine de la géniale Hongrie, Balazs Dzsudzsak.

Croatie-Portugal: duel de stars

Cristiano Ronaldo le Madrilène contre Ivan Rakitic le Barcelonais: le duel de stars du Portugal et de la Croatie, l'une des affiches des huitièmes de l'Euro-2016, aura un parfum de Clasico entre deux prétendants à la victoire finale, samedi à Lens (21h00). Seule incertitude, la présence dès le coup d'envoi d'un autre habitué du match phare du championnat espagnol: Luka Modric. Le talentueux milieu de terrain de la Croatie et du Real Madrid avait été contraint de sortir en cours de jeu pour «problème musculaire» face à la République tchèque (2-2), avant d'être ménagé face à l'Espagne (2-1). Mais son absence n'a pas semblé pénaliser les Croates, qui peuvent compter sur un collectif à la fois solide, technique, et surtout indépendant de ses fortes individualités, comme le prouve le succès contre le double tenant du titre espagnol avec un onze très remanié.

A l'inverse, «CR7» s'est retrouvé essouffé à la pointe de la sélection portugaise lors des trois premiers matches de poule. Et il a dû sauver à lui tout seul son équipe avec un doublé héroïque face à la Hongrie (3-3). Hormis Nani, son compère de l'attaque et auteur de deux buts, le capi-

taine de la Selecção n'a pu que constater l'impuissance des autres cadres offensifs à se mettre au niveau, alors que toute une nation rêve du premier titre majeur de son histoire. Le régulateur Joao Moutinho, censé donner le tempo au milieu de terrain est aux abonnés absents, tandis que le virevoltant Ricardo Quaresma est sur courant alternatif depuis le début de la compétition.

Pour redynamiser son équipe, le sélectionneur portugais Fernando Santos, qui s'attend à une nouvelle «finale» face aux Croates, sera tenté de titulariser la pépite Renato Sanches (18 ans), auteur d'une bonne entrée en jeu face aux Hongrois, à la place de Moutinho.

Car pour espérer fendre le bloc croate, les Portugais, qui ont effectué le plus de tirs (69, contre 65 pour l'Angleterre) dans la compétition, vont devoir retrouver au plus vite de l'efficacité, à commencer par leur triple Ballon d'Or. Mais avec un Ricardo Carvalho (38 ans) à la peine physiquement et en balance avec Bruno Alves pour former la charnière avec Pepe, et des latéraux loin d'être irréprochables au niveau du placement, la différence risque de se faire sur le plan défensif.

Malgré ses trois buts en-

caissés, la défense croate a montré notamment face à la «Roja» qu'elle pouvait contenir n'importe quelle attaque avec la rugueuse paire Corluka-Vida et l'excellent gardien Danijel Subasic, qui a sorti un pénalty, contrairement aux Portugais qui ont failli couler face à la Hongrie. Et devant, le danger peut surgir de partout: sur coup de pieds arrêtés avec le latéral Darijo Srna, au milieu avec les frappes de Modric, sur les ailes avec le remuant Ivan Perisic ou dans la surface avec Mario Mandzukic ou Nikola Kalinic, en concurrence pour occuper la pointe de l'attaque. «Nous savons que la Croatie est très forte avec de bonnes individualités.

Il faudra analyser tout cela et il faudra être prêt», a prévenu le milieu portugais Danilo Pereira. Présente dans la partie de tableau la plus favorable avec la Belgique ou la Pologne, quand les épouvantails du tournoi (Espagne, Allemagne, France, Italie, Angleterre) sont condamnés à se rencontrer pour parvenir en finale, la bande à Srna a une occasion en or de faire ce que n'avaient pas pu réaliser leurs aînés de la génération 1998: atteindre la finale du 10 juillet au Stade de France.



Les affiches des 8e de finale

Aujourd'hui

(14h00): Suisse - Pologne

(17h00): Pays de Galles - Irlande du Nord

(20h00): Croatie - Portugal

Dimanche

(14h00): France - Eire

(17h00): Allemagne - Slovaquie

(20h00): Hongrie - Belgique

Lundi

(17h00): Italie - Espagne

(20h00): Angleterre - Islande



08.20 Sabah el khier
10.10 Dessin animé
11.00 El mouffarisse el qabir
12.00 Religieux el tariq il allah
12.30 Religieux qala rassoul allah
13.00 Journal télévisé
13.40 Asr el khoulafaa
15.00 Camera cachée enfants
15.15 Hikayat zaman

16.00 Moutaât el maïda
16.30 Baba Slimane
17.00 Journal télévisé amazigh
17.25 Biyan chetartek
17.55 Zewina wa kana
19.00 Journal télévisé
19.30 Ki nissa ki ridjal
19.50 El harba tessalek
20.15 Chant religieux

20.30 Taht el mouraqaba

21.00 Fatma Fatima et Fatouma 2
21.15 Yama bintek rahi hassla
21.30 Qoloub tahta ramad
Feuilleton
22.20 Lamat ramdhan
23.30 diwan wa ghiwan
01.00 Rihat zaman



10.30 Les Z'amours
11.00 Tout le monde veut prendre sa place
12.00 Journal
12.20 13h15, le samedi...
12.55 Météo 2
13.05 Tout compte fait
14.35 Envoyé spécial le samedi
16.15 L'atelier déco
17.50 Mot de passe
18.55 Météo 2
19.00 Journal
19.55 Le grand show fête le cinéma

22.10 On n'est pas couché



Présenté par Laurent Ruquier, Léa Salamé, Yann Moix
Des personnalités du monde politique, de la chanson, du cinéma, de la littérature, du sport ou des médias se succèdent sur le plateau pour évoquer leur actualité. Après «Le Flop Ten» de la semaine qui pointe ceux qui ont défrayé la chronique, les célébrités invitées se prêtent au jeu des questions de Laurent Ruquier, Léa Salamé et de Yann Moix qui pimentent les discussions sans langue de bois.
01.35 Alcaline le mag



10.42 Les as de la jungle
11.00 12/13 : Journal régional
11.25 12/13 : Journal national
12.25 Les grands du rire
14.10 Les carnets de Julie
15.05 Cyclisme
16.55 Questions pour un super champion
18.00 19/20 : Journal régional
18.30 19/20 : Journal national
19.00 Météo
19.05 Tout le sport
19.20 Météo régionale
19.25 Zorro

19.55 Un père coupable



Avec Marianne Basler, Bruno Wolkowitch, Vincent Winterhalter, Hélène Church
Florence Lavier, 40 ans, dirige un collège dans une petite ville du sud de la France. Mariée à Pierre et mère de deux adolescents, elle est secrètement amoureuse de Claude, divorcé. Mais la principale entend préserver à tout prix sa vie de famille. Tout bascule le jour où Miléna, la fille de Claude, est assassinée. Ce dernier est soupçonné du meurtre. Seule Florence peut l'innocenter...
21.40 Soir 3
22.00 Hercule Poirot
23.30 L'Histoire de Manon
01.40 Thalassa



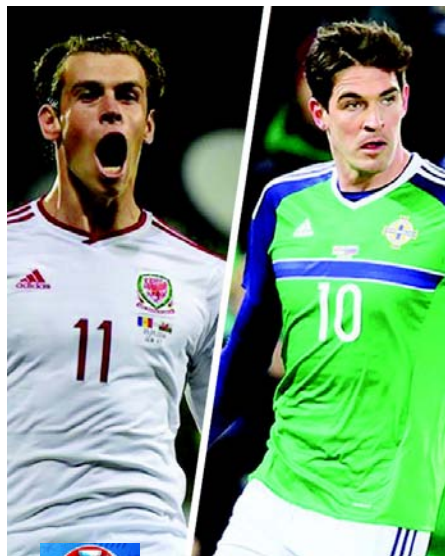
12.55 Les routes de l'impossible
13.25 Ukuli Donga, rituels de passage
14.25 Planète insolite
15.20 Les liaisons sauvages
16.15 Décollage pour l'Amérique
17.10 Vivre loin du monde
18.00 Invasion moustiques
19.00 Une maison, un artiste
19.40 Echappées belles
22.40 Voyage d'un chef
23.35 Bretagne Sud : La mer, la terre, le temps
00.25 Eléphants en cavale



13.00 Yourope
13.45 Voyage aux Amériques
14.10 Le bonheur est dans l'assiette
15.40 Le bonheur est dans l'assiette
16.20 Les aventures culinaires de Sarah Wiener en Asie
17.05 Cuisines des terroirs
17.35 Arte reportage
18.45 Arte journal
19.00 360°-GEO
19.50 Papouasie, expédition au coeur d'un monde perdu
21.20 Michael Jackson
22.50 Tracks
23.30 Concert à domicile
00.35 Don, le retour du roi



12.00 Vivement dimanche
13.30 Epicerie fine - terroirs gourmands
14.00 Le code Chastanay
14.25 #versionfrançaise
14.55 Echappées belles
16.30 64' le monde en français
17.35 Vu de l'intérieur
18.30 Le journal de France 2
19.00 Avanti
20.25 Houkak
21.00 TV5Monde le journal Afrique
21.25 Le journal de la RTS
22.00 Crime d'état
00.00 TV5Monde le journal



TF1 16.50

PAYS DE GALLES IRLANDE DU NORD

Dans la poule B, l'Angleterre ne visait pas autre chose que la première place. Les coéquipiers de Harry Kane et de Jamie Vardy ont débuté la compétition par un match nul (1-1) contre la Russie. La sélection aux Trois Lions devaient s'imposer face aux Pays de Galles et à la Slovaquie pour s'inviter en huitième de finale.



6 20.00

CROATIE / PORTUGAL

L'équipe d'Espagne, emmenée par Andrés Iniesta avait largement les moyens de finir en tête de la poule D. Les doubles champions d'Europe en titre ont débuté par une courte mais précieuse victoire (1-0) face à la République tchèque. La Roja devait toutefois se méfier de la Croatie pourvue de nombreux talents à l'instar de Mario Mandzukic, ou encore Ivan Rakitic.

2 19.55

LE GRAND SHOW FÊTE LE CINÉMA



Présenté par Michel Drucker

A l'occasion de la 32e édition de la Fête du cinéma, Michel Drucker célèbre le septième art en compagnie de personnalités. Omar Sy, Jean Reno, Franck Dubosc, Marie-Anne Chazel, Claude Lelouch, Line Renaud, François-Xavier Demaison et Danièle Thompson se réunissent pour découvrir le classement des vingt films préférés des Français. Au programme : les scènes et les répliques cultes des longs-métrages plébiscités par le public, de nombreux extraits de fictions, des hommages rendus aux grandes figures du cinéma comme Gérard Oury, Michel Galabru ou Coluche.

TÉLÉVISION



19.55 Esprits criminels



Saison 10 - Episode 17

- Les lectrices
Avec Joe Mantegna, Shemar Moore, AJ Cook, Matthew Gray Gubler
Un tueur en série sévit dans le Wisconsin. L'équipe est envoyée sur place pour enquêter. L'individu a étranglé trois jeunes femmes selon le même mode opératoire. Les défuntes, toutes originaires de la région, n'avaient aucun antécédent. Les policiers découvrent qu'il entretenait une relation intime avec chaque victime. Parallèlement, Kate annonce une grande nouvelle à ses collègues.
23.15 New York police judiciaire



23.10 Hawaii 5-0



Saison 6 - Episode 24

- Pa'a ka 'ipuka i ka 'upena nananana
Avec Alex O'Loughlin, Scott Caan, Daniel Dae Kim, Michelle Borth
McGarrett et son équipe se rendent dans un squat où plusieurs victimes par overdose ont été trouvées. Sur place, ils ont la surprise de trouver Gabriel Waincroft, blessé par balle quelques heures auparavant par une jeune droguée. C'est alors qu'une bande de criminels à la solde de Shioma fait irruption dans le bâtiment où se trouve Steve et ses coéquipiers.
00.00 Sons of Anarchy



19.10 2e test-match 2016



- Argentine / France
Le XV de France est en quête de certitudes en Argentine. Pour ce deuxième match amical face aux Pumas, Guy Novès, le sélectionneur des Bleus, composera une équipe composée de joueurs expérimentés à l'instar de Guilhem Guirado, Hugo Bonneval, ou encore François Trinh-Duc.
21.05 Intérieur sport
22.00 Gallows
23.20 Connasse, princesse des coeurs
00.35 The Last Nightclubbing in Paris



09.45 Teen Titans Go !
10.05 Star Wars Rebels
11.10 Zouzous
12.45 OFF ! Secrets et coulisses
15.25 Bons plans
15.35 Drôle de famille !
17.15 Un gars, une fille
20.00 Le mystère des jumeaux



21.30 Médecins de demain




11.15 Chuck
12.00 Accusée à tort
13.45 Natalee Holloway : La détresse d'une mère
15.30 Natalee Holloway : Justice pour ma fille
17.10 Appels d'urgence
19.55 Chroniques criminelles





09.30 Génération Hit machine
11.30 Une dangereuse élève
13.20 Ballet meurtrier
15.05 La négoceuse
16.50 Soda
19.45 Météo
19.55 Les 30 ans du Top 50




 Malgré certaines difficultés mineures, votre forme va revenir au grand galop. Cela aura beaucoup d'incidences positives pour les décisions que vous aurez à prendre.




 Vous éprouvez le désir de tout transformer à la hâte. Vous rechercherez une plus grande compréhension dans vos relations avec vos proches.

 Des problèmes familiaux peuvent brusquement survenir si vous ne prenez pas garde à ce que vous dites. La parole est d'argent mais le silence est d'or.


 Vous pourriez traverser une période difficile mais votre dynamisme vous aidera à mener à bien une entreprise délicate. Vous pourrez recevoir très vite les fruits de vos efforts.





 Vous aurez bon moral. Les craintes non fondées au sujet de votre avenir s'envoleront bientôt. Même si vous doutez de l'issue favorable à votre situation, vous ne pouvez que sourire à la vie. Vous pouvez croire maintenant que c'est votre tour d'avoir cette chance !

 Les planètes vous sont moins favorables aujourd'hui. Cela accentue votre sens du devoir ce qui signifie que certaines obligations personnelles ou familiales deviendront soudainement une priorité pour vous, à la surprise générale.





 **Balance** 24/7 du 20-10-16
Vous aurez à vous battre pour vaincre un obstacle imprévu mais la chance vous aide à surmonter cet inconvénient passager. La vie a décidé de vous sourrire, profitez-en pour mettre de l'ordre dans vos affaires de cœur.


 De réelles possibilités vont se faire un jour. Essayez de ne pas céder aux craintes et aux doutes sans fondement. Aller de l'avant est positif, tout ce que vous avez à faire est de croire en vous.

 Vous rechercherez au travers des autres à retrouver le moral des grands jours. Un nouvel élément imprévu vous pose problème mais votre détermination vous aide à franchir ce cap difficile.



 Vous vous demandez pourquoi toutes les réponses que vous faites sont toujours les mêmes et vous vous sentez frustré parce que rien n'évolue. Vous aurez bientôt la chance de construire des relations nouvelles et passionnantes.

 Votre courage et votre détermination vont pouvoir profiter d'une opportunité qui semble arriver au bon moment. Vous n'aurez pas à redouter de prendre une excellente décision qui pourrait vous conduire là où vous vouliez aller.

 Vous vous passionnerez pour toutes sortes d'activités y compris pour les affaires. Une rencontre imprévue vous permet de prendre la température du climat financier.

								LETTREE, INSTRUE
	BANDIT MAMAN BIS		COUPE LES POIS				RÈGES A DESSIN	
						PRÉPOSITION ARTICLE		
	COULEUR BRUN-ROUGE BÊTES						ROI DES FORÊTS	
			HALTE ! APRE, DUR, DUR					
		SUD-OUEST INFINITIF		VAUT MIEUX QUE COURIR		JAMAIS DE LA VIE !		
			SHOOT PARTIT OUILLE !				BOUGIE SOUPER	
		NEUF ROMAIN PREND DU POIDS						
	FRUIT SEC CARDINAL PAUVRE			LETTRES À LETTRES PLUS MAUVAIS		PATIENTE, POIREAUTE MILIEU		
			RONGEURS VIEILLE POSSESSIF					
		OBTENUS MILLE KILOS						
CULTURE PHYSIQUE, EDUCATION PHYSIQUE						A LA MODE EN FACE, EN PRESENCE DE		

ABUS – ALLER –
 AMPERE – BREVET –
 CROQUER –
 DESORGANISER –
 ETUDIANT –
 FOURGON – GERER
 – HAVRE – HUER –
 INAPTITUDE –
 INDIVIDU – JARRE –
 MANIE -
 MELANCOLIE –
 MINARET – MINIMUM
 – MORCELER –
 NABAB – NEGATION
 – CAILLET – OPIUM –
 PORTE – PRETER –
 PROSE –
 RESERVER –
 RESISTER -
 RETARDER – ROLE -
 TARIN – TISSER -
 TRONE -
 VISEMENT –
 VISON – VOLONTE.

T	E	R	A	N	I	M	R	E	L	E	C	R	O	M
P	R	E	T	E	R	E	N	T	U	R	R	R	T	U
R	E	L	L	A	E	R	O	R	D	E	E	E	N	M
O	U	V	E	R	U	E	G	O	I	V	S	D	A	I
S	H	I	R	E	Q	P	R	P	V	R	I	R	I	N
E	R	S	V	S	O	M	U	S	I	E	S	A	D	I
I	E	O	A	I	R	A	O	O	D	S	T	T	U	M
L	S	N	H	N	C	R	F	U	N	E	E	E	T	S
O	S	O	E	A	I	E	C	T	I	R	R	R	E	U
C	I	I	T	G	T	R	M	E	R	N	A	B	A	B
N	T	T	N	R	E	E	A	A	E	N	O	R	T	A
A	E	A	O	O	V	G	J	T	E	L	L	I	E	O
L	L	G	L	S	E	D	U	T	I	T	P	A	N	I
E	O	E	O	E	R	E	I	N	A	M	U	I	P	O
M	R	N	V	D	B	T	N	E	M	E	S	R	E	V

Les 7 lettres restantes composent le tout de la charade suivante :

- Mon 1er, c'est l'enveloppe des pois, fèves, haricots.
- Mon 2e n'est pas divulgué.
- Mon 3e est un pronom personnel.

Mon tout est complet.

1									
2									
3									
4									
5									
6									
7									
8									
9									
10									

1. Elle est à en prendre une poignée.
2. Air classique.
Herbes folles.
3. Goutte.
Part dans l'ensemble.
4. Défini à contresens.
Tour de roue.
5. Jambes de bois.
6. Mamelon à la vieille.
Pièce de caractère.
7. Prend les devants.
Oiseau allant et venant.
8. Au fur et à mesure.
Sport de pointe.
9. Bon conservateur. Fait bête.
10. Va y voir !
Règles baffouées.

- A.** Poule braisée.
- B.** Tenu pour dit. Mortels.
- C.** D'avenir.
- D.** Grecque.
- E.** Éléments de classe.
- F.** S'est fait élire par les habitants.
- G.** Va donc ! Au petit bonheur, à la chance.
- H.** Sajou en son genre.
- I.** Mesure de longueur.
- J.** Demi-pater.
- K.** Dermatose.
- L.** G. Tient bien son sujet.
- M.** Obligé.
- N.** Piqués. Enfila.
- O.** Point de côté.
- P.** Prises de vitesse.

FLECHES N°5961

R	A	N	D	O	N	N	E	U	R
A	I	S	E		O	I	N	T	E
P	R		S	U	C	E		A	U
P	E	U	T	E	T	R	E		N
O			T	I	R	A		C	R
R	I	E	N		M	E	L	E	R
T			R	E	M	B	L	A	I
E	P	I			Q	U	I	T	T
U	R	N	E			L	T		R
R	E	S	U	M	E			P	E

	C	R	A	I	N	D	R	E
C		E	R		D	E	U	X
A	S		I	N		M	E	
P	A	R			V	E	R	S
	A	L	P	H	A		N	E
B	I		M		P	A	O	N
L	E	V	E	R		G		A
E			I	T		V	E	R
	A	S	I	E			R	U
C	L	A		Q	U	E		S
	L		G	U	E	T	T	E
E	P	E	E			S	U	R

FOUILLIS N° 5961 LUMIERE (Lu - Mi - Erre)

CODÉS N° 5961

1 U	2 M	3 C	4 T	5 R	6 S	7 G	8 A	9 E	10 N	11 I	12 O	13 H
14 F	15 L	16 D	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26

1 T	2 A	3 R	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26

13	7	4	2	5	14	7		6	7
8	10	9		12	3	2	14	8	5
9		11	2		2		9	11	7
4	10	7		7	6	2	4	7	3
4	2	5	14	11	7	4		10	6
8		18	8		4	1	7	3	7
5	8	9	4	7		3	9	4	
5	9	7	4		1	7	3		4
7	11	10	7	4		4	7	6	7
3		16		10	5			7	16
	17		12	7		17	7	3	7
7	3	3	7		6	7	16	2	
4	9	15	15	11	7	3		5	5
	13		9		1	9	7	12	7
13	7	4		15	8	3	18	2	1

CODÉS N° 5962

FLÉCHÉS N° 5962

FOVILLIS N° 5962



Heurts entre la police et des chômeurs en Jordanie

La police jordanienne a dispersé jeudi par la force un sit-in de jeunes qui protestaient contre le chômage, au sud de la capitale, provoquant des heurts qui ont fait des blessés des deux côtés, selon différentes sources aux versions divergentes. "Trois membres de la gendarmerie ont été blessés par balle lors d'une descente contre un groupe de hors-la-loi à Dhiban, dans la province de Madaba", à 70 km au sud d'Amman, ont indiqué les forces de l'ordre dans un communiqué. Mais selon des témoins qui confirment la version des manifestants, les heurts ont éclaté après le démantèlement par la police d'une tente qui abritait un sit-in de jeunes réclamant du travail. Ils ont fait état de blessés parmi les manifestants, sans en préciser le nombre. Selon le communiqué officiel, neuf personnes ont été arrêtées dans un premier temps lors de la descente de la police. "D'autres personnes se sont rassemblées plus tard (...), avant de bloquer des routes et jeter des pierres et des feux d'artifice sur le poste de police".

Le président Zuma pourra être poursuivi dans une affaire de corruption



La justice sud-africaine a maintenu vendredi sa décision stipulant que le président Jacob Zuma devait être poursuivi pour corruption dans une affaire de méga contrat d'armement, refusant au parquet et au chef de l'Etat la possibilité de faire appel. "La demande d'appel est rejetée. Nous avons réévalué notre jugement et nous avons conclu que l'appel n'avait pas de chance raisonnable d'aboutir", a indiqué le juge Aubrey Ledwaba. Les près de 800 charges avaient été abandonnées en 2009, quelques semaines seulement avant l'élection de Jacob Zuma à la présidence. Mais fin avril, après une longue bataille judiciaire menée par l'opposition, la Haute Cour de Pretoria avait estimé que le parquet avait agi de façon "irrationnelle" en abandonnant ces accusations pour vice de forme. Le tribunal avait indiqué que cette décision devait "être revue" et que Jacob Zuma "devrait être poursuivi pour ces chefs d'inculpation". Le parquet et le président lui-même avaient décidé de faire appel de ce jugement. Le rejet de cet appel vendredi confirme la possibilité de rétablir les accusations contre Jacob Zuma.

Le Quotidien

D'ORAN
Edition Nationale d'Information

Violents combats en Libye



Les forces progouvernementales libyennes ont repoussé vendredi une nouvelle contre-offensive des djihadistes retranchés dans leur fief de Syrte (centre-nord) après de "féroces" combats, selon un communiqué militaire. A la fa-

veur d'une offensive lancée le 12 mai pour reprendre Syrte au groupe Etat islamique (EI), les forces du gouvernement d'union nationale (GNA) sont entrées le 9 juin dans la cité et assiègent depuis les djihadistes dans une zone de 5 km2

qui s'étend du centre de la ville côtière jusqu'à la mer, au nord.

Les pro-GNA peinent toutefois à progresser dans cette zone en raison de la forte résistance des djihadistes qui mènent des contre-attaques, des attentats suicide et à la voiture piégée notamment. Située à 450 km à l'est de la capitale Tripoli, Syrte est le principal fief des djihadistes en Libye, qu'ils contrôlent depuis juin 2015. Vendredi avant l'aube, les pro-GNA ont "repoussé une nouvelle contre-offensive de Daech près de la route côtière au prix de violents combats qui ont contraint les djihadistes à reculer", a indiqué un communiqué des forces progouvernementales. Celles-ci n'ont pas fait état de victime dans leurs rangs mais ont affirmé que 10 djihadistes avaient péri dans les combats.

Un suspect retrouvé mort après un raid policier en Arabie saoudite

Un homme recherché par les autorités saoudiennes a été retrouvé mort après un échange de tirs avec la police dans une ville à majorité chiite de l'est du pays, a annoncé jeudi le ministère de l'Intérieur. Abdel Rahim al-Faraj et son frère Majed étaient recherchés pour leur implication présumée dans des tirs contre des forces de l'ordre, pour des attaques contre des civils et des installations publiques, ainsi que pour vol, a précisé le ministère.

Mercredi soir, des policiers ont essuyé des tirs alors qu'ils effectuaient une perquisition dans la maison d'un suspect dans la ville d'Awamiyah de la Province orientale, habitée majoritairement par des chiites. Les poli-



ciers ont riposté aux tirs. Un hôpital a indiqué plus tard à la police avoir admis un homme, tué dans les échanges de tirs et identifié comme Abdel Rahim al-Faraj,

selon la même source. La police, qui n'a déploré aucune victime, a saisi des armes et des munitions dans la maison du suspect et continue de rechercher son frère.

Une mosquée saccagée par des villageois bouddhistes en Birmanie



Des dizaines de villageois bouddhistes ont saccagé une mosquée et une école musulmane d'un village dans le centre

de la Birmanie, pays qui a déjà connu des épisodes de violences communautaires meurtrières. Ces tensions entre bouddhistes et mu-

sulmans, notamment celles entourant la communauté persécutée des Rohingyas est l'un des défis majeurs auquel est confronté le premier gouvernement civil mis en place depuis des décennies et emmené par Aung San Suu Kyi. D'après les habitants et les autorités, c'est au départ une dispute entre voisins qui a dégénéré et provoqué un rassemblement. La foule a ensuite saccagé l'intérieur de la mosquée, d'une école et des maisons de musulmans du village. Au départ, "il y a eu une dispute entre un musulman et deux voisines, ce qui a créé un rassemblement", a expliqué à l'AFP Hla Sint, responsable du village. "Environ 200 villageois ont détruit une mosquée, un mur du cimetière musulman", a-t-il ajouté.

Interpol fait la chasse aux trafiquants de migrants



Interpol a lancé jeudi un appel à témoins pour aider à l'arrestation de 123 personnes soupçonnées dans le monde d'appartenir à des réseaux criminels d'immigration clandestine, un trafic très lucratif estimé à plus de cinq milliards d'euros en 2015 rien que vers l'Europe. Ciblent 180 suspects au total, l'opération "Hydra", qui implique 44 pays et l'office européen de police Europol, a déjà permis, début mai, d'arrêter 26 personnes et d'en repérer 31 autres, a précisé dans un communiqué l'organisation internationale de coopération policière basée à Lyon. Parmi celles toujours recherchées, 11 font l'objet d'une publicité particulière de la part d'Interpol qui a publié leurs photographies. "Ce sont des gens particulièrement difficiles à localiser", a commenté une porte-parole de l'organisation policière. "Il y a un gros travail en coulisses.

On espère avoir de bons résultats sur les onze et les autres". Interpol avait annoncé en octobre le lancement de cette opération "Hydra", destinée à favoriser l'échange d'informations sur la localisation des filières de passeurs et à améliorer le travail en réseau des enquêteurs. Comme à son habitude, l'organisation avait livré peu de détails sur ses modalités, calendrier ou moyens.

Crash EgyptAir : les boîtes noires envoyées en France pour réparation



Les mémoires des deux boîtes noires de l'Airbus d'EgyptAir qui s'est abîmé en Méditerranée il y a un mois seront envoyées la semaine prochaine d'Egypte en France pour être réparées, les enquêteurs espérant que leur contenu permettra d'élucider les causes du drame. L'Airbus A320 reliant Paris au Caire s'est abîmé le 19 mai avec 66 occupants, dont 40 Egyptiens et 15 Français, après avoir soudainement disparu des écrans radar, pour des raisons encore indéterminées. "Les mémoires des deux enregistreurs de vol ont été endommagées", a annoncé jeudi soir la commission d'enquête égyptienne dans un communiqué. Elle a souligné qu'elle se rendrait "en France la semaine prochaine, avec les circuits électriques des deux boîtes noires, pour les faire réparer dans les laboratoires du Bureau d'Enquêtes et d'Analyses (BEA) et éliminer les dépôts de sel" marin. Selon le BEA, elle "devrait arriver en début de semaine prochaine". Une fois réparées, les mémoires seront "ramenées au Caire pour que soit effectuée l'analyse des données dans les laboratoires du ministère de l'Aviation civile", selon la commission qui, par le passé, avait prévenu que ces opérations pourraient durer "plusieurs semaines".

EDITORIAL

Par Moncef Wafi

CRIS ET CHUCHOTEMENTS À L'APN

aux oubliettes. Mais faut-il pour autant s'étonner de cette déliquescence de l'institution à la lumière de sa composition humaine ?

Un premier aperçu nous a été donné avec le vote de la loi de finances 2016 et un début de révolution au sein de l'APN en réponse aux intimidations de la majorité parlementaire sous l'œil placide du président du palais Zighoud Youcef. Par ailleurs, la sanction infligée à un «spécifique», courageux pour certains, boudruche pour d'autres, a fait réagir les députés, toutes chapelles politiques comprises, qui y ont vu une atteinte aux droits du parlementaire et de son immunité.

Cet épisode illustre parfaitement le poids des deux mesures constaté dans la chambre basse et partant dans le pays puisque le député Tahar Missoum a été sanctionné

alors que Tliba, et après son dérapage verbal, n'a pas été inquiété.

A tout jamais et au contraire de ce que pense la majorité du peuple, cette APN reflète fidèlement l'image des Algériens. Niveau du débat politique au-dessous du zéro, intérêts personnels au-dessus de tout, violence verbale et physique où la loi du plus fort, du nombre et du clientélisme est en vigueur. Qu'attendre alors de ces députés dont le souci premier est de gonfler leurs salaires et indemnités, quémander un passeport diplomatique pour eux et leurs livrets de famille et faire le maximum d'affaires protégés par une immunité forcée ? Rien. Ou si, ne plus passer leur temps à lever le petit doigt en signe d'allégeance et de remerciement à ceux qui les ont placés sinon démissionner pour le salut de ce pays. La meilleure chose qui pourrait arriver à la démocratie en Algérie, c'est qu'on dissout cette assemblée, qu'on renvoie ces députés budgétivores à leur cuisine et enfin qu'on ne fasse plus semblant de vivre dans une république démocratique.

Avait-on besoin d'un tel déballage de grossièretés, d'invectives et de violence verbale dans une assemblée aussi auguste que celle des parlementaires ou n'était-on en fin de compte que rattrapé par la piètre image que renvoie le pays, peuple et institutions, à travers leurs sigles ? Ce qui s'est produit dans une APN décrédibilisée, vidée de sa substance par des élections successives frappées du sceau de la fraude est désolant pour l'Algérie.

Un élu du peuple, qui a apostrophé un ministre de la République, se voit exclure de six séances plénières et insulté publiquement par un autre élu du FLN qui le qualifiera de «handicapé». Déjà que le niveau de nos parlementaires n'atteignait pas les cimes qu'aujourd'hui il vole tout simplement sous les radars à la grande hilarité des Algériens. Entre affliction et ironie, le peuple assiste à ces passes d'armes dignes de petits voyous de quartier ou de règlements de compte à la sortie des écoles reléguant le vrai travail de l'APN